

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du vendredi 17 juin 2022

Commission n° 7 – Finances, Ressources Humaines et Administration générale

Direction Générale des Services
Direction des Finances

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL N° CD-2022/06/17- 7/02

OBJET : Compte administratif 2021 et affectation des résultats.

CANTON(S) : TOUS CANTONS

RÉSUMÉ : Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2021, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 719,8 millions d'euros pour 1 milliard 767,5 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2021, se soldent ainsi par un "excédent" de 47,7 M€ constituant le résultat de gestion 2021. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2020 qui était excédentaire de 39,6 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2021 sur 2022 (3,5 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2021 qui sera repris en DM1 2022 (valant budget supplémentaire), sera de 83,8 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants :

- Budget annexe GAIA = excédent de fonctionnement de 288 815,95 € et excédent d'investissement de 56 656,73 €.
- Budget annexe Boutiques = excédent de fonctionnement de 1 394 046,37 €.


Je vous propose de débattre des trois annexes qui sont jointes au projet de délibération :

- Le rapport sur le Compte Administratif 2021,
- Les états des Autorisations de Programme et des Autorisations d'Engagement,
- L'état de la caducité des AP et AE au 31 décembre 2021.

Ces documents détaillent la réalisation budgétaire des recettes et des dépenses qui figurent à ces comptes administratifs, principal et annexes, du Département de Seine-et-Marne pour l'exercice 2021.

Il en résulte des soldes d'exécution dont l'affectation est soumise au conseil départemental.

Je vous remercie de bien vouloir vous prononcer sur ce dossier et, si vous en êtes d'accord, d'adopter le projet de délibération joint au présent rapport.



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE**CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

Séance du vendredi 17 juin 2022

DÉLIBÉRATION N° **CD-2022/06/17-7/02 A****Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

077-227700010-20220617-lmc100000023840-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/06/2022

Réception Préfet : 24/06/2022

Publication RAAD : 24/06/2022

Commission n° 7 – Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur : LUCZAK Daisy

OBJET : Compte administratif 2021 et affectation des résultats.
Budget Principal

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2021, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 719,8 millions d'euros pour 1 milliard 767,5 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2021, se soldent ainsi par un "excédent" de 47,7 M€ constituant le résultat de gestion 2021. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2020 qui était excédentaire de 39,6 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2021 sur 2022 (3,5 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2021 qui sera repris en DM1 2022 (valant budget supplémentaire), sera de 83,8 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants :

- Budget annexe GAIA = excédent de fonctionnement de 288 815,95 € et excédent d'investissement de 56 656,73 €.
- Budget annexe Boutiques = excédent de fonctionnement de 1 394 046,37 €.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Sous la présidence de M. Olivier LAVENKA, 1^{er} vice-président du Conseil départemental,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2021 par Monsieur le Payeur Départemental

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

VU l'avis de la Commission précitée,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le compte administratif du budget principal du Département de Seine-et-Marne pour l'exercice 2021 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Article 2 : de déterminer, les soldes d'exécution et le résultat de fonctionnement à affecter ainsi qu'il suit :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur	127 477 078,12	131 280 437,85		35 817 065,04
Réalisé de l'exercice 2021	453 832 347,59	303 658 793,22	1 265 955 482,55	1 463 842 883,15
TOTAL	581 309 425,71	434 939 231,07	1 265 955 482,55	1 499 659 948,19
RESULTAT A AFFECTER	146 370 194,64			233 704 465,64
Reste à réaliser	3 527 299,10	-	-	-
TOTAL	149 897 493,74			233 704 465,64
Résultat définitif	149 897 493,74			233 704 465,64

Article 3 : d'affecter le résultat de fonctionnement de clôture ainsi qu'il suit :

En section d'investissement, le besoin de financement du compte principal après restes à réaliser s'établit à **149 897 493,74 €**. Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement de **233 704 465,64 €** sera affecté à hauteur du besoin de financement global. Le solde disponible de **83 806 971,96 €** sera repris en report à nouveau créditeur à la DM2, budget supplémentaire de l'exercice 2021.

Article 4 : d'acter la réalisation des dépenses et des recettes pour l'exercice 2021 comme présentée en annexe 1 de la présente délibération.

Article 5 : d'acter la réalisation des enveloppes d'autorisations de programme présentée en annexe 2 de la présente délibération.

Article 6 : d'acter la réalisation des enveloppes d'autorisations d'engagement présentée en annexe 3 de la présente délibération.

Article 7 : d'acter la caducité des autorisations de programme et d'autorisations d'engagement présentées en annexe 4 de la délibération, conformément aux articles 16 et 19 du Règlement Budgétaire et financier voté le 29 juin 2012 et applicable au 1^{er} janvier 2013.

Article 8 : d'acter la réalisation des dépenses liées à la gestion du COVID19 et du Plan de relance départemental pour l'exercice 2021 comme présentée en annexe 5 de la présente délibération.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR (35) :

Mme Emma ABREU

Mme Nathalie BEAULNES-SERENI

Mme Majdoline BOURGEAIS – EL ABIDI
M. Thierry CERRI
M. Jean-Marc CHANUSSOT
M. Bernard COZIC
Mme Sophie DELOISY
M. Yann DUBOSC
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI
Mme Isoline GARREAU
M. Laurent GAUTIER
Mme Anne GBIORCZYK
M. Pascal GOUHOURY
M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
Mme Nolwenn LE BOUTER
Mme Daisy LUCZAK
M. Olivier MORIN
Mme Cindy MOUSSI-LE-GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
M. Ugo PEZZETTA
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU qui a donné pouvoir à M. Vincent PAUL-PETIT

Ont voté CONTRE (10) :

M. Anthony GRATACOS qui a donné pouvoir à Mme Marianne MARGATÉ
Mme Marianne MARGATÉ
M. Éric BAREILLE
M. Smaïl DJEBARA
M. Vincent ÉBLÉ
Mme Julie GOBERT
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Marie-Line PICHERY
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Virginie THOBOR

Se sont ABSTENUS (0) :

N'a pas pris part au vote (1) :

M. Jean-François PARIGI, en sa qualité de Président du Conseil départemental.



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Séance du vendredi 17 juin 2022

DÉLIBÉRATION N° **CD-2022/06/17-7/02 C**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-227700010-20220617-lmc100000023840-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/06/2022

Réception Préfet : 24/06/2022

Publication RAAD : 24/06/2022

Commission n° 7 – Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur : LUCZAK Daisy

OBJET : Compte administratif 2021 et affectation des résultats.
Boutiques

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2021, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 719,8 millions d'euros pour 1 milliard 767,5 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2021, se soldent ainsi par un "excédent" de 47,7 M€ constituant le résultat de gestion 2021. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2020 qui était excédentaire de 39,6 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2021 sur 2022 (3,5 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2021 qui sera repris en DM1 2022 (valant budget supplémentaire), sera de 83,8 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants :

- Budget annexe GAIA = excédent de fonctionnement de 288 815,95 € et excédent d'investissement de 56 656,73 €.
- Budget annexe Boutiques = excédent de fonctionnement de 1 394 046,37 €.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Sous la présidence de M. Olivier LAVENKA, 1^{er} vice-président du Conseil départemental,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2020 par Monsieur le Payeur Départemental

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

VU l'avis de la Commission précitée,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le compte administratif du Budget annexe « Boutiques » du Département de Seine-et-Marne pour l'exercice 2021 présentés par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Article 2 : de déterminer, les soldes d'exécution et le résultat de fonctionnement à affecter ainsi qu'il suit :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur				1 276 920,44
Réalisé de l'exercice 2021			266 154,01	383 279,94
TOTAL			266 154,01	1 660 200,38
RESULTAT A AFFECTER				1 394 046,37
Restes à réaliser				
TOTAL			-	1 394 046,37
Résultat définitif				1 394 046,37

Article 3 : d'affecter le résultat de fonctionnement de clôture ainsi qu'il suit :

Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement de **1 394 046,37 €** sera repris au budget supplémentaire de l'exercice 2022.

Article 4 : d'acter la réalisation des dépenses et des recettes pour l'exercice 2021 comme présentée en annexe 1 de la présente délibération.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR (43) :

Mme Emma ABREU
M. Éric BAREILLE
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI
Mme Majdoline BOURGEGAIS – EL ABIDI
M. Thierry CERRI
M. Jean-Marc CHANUSSOT
M. Bernard COZIC
Mme Sophie DELOISY
M. Smaïl DJEBARA
M. Yann DUBOSC
M. Vincent ÉBLÉ
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI
Mme Isoline GARREAU
M. Laurent GAUTIER
Mme Anne GBIORCZYK
Mme Julie GOBERT
M. Pascal GOUHOURY
M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA

M. Jean LAVIOLETTE
Mme Nolwenn LE BOUTER
Mme Daisy LUCZAK
M. Olivier MORIN
Mme Cindy MOUSSI-LE-GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
M. Ugo PEZZETTA
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU qui a donné pouvoir à M. Vincent PAUL-PETIT

Ont voté CONTRE (2) :

M. Anthony GRATACOS qui a donné pouvoir à Mme Marianne MARGATÉ
Mme Marianne MARGATÉ

Se sont ABSTENUS (0) :

N'a pas pris part au vote (1) :

M. Jean-François PARIGI, en sa qualité de Président du Conseil départemental.



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE**CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

Séance du vendredi 17 juin 2022

DÉLIBÉRATION N° **CD-2022/06/17-7/02 B****Accusé de réception – Ministère de l'intérieur**

077-227700010-20220617-lmc100000023840-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/06/2022

Réception Préfet : 24/06/2022

Publication RAAD : 24/06/2022

Commission n° 7 – Finances, Ressources Humaines et Administration générale
Rapporteur : LUCZAK Daisy

OBJET : Compte administratif 2021 et affectation des résultats.
Service GAIA

Le compte administratif retrace l'exécution, en dépenses et en recettes, du budget du Département au cours d'une année civile (1er janvier au 31 décembre). Pour 2021, le compte administratif du budget principal présente un volume total de dépenses propres à l'exercice (en mouvements réels) de 1 milliard 719,8 millions d'euros pour 1 milliard 767,5 millions d'euros en recettes propres à l'exercice (en mouvements réels). Ces opérations, propres à l'exercice 2021, se soldent ainsi par un "excédent" de 47,7 M€ constituant le résultat de gestion 2021. Cet excédent s'ajoute au résultat reporté cumulé à fin 2020 qui était excédentaire de 39,6 M€. Ce résultat financera prioritairement le déficit des reports de 2021 sur 2022 (3,5 M€). Dès lors le résultat disponible cumulé à fin 2021 qui sera repris en DM1 2022 (valant budget supplémentaire), sera de 83,8 M€.

Deux budgets annexes au budget principal présentent, par ailleurs, les résultats suivants :

- Budget annexe GAIA = excédent de fonctionnement de 288 815,95 € et excédent d'investissement de 56 656,73 €.
- Budget annexe Boutiques = excédent de fonctionnement de 1 394 046,37 €.

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Sous la présidence de M. Olivier LAVENKA, 1^{er} vice-président du Conseil départemental,

VU le Code général des Collectivités territoriales,

VU les comptes de gestion établis pour l'exercice 2021 par Monsieur le Payeur Départemental

VU le rapport du Président du Conseil départemental,

VU l'avis de la Commission précitée,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver le compte administratif du Budget annexe « GAIA » du Département de Seine-et-Marne pour l'exercice 2021 présenté par Monsieur le Président du Conseil départemental ;

Article 2 : de déterminer, les soldes d'exécution et les résultats de fonctionnement à affecter ainsi qu'il suit :

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur		51 254,60		236 038,81
Réalisé de l'exercice 2021	0,00	5 402,13	171 438,24	224 215,38
TOTAL	0,00	56 656,73	171 438,24	460 254,19
RESULTAT A AFFECTER		56 656,73		288 815,95
Restes à réaliser				
TOTAL		56 656,73	-	288 815,95
Résultat définitif		56 656,73		288 815,95

Article 3 : d'affecter les résultats de fonctionnement de clôture ainsi qu'il suit :

La section d'investissement faisant apparaître, après restes à réaliser, un solde positif de **56 656,73 €**, la section de fonctionnement présentant un résultat d'exploitation, excédentaire de **288 815,95 €**.

Suite à une erreur technique commise lors de la reprise du résultat d'investissement de l'exercice 2019 il est nécessaire de corriger le résultat de la section d'investissement de 2021 et d'y ajouter le montant de +32,1 € soit un montant à reprendre en DM1 2022 de **56 688,83 €**

Ces montants seront repris en report créditeur au budget supplémentaire de l'exercice 2021.

Article 4 : d'acter la réalisation des dépenses et des recettes pour l'exercice 2021 comme présentée en annexe 1 de la présente délibération.

Adopté à la majorité

Ont voté POUR (43) :

Mme Emma ABREU
M. Éric BAREILLE
Mme Nathalie BEAULNES-SERENI
Mme Majdoline BOURGEOIS – EL ABIDI
M. Thierry CERRI
M. Jean-Marc CHANUSSOT
M. Bernard COZIC
Mme Sophie DELOISY
M. Smaïl DJEBARA
M. Yann DUBOSC
M. Vincent ÉBLÉ
Mme Bouchra FENZAR-RIZKI

Mme Isoline GARREAU
M. Laurent GAUTIER
Mme Anne GBIORCZYK
Mme Julie GOBERT
M. Pascal GOUHOURY
M. Michel JOZON
M. Denis JULLEMIER
Mme Sarah LACROIX
M. Olivier LAVENKA
M. Jean LAVIOLETTE
Mme Nolwenn LE BOUTER
Mme Daisy LUCZAK
M. Olivier MORIN
Mme Cindy MOUSSI-LE-GUILLOU
Mme Mireille MUNCH
Mme Céline NETTHAVONGS
Mme Véronique PASQUIER
M. Vincent PAUL-PETIT
M. Ugo PEZZETTA
Mme Marie-Line PICHERY
M. Brice RABASTE
M. Christian ROBACHE
Mme Béatrice RUCHETON
M. Patrick SEPTIERS
Mme Sara SHORT-FERJULE
Mme Sandrine SOSINSKI
M. Jean-Louis THIERIOT
Mme Virginie THOBOR
Mme Claudine THOMAS
M. Xavier VANDERBISE
Mme Véronique VEAU qui a donné pouvoir à M. Vincent PAUL-PETIT

Ont voté CONTRE (2) :

M. Anthony GRATACOS qui a donné pouvoir à Mme Marianne MARGATÉ
Mme Marianne MARGATÉ

Se sont ABSTENUS (0) :

N'a pas pris part au vote (1) :

M. Jean-François PARIGI, en sa qualité de Président du Conseil départemental.



Jean-François PARIGI
Président du Conseil départemental
de Seine-et-Marne

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-227700010-20220617-lmc100000023840-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/06/2022

Réception Préfet : 24/06/2022

Publication RAAD : 24/06/2022

Rapport sur le

COMPTE ADMINISTRATIF 2021 :

- BUDGET PRINCIPAL
- SERVICES A COMPTABILITE DISTINCTE
- BILAN FINANCIER DE LA POLITIQUE ENS ET AFFECTATION DE LA TAXE D'AMENAGEMENT



SOMMAIRE « COMPTE ADMINISTRATIF 2021 »

1-1 - Introduction	3
1-2 - Présentation Générale	6
1-2.A - Les ouvertures de crédits	6
1-2.B – L'exécution du budget	7
1-2.C – Les résultats	8
1-3 - La section d'investissement.....	10
1-3.A - Les dépenses d'investissement	10
1-3.A 1 – Répartition des investissements 2021 par grands secteurs	11
1-3.A 2 – Les opérations en capital relatives à la dette	30
1-3.B - Gestion pluriannuelle en investissement	31
1-3.C – Les recettes d'investissement	32
1-4 – La section de fonctionnement	33
1-4.A – Les dépenses de fonctionnement.....	33
1-4.A 1 – Les dépenses opérationnelles de fonctionnement.....	34
1-4.A 2 – Les frais financiers et les prélèvements sur les recettes fiscales	56
1-4.B – Gestion pluriannuelle en fonctionnement	59
1-4.C – Les recettes de fonctionnement.....	59
1-5 – La sous-compensation des trois allocations individuelles de solidarité (AIS)	69
1-6– Plan de relance départemental face à la crise de la COVID19.....	71
1-6.A – Les dépenses de fonctionnement.....	71
1-6.B – Les dépenses d'investissement	73
1-7 - Approche comptable du CA 2021 (chapitres par nature M52)	74
1-7.A – Section d'investissement	74
1-7.B – Section de fonctionnement.....	75
1-8 – Situation financière	77
1-9 – Affectation du résultat	78
2 - Comptes administratifs des services à comptabilité distincte.....	79
2-1 - Service GAIA	79
2-2 - Boutiques	79
3 Bilan financier de la politique ENS et affectation de la taxe d'aménagement.....	80

1-1 - Introduction

Après une légère dégradation en 2020 du taux d'épargne brute résultant de la crise sanitaire, celui-ci progresse de nouveau en 2021 : 19,3 % (contre 15,9 % en 2020 et 17 % en 2019).

Les dépenses réelles de fonctionnement présentent une augmentation de 24,9 M€ soit + 2,2 %, alors que les recettes réelles de fonctionnement ont progressé plus rapidement, sans hausse fiscale, de 87,6 M€ (soit + 6,5 %).

Dès lors, l'épargne dégagée sur la section de fonctionnement a augmentée pour atteindre 277,6 M€ contre 214,9 M€ au CA 2020.

L'évolution des grands équilibres financiers est retracée dans le tableau suivant à travers quatre indicateurs :

	Taux d'épargne brute (1)	Endettement (2)	Taux d'endettement (3)	Capacité de désendettement (4)
CA 2016	13,7%	849,7 M€	68%	5,0 ans
CA 2017	14,2%	785,6 M€	62%	4,3 ans
CA 2018	15,5%	726,1 M€	57%	3,6 ans
CA 2019	17,0%	657,4 M€	49%	2,9 ans
CA 2020	15,9%	629,7 M€	47%	2,9 ans
CA 2021	19,3%	596,6 M€	41%	2,1 ans

Cette trajectoire financière, qui maintient la capacité d'autofinancement du Département, permet de poursuivre la montée en charge des dépenses d'équipement sans alourdir l'endettement de la collectivité conformément aux orientations fixées par la majorité départementale.

En mouvements réels, les dépenses de fonctionnement 2021 (détaillées à partir de la page 33) se sont élevées à 1 162,4 M€ et les recettes de fonctionnement (détaillées à partir de la page 59) à 1 440 M€.

Le résultat de gestion 2021 est donc un excédent de 277,6 M€ en section de fonctionnement.

En investissement, les dépenses 2021 ont été de 371,9 M€ hors déficit (détaillées à partir de la page 10), et les recettes de 142 M€ hors excédent (détaillées à partir de la page 32), soit un besoin de financement de 229,9 M€.

Au total, l'excédent de 2021 est de 47,7 M€. Il se cumulera avec l'excédent antérieur de 39,6 M€, ce qui fait ressortir, après financement des reports de 2021 sur 2022 (3,5 M€), le résultat net disponible à reprendre au budget supplémentaire 2022 à 83,8 M€ (contre 35,8 M€ au BS 2021).

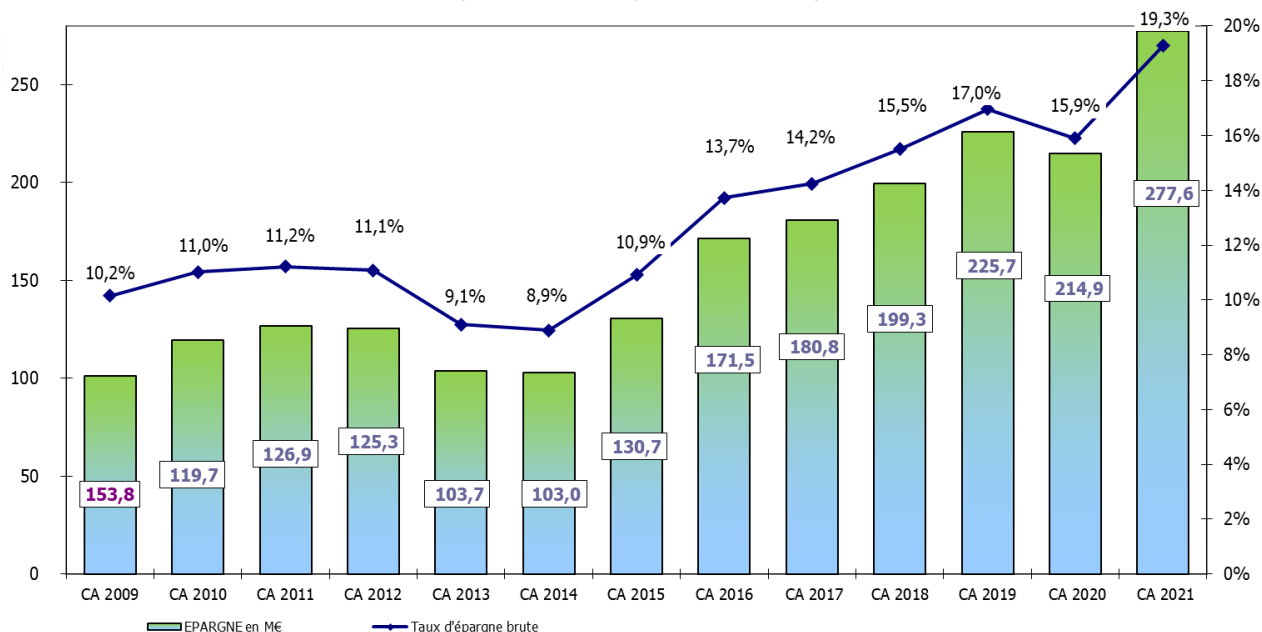
en €	Dépenses	Recettes	Résultats
Fonctionnement	1 162 356 993,70	1 439 953 045,71	277 596 052,01
Investissement	371 907 345,04	142 025 139,32	- 229 882 205,72
Résultat de la gestion 2021			47 713 846,29
Excédent cumulé à fin 2020			39 620 424,77
Excédent global cumulé à fin 2021			87 334 271,06
Déficit état des reports 2021 sur 2022			3 527 299,10
Résultat net disponible pour BS (DM1 2022)			83 806 971,96

Dans le même temps, le stock de dette à long terme du Département a diminué de 33,1 M€ en 2021, les remboursements (104,1 M€) étant supérieurs aux mobilisations d'emprunts à long terme (70,8 M€). Ce stock de dette à long terme s'établit à 596,6 M€ à fin 2021 (contre 629,7 M€ à fin 2020).

Avec une épargne dégagée sur la section de fonctionnement de 277,6 M€, le ratio de solvabilité (rapport entre le stock de dette à long terme, 596,6 M€, et l'épargne brute dégagée par la section de fonctionnement, soit 277,6 M€) s'améliore à 2,1 ans après une stabilisation en 2019 et 2020 à 2,9 ans.

L'amélioration de la situation financière du Département, amorcée en 2015 comme le montre le graphique ci-après, a été consolidée en 2021 après une pose en 2020.

Evolution de l'épargne
(hors recettes exceptionnelles en 2012)



Concernant l'évolution des recettes en 2021, celles de fonctionnement présentent une évolution de + 6,5 % par rapport à 2020, principalement sur le produit des droits de mutation (+ 59,9 M€, soit + 21,4 %). Par ailleurs, les dotations et participations progressent également de + 8,6 M€ (soit +4,3 %).

Le tableau et le graphique d'évolution des dépenses de fonctionnement (pages 35 et 36), montrent leur progression en 2021 puisqu'elles augmentent de 2,2 % au total, avec des dépenses

opérationnelles (hors fonds de péréquation et frais financiers) qui ont évolué de + 2,4 % (contre +3,4 % en 2020)

La mission **Solidarité** présente une progression de ses dépenses par rapport à celles de 2020 (+ 20,4 M€ pour un montant global de 652,3 M€).

Ce sont majoritairement les dépenses d'insertion qui ont fortement progressé (+ 8,7 % soit + 18 M€ dont 7,9 M€ en allocations RSA). S'y ajoutent les dépenses du secteur de l'autonomie, avec les dépenses destinées aux personnes handicapées (+ 2,6 %) et les dépenses du secteur personnes âgées qui se stabilisent (+ 0,9 %). A l'inverse, après une forte croissance entre 2016 et 2018 portée par la progression de l'accueil des Mineurs Non Accompagnés, et une stabilisation en 2019, les dépenses réalisées dans le secteur de l'enfance diminuent en 2020 de - 3,4 % à 166,9 M€ (contre 172,8 M€ en 2019). En 2021 une faible baisse est constatée de -0,8 % soit -1,3 M€.

Les dépenses de la mission **Aménagement** ont également progressé pour atteindre le montant de 194,3 M€ soit + 6,5% (en volume +11,8 M€). Cette progression est centrée, d'une part, sur la sécurité et plus précisément par la constitution d'une provision de 8 M€ en prévision de la constatation d'un déficit du compte d'ajustement du Bail Emphytéotique Administratif (BEA) qui nous lie au Groupe Vinci pour la rénovation et la gestion des casernes de gendarmerie et d'autre part sur les transports (+6,1 M€ soit +13,1 %).

Un dernier secteur a également progressé : celui du **développement socio-éducatif et culturel** avec une variation de + 4,7 % des dépenses (soit + 2,3 M€) pour un montant global de 50,9 M€ dont plus de 70 % concerne l'éducation.

Face à ces augmentations, une diminution de 7,9 M€ (soit -3 %) est à relever sur la **mission fonctionnelle**. Cette variation est à nuancer puisque l'année 2020 a du faire face aux dépenses exceptionnelles liées à la crise sanitaire. Après cette année atypique les réalisations d'un montant de 253,6 M€ reviennent au niveau proche de celui du CA 2019 (251,1 M€). Outre la baisse du secteur des moyens généraux qui avait pris en charge ces dépenses exceptionnelles en 2020, il reste trois points à mentionner sur ces dépenses fonctionnelles : une augmentation des dépenses de personnel hors assistants familiaux de +3,1 % (pour un total de 198,7 M€), la constitution d'une provision pour risques et charges de fonctionnement de 1,4 M€ pour faire face aux créances douteuses et une baisse de 4,6 % des reversements de fiscalité pour atteindre le montant de 33 M€.

De plus grâce à la gestion active mais prudente de la dette et au maintien des taux d'intérêts bas, les **frais financiers** ont diminué de 1,7M€ pour atteindre 11,2 M€ (contre 12,9 M€ en 2020 14,4 M€ en 2019).

La relance des dépenses d'équipement se poursuit cette année avec une progression de +7,6 % (soit + 18,9 M€ pour atteindre le montant de 267,8 M€ (contre 248,9 M€ en 2020). Les dépenses en faveur de l'éducation (96,8 M€) demeurent le premier poste d'investissement, avec 36,2 % des dépenses totales. Les investissements routiers se traduit dans le compte administratif 2021 par une dépense totale de 68 M€ (soit 25,4 % des dépenses totales) mais en retrait de 6,2 %. Le secteur des transports a aussi diminué en 2021 après une année 2020 marquée par un mandatement important lié au projet TZEN. Le montant 2021 s'élève à 4,8 M€.

Les réalisations en matière de développement local sont stables 35 M€. Pour terminer, il faut mentionner une contribution de 16 M€ au Fonds de Solidarité Interdépartemental d'Investissement (FS2I) (mais en contrepartie de cette dépense, le Département a perçu de ce même fonds 24 M€ en 2021).

Le rapport sur le compte administratif présente également (page 69), le bilan des 3 AIS que sont le RSA, l'APA et la PCH. La charge nette de ces trois allocations que le Département ne maîtrise pas s'élève à 194,2 M€ pour l'année 2021, en hausse de 3 % par rapport à 2020. Le montant cumulé des sous-compensations s'élève à 1 945,1 M€ à la fin 2021.

Comme l'année précédente, une synthèse des dépenses liées au COVID vous est proposée (page 71). Elle résulte du suivi mis en place depuis la DM1 2020 pour les dépenses de fournitures

directement engendrées par la crise et les mesures mises en place par le département pour soutenir les acteurs impactés par cette crise inédite.

1-2 - Présentation Générale

Il a été ouvert, au titre de 2021 (budget primitif et décisions modificatives ultérieures), un total de crédits de paiement de **2 488 834 855,86 €**, investissement et fonctionnement confondus, y compris les mouvements d'ordre et la reprise des résultats antérieurs qui étaient :

- Un déficit d'investissement 2020 de **127 477 078,12 €**,
- Un solde déficitaire des reports d'investissement de **3 803 359,73 €**,
- Un excédent de fonctionnement 2020 disponible de **35 817 065,04 €** après affectation du résultat 2020 à la couverture d'une part du déficit d'investissement et d'autre part du solde déficitaire des reports d'investissement ci-dessus rappelés.

1-2.A - Les ouvertures de crédits

DEPENSES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Dépenses réelles	835 058 381,47	1 189 342 157,91	2 024 400 539,38
Dépenses d'ordre	190 169 498,66	274 264 817,82	464 434 316,48
Total dépenses	1 025 227 880,13	1 463 606 975,73	2 488 834 855,86
Déficit	127 477 078,12		127 477 078,12
Autofinancement complémentaire		171 432 922,40	171 432 922,40
Crédits reportés	3 803 359,73		3 803 359,73
Total dépenses hors déficit, autofinancement complémentaire et crédits reportés	893 947 442,28	1 292 174 053,33	2 186 121 495,61
RECETTES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Recettes réelles	584 733 748,31	1 439 666 791,07	2 024 400 539,38
Recettes d'ordre	440 494 131,82	23 940 184,66	464 434 316,48
Total recettes	1 025 227 880,13	1 463 606 975,73	2 488 834 855,86
Excédent	131 280 437,85	35 817 065,04	167 097 502,89
Autofinancement complémentaire	171 432 922,40		171 432 922,40
Total recettes hors excédent, autofinancement complémentaire et crédits reportés	722 514 519,88	1 427 789 910,69	2 150 304 430,57

1-2.B – L'exécution du budget

L'exécution du budget, hors reprise de l'excédent 2020 et couverture du déficit, s'est traduite par la réalisation d'un total de dépenses de **1 719 787 830,08 M€**, pour des recettes de **1 767 501 676,37 M€**, comme indiqué dans le tableau ci-après :

DEPENSES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Dépenses réelles	371 907 345,04	1 162 356 993,70	1 534 264 338,74
Dépenses d'ordre	81 925 002,49	103 598 488,85	185 523 491,34
Total dépenses	453 832 347,53	1 265 955 482,55	1 719 787 830,08
RECETTES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Recettes réelles	142 025 139,32	1 439 953 045,71	1 581 978 185,03
Recettes d'ordre	161 633 653,90	23 889 837,44	185 523 491,34
Total recettes	303 658 793,22	1 463 842 883,15	1 767 501 676,37

Les taux d'exécution du budget 2021 peuvent, dans un premier temps, être mesurés hors reprise des résultats, hors autofinancement et hors reports, sur les montants réels et d'ordre, périmètre qui correspond à la détermination des résultats comptables de clôture propres à l'exercice.

Montants réels et d'ordre	2021		
	Crédits ouverts	Crédits réalisés	% réalisation
Fonctionnement			
Dépenses	1 292 174 053,33	1 265 955 482,55	97,97%
Recettes	1 427 789 910,69	1 463 842 883,15	102,53%
Solde	135 615 857,36	197 887 400,60	
Investissement			
Dépenses	893 947 442,28	453 832 347,53	50,77%
Recettes	722 514 519,88	303 658 793,22	42,03%
Solde	- 171 432 922,40	- 150 173 554,31	

Si les taux de réalisation de la section de fonctionnement ont d'ores et déjà un sens sur les montants réels et d'ordre, les taux de réalisation en investissement ne sont pas significatifs : en effet, il est ouvert en dépenses et en recettes des crédits pour 350 M€ afin de comptabiliser des opérations de refinancement de dette (100 M€) et les mouvements en cours d'exercice de tirage et de remboursement sur les emprunts à encours variable du Département (250 M€). Ces crédits étant peu utilisés dans le contexte financier actuel, les taux de réalisation en investissement apparaissent faibles mais ne reflètent pas la mobilisation des crédits pour les dépenses d'équipement.

La réalisation fait ressortir en fonctionnement un solde positif (**197,9 M€**) supérieur de **62,3 M€** à la prévision. Cet écart se répartit entre une non réalisation de dépenses pour **26,2 M€** et un dépassement de la réalisation des recettes pour **36,1 M€**.

Dès lors pour une approche plus fine des taux de réalisation du budget 2021 des crédits ouverts en faveur des politiques départementales, il est nécessaire de soustraire les mouvements d'ordre ainsi que les opérations financières effectuées en fonctionnement et en investissement.

Mouvements réels et hors opérations financières en investissement et fonctionnement (comptes 76, 66 et 16)	2021			2020	2019	2018	2017
	Crédits ouverts	Crédits réalisés	% réalisation	% réalisation	% réalisation	% réalisation	% réalisation
Fonctionnement							
Dépenses	1 177 312 157,91	1 151 192 320,74	97,8%	97,9%	98,4%	98,9%	98,7%
Recettes (avec cessions)	1 403 941 860,36	1 439 285 283,02	102,5%	104,7%	102,3%	103,1%	102,2%
Investissement							
Dépenses	286 663 095,10	267 823 779,14	93,4%	97,2%	95,3%	94,5%	94,3%
Recettes (hors cessions)	66 064 444,62	71 210 453,94	107,8%	95,4%	100,4%	96,6%	99,8%

Le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement atteint 97,8 %. Par ailleurs, au niveau de l'investissement, le taux de réalisation des dépenses est égal à 93,4 %. En recette hors cessions, le taux de réalisation est de 106,8 %. Les recettes de fonctionnement, toujours prudemment estimées, présentent un taux de réalisation supérieur à 100 % : 102,5 %.

1-2.C – Les résultats

On distingue trois niveaux de résultats :

- **le résultat propre** à l'exercice (avant intégration des résultats antérieurs),
- **le résultat cumulé** (après intégration des résultats antérieurs et avant restes à réaliser). C'est ce résultat qui constitue le résultat « officiel » devant faire l'objet d'une affectation, pour son montant en fonctionnement, le résultat d'investissement étant considéré comme un simple solde d'exécution générant un besoin ou un surplus de financement.
- **le résultat définitif** (après restes à réaliser)

Réel + ordre	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
Dépenses			
Déficit reporté (1)	127 477 078,12		127 477 078,12
Réalisées (2)	453 832 347,53	1 265 955 482,55	1 719 787 830,08
Restant à réaliser (3)	3 527 299,10		3 527 299,10
Total (4) = (1) + (2) + (3)	584 836 724,75	1 265 955 482,55	1 850 792 207,30
Recettes			
Excédent reporté (5)	131 280 437,85	35 817 065,04	167 097 502,89
Réalisées (6)	303 658 793,22	1 463 842 883,15	1 767 501 676,37
Restant à réaliser (7)			0,00
Total (8) = (5) + (6) + (7)	434 939 231,07	1 499 659 948,19	1 934 599 179,26
<u>Résultat propre à 2021</u> (6) - (2)	-150 173 554,31	197 887 400,60	47 713 846,29
<u>Résultat cumulé</u> {(5) + (6)} - {(1) + (2)}	-146 370 194,58	233 704 465,64	87 334 271,06
Résultat définitif (8) - (4)	-149 897 493,68	233 704 465,64	83 806 971,96

En investissement, les dépenses reportées s'élèvent à 3,5 M€ et concernent principalement trois secteurs : les moyens généraux (1,5 M€), les routes (0,9 M€) et l'éducation et la formation (0,8 M€).

Le résultat global comptable de clôture propre à l'exécution des seules opérations de 2021 (c'est-à-dire avant intégration des résultats antérieurs) est donc un excédent de 47,7 M€ contre 6,6 M€ en 2020.

1-3 - La section d'investissement

1-3.A - Les dépenses d'investissement

Le montant des dépenses réelles d'investissement s'est élevé à **371,9 M€** en augmentation de **3,3 %** par rapport à 2020 (**360 M€**).

Sur ce total de **371,9 M€**, on distingue :

- Les dépenses d'équipement proprement dites dont le montant s'élève en 2021 à **267,8 M€** et dont le contenu est détaillé dans le paragraphe suivant pour chaque secteur d'intervention du Département. Ce montant était de **248,9 M€** au CA 2020 soit + 7,6 % de progression.
- Les opérations financières pour un total de **104,1 M€** en 2021 dont **57 M€** de remboursement d'emprunts à long terme, **13,7 M€** de diminution des emprunts revolving, **33,2 M€** de remboursement d'emprunt revolving et **0,1 M€** en placement et subventions en annuité.

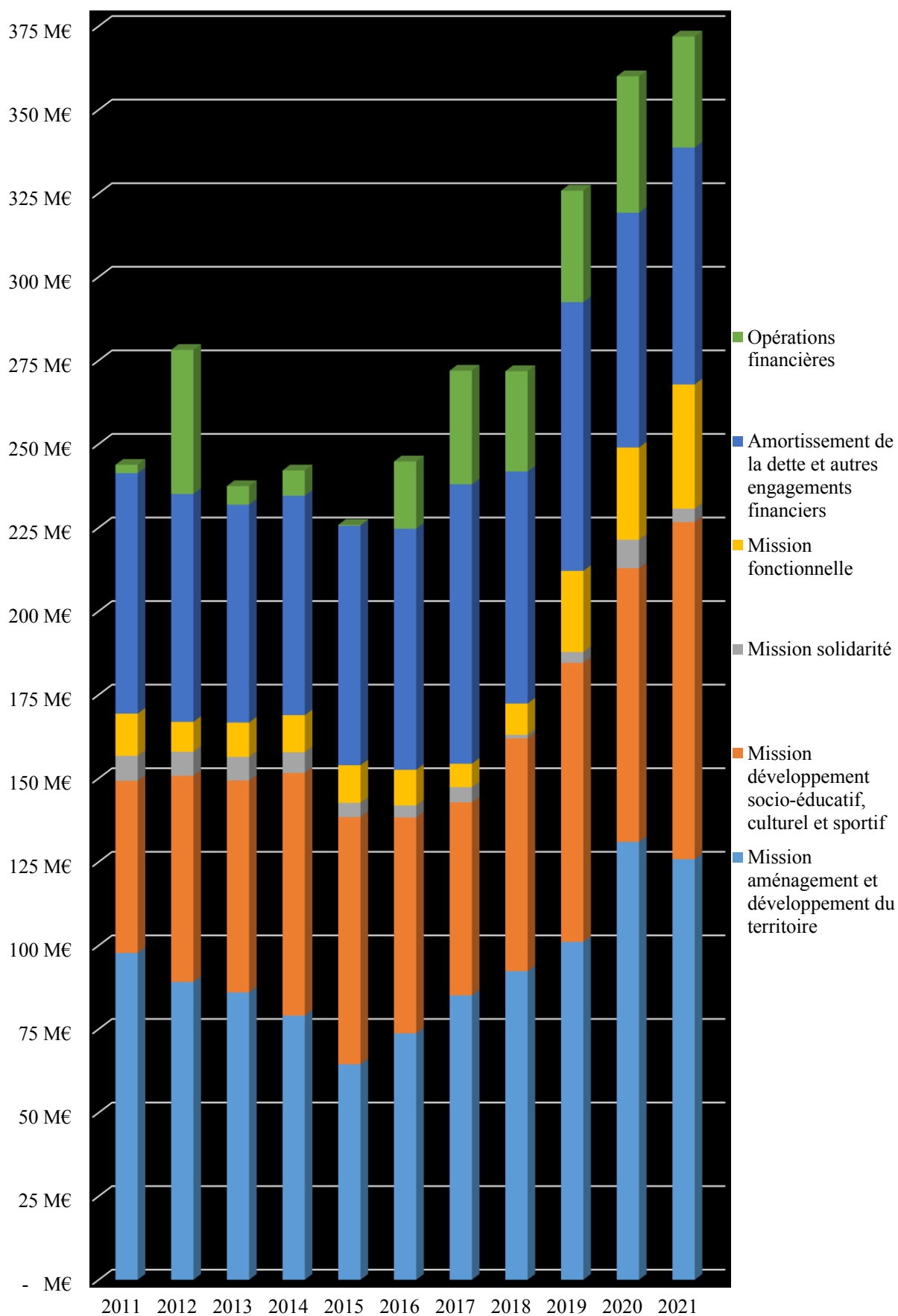
Les dépenses d'équipement 2021, en augmentation par rapport à celles de 2020 (+ 7,6 %), sont toujours portées par les politiques « Education et Formation » et « Routes départementales ». En 2021, les dépenses d'équipement en faveur de l'éducation et de la formation représentent **36,2 %** du total des dépenses d'équipement, suivies des investissements en faveur des routes départementales (**25,4 %**). Le troisième secteur est celui du développement territorial avec **13,1 %** des dépenses totales.

1-3.A 1 – Répartition des investissements 2021 par grands secteurs

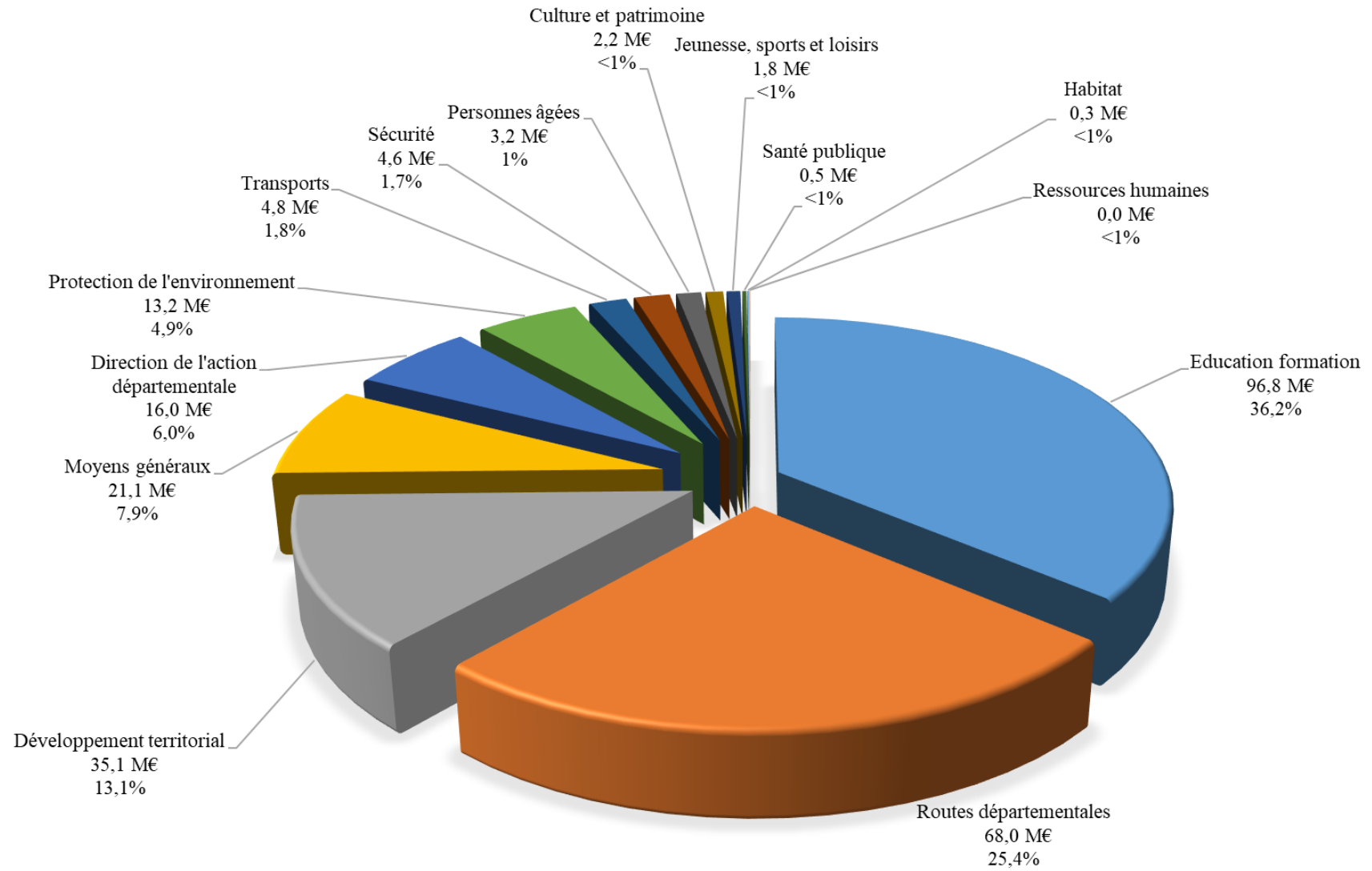
Par grands secteurs, ces investissements se répartissent ainsi :

Politiques	CA 2020	Crédits inscrits 2021	CA 2021	Evolution 2021/2020	Part dépenses 2021	Taux d'exécution 2021
Développement territorial	34 779 812	37 781 737	35 088 398	0,9%	13,1%	92,9%
Protection de l'environnement	10 398 346	17 619 069	13 214 948	27,1%	4,9%	75,0%
Routes départementales	72 561 966	69 286 769	68 040 166	-6,2%	25,4%	98,2%
Sécurité	4 600 000	4 685 000	4 620 000	0,4%	1,7%	98,6%
Transports	8 654 697	5 671 736	4 843 740	-44,0%	1,8%	85,4%
Mission aménagement et développement du territoire	130 994 820	135 044 311	125 807 252	-4,0%	47,0%	93,2%
Culture et patrimoine	1 105 988	4 119 758	2 240 580	102,6%	0,8%	54,4%
Education formation	78 821 507	98 282 537	96 827 560	22,8%	36,2%	98,5%
Jeunesse, sports et loisirs	1 910 167	2 837 433	1 770 697	-7,3%	0,7%	62,4%
Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	81 837 662	105 239 728	100 838 836	23,2%	37,7%	95,8%
Habitat	5 102 544	388 715	300 894	-94,1%	0,1%	77,4%
Personnes âgées	2 949 750	3 640 200	3 190 200	8,2%	1,2%	87,6%
Santé publique	477 032	707 107	519 036	NS	0,2%	73,4%
Mission solidarité	8 529 326	4 736 022	4 010 130	-53,0%	1,5%	84,7%
Conduite des politiques départementales	369 581	111 011	-	-100,0%	0,0%	0,0%
Direction de l'action départ.	13 238 233	18 046 495	16 046 505	NS	6,0%	88,9%
Moyens généraux	13 901 254	23 378 971	21 073 038	51,6%	7,9%	90,1%
Ressources humaines	78 607	106 558	48 018	-38,9%	0,0%	45,1%
Mission fonctionnelle	27 587 674	41 643 035	37 167 561	34,7%	13,9%	89,3%
Total dépenses d'équipement	248 949 483	286 663 095	267 823 779	7,6%	100,0%	93,4%
Amortissement de la dette et autres engagements financiers	70 233 456	70 422 450	70 863 645	0,9%		
Opérations financières	40 814 685	-	33 219 921	-18,6%		
Total général (hors dette neutre et déficit reporté)	359 997 624	357 085 545	371 907 345	3,3%		

Evolution des dépenses d'équipement réalisées depuis 2011

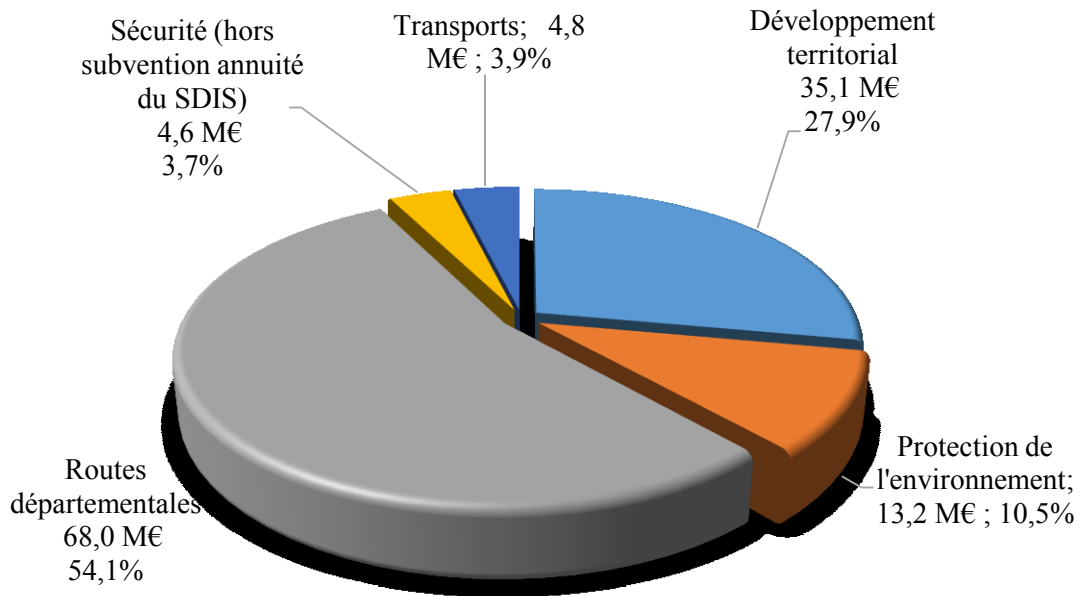


Répartition des dépenses d'équipement 2021 : 267,8 M€

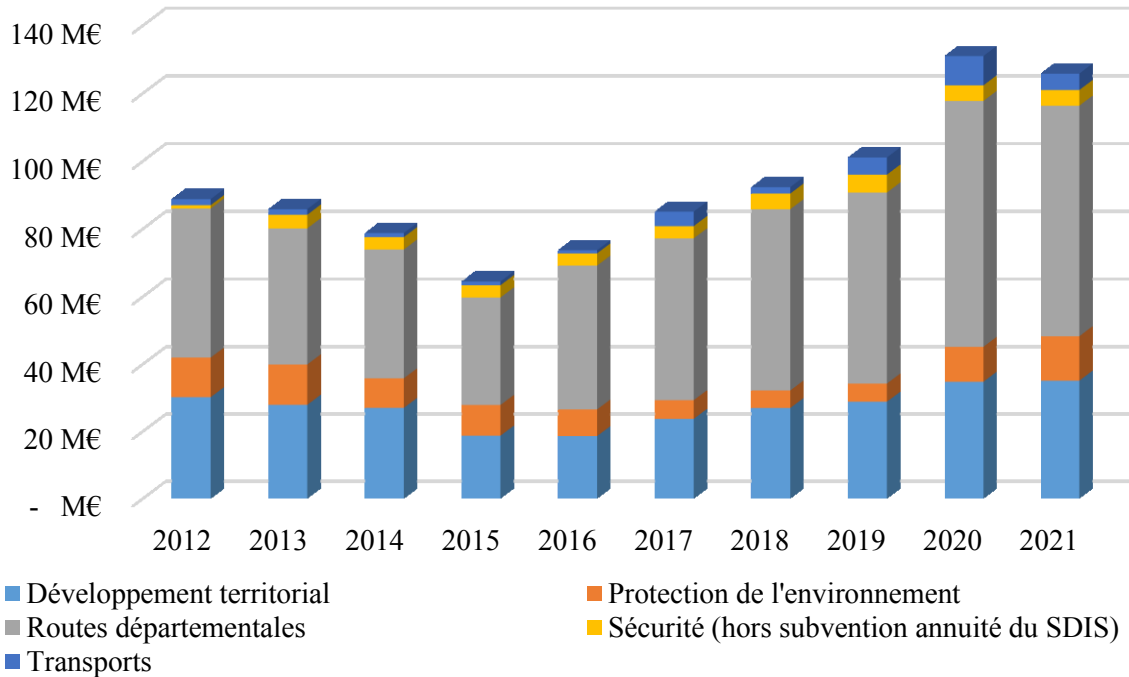


MISSION AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE
125 807 252 € (47 % des dépenses totales d'équipement)

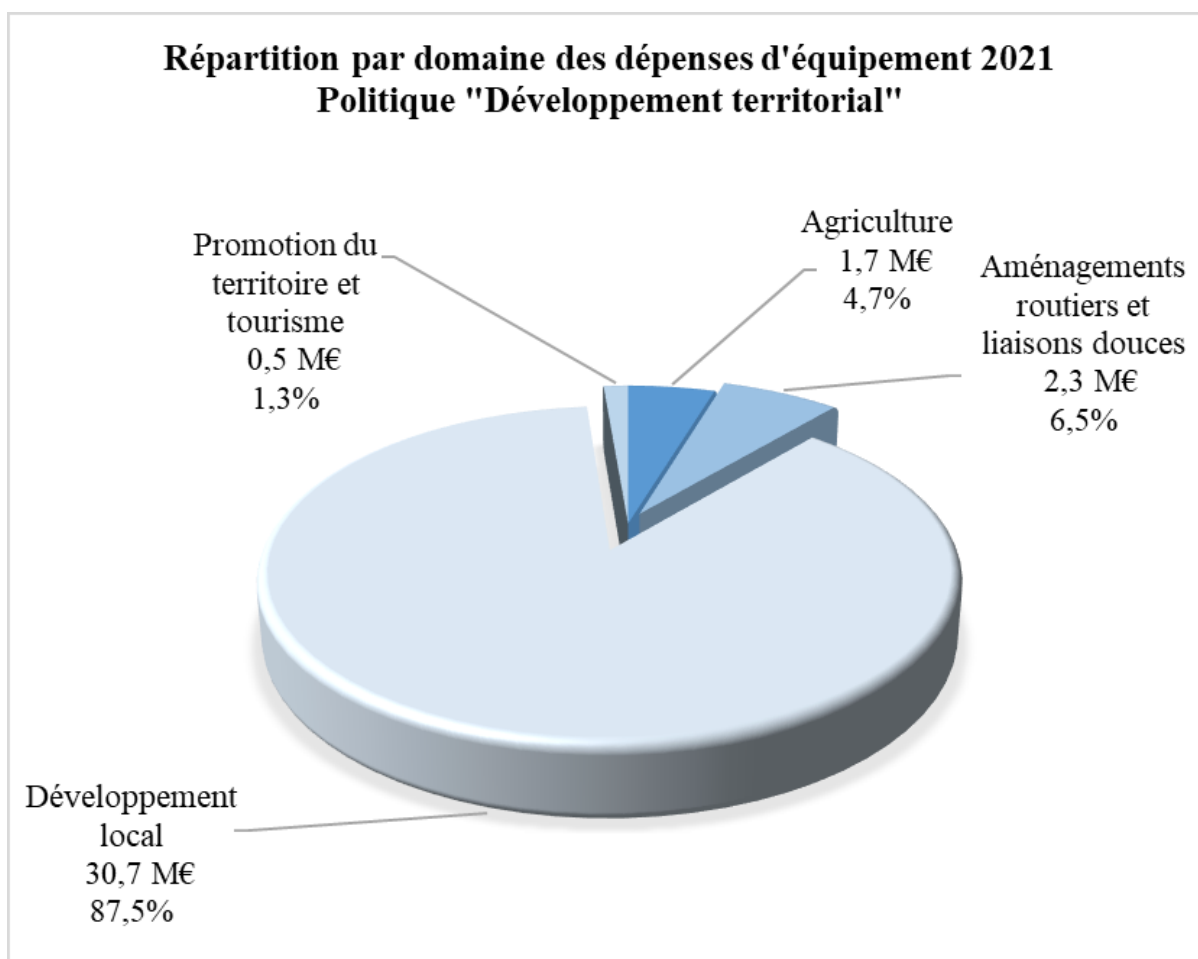
Répartition par politique des dépenses d'équipement 2021
Mission "Aménagement et développement du territoire"



Evolution par politique des dépenses d'équipement
Mission "Aménagement et développement du territoire"



✚ Politique publique « Développement territorial » : 35 088 398 €



Le domaine « **Développement local** » (30,7 M€), représente 87,5 % de la politique développement territorial et poursuit sa progression (+ 2 M€) en 2021 avec la montée en charge des dispositifs contractuels (CID, FAC et FER) et du développement du réseau numérique.

Le premier type d'aides à destination des intercommunalités dénommé « **Contrat Intercommunal de Développement** » a mobilisé 9,6 M€ et a concerné une vingtaine de contrats signés en 2021. Les candidatures retenues sont celles de Paris Vallée de la Marne (3,2 M€), du Pays de Montereau (1,1 M€), du secteur de Sénart (1,1 M€) ou encore celui de Marne et Gondoire (0,6 M€).

Le deuxième type d'aide, le « **Fonds d'Aménagement Communal** » à destination des communes de plus de 2 000 habitants a été créé en 2019 pour répondre aux besoins d'aménagement et d'équipement de ces communes. Ce contrat a bénéficié, pour un montant global de 2 M€, à 13 communes, dont Coulommiers (0,5 M€) et Provins (0,2 M€).

Le troisième type d'aide, le « **Fonds d'Équipement Rural** » a représenté 4,9 M€ au bénéfice de 199 communes ou structures intercommunales pour des aides pouvant atteindre 50 000 €.

Les contrats communaux ont généré en 2021 une dépense de 3,2 M€. Au titre des contrats ruraux, une enveloppe de 3,2 M€ a été répartie entre 67 communes ou structures intercommunales, au nombre desquelles on peut mentionner les communes de Bagneaux sur Loing, de Trilbardou, de Mortcerf ou encore de Nantouillet (pour 0,1 M€ chacune). Un contrat

régional a fait l'objet d'un versement de subvention en 2021 à la commune de Lésigny. Par ailleurs un montant de **0,02 M€** a été versé à Seine-et-Marne Entr'aide à destination de la commune de Saint Jean les Deux Jumeaux.

Les contrats intercommunaux ont mobilisé **0,1 M€** en 2021, ce montant correspondant à l'aide versée au Parc Naturel Régional du Gâtinais.

Une dépense de **9,3 M€** a été consacrée à l'action **Développement du réseau** pour la poursuite de la réalisation du réseau FTTH par l'intermédiaire de Seine-et-Marne Numérique.

Dans le cadre du **Soutien au développement local** et du Plan de soutien aux acteurs de l'hôtellerie et de la restauration, la somme de **0,9 M€** a été versée à l'association Initiative Ile de France dont l'une des missions est d'apporter son assistance aux plateformes et structures d'hébergement.

Par ailleurs, le **fonds d'aménagement** qui permet de financer les projets structurant d'échelle intercommunale voire départementale a financé la Communauté d'agglomération des Pays de Meaux pour son projet d'aménagement du centre de formation aux métiers de l'aérien G.Guynemer (**0,3 M€**) et la commune de Provins pour la réalisation d'une antenne des chambres consulaires (**0,08 M€**).

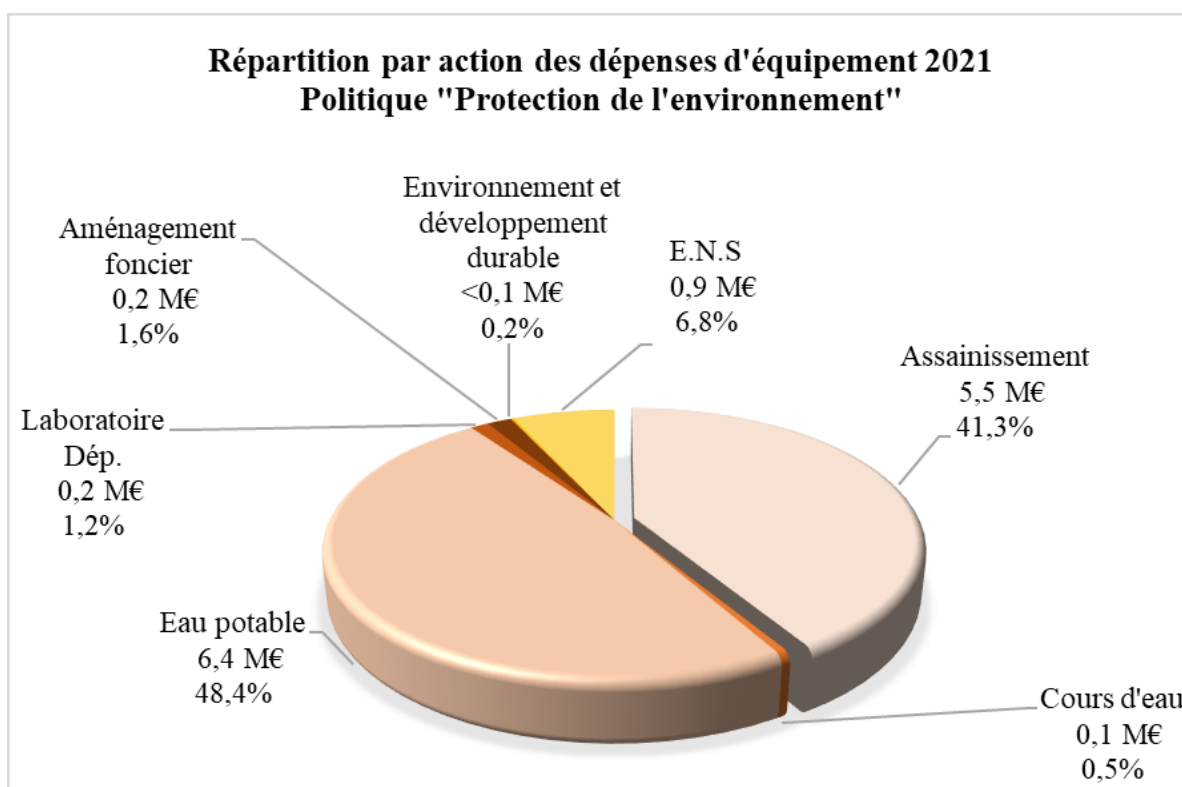
Il faut également mentionner les réalisations d'opérations anciennes au titre du **Contrat départemental** du territoire de Coulommiers-Brie et Morin (**0,1 M€**) et en faveur de la commune d'Esbly dans le cadre du **fonds E.CO.LE (0,02 M€)**.

Sur le domaine « **Agriculture** », **1,7 M€** ont été réalisés. La somme de **1,2 M€** a été consacrée au projet de « Plateforme d'approvisionnement de la restauration scolaire de l'Est parisien ». Le reste des réalisations du domaine de l'agriculture (**0,5 M€**) a été alloué aux agriculteurs pour la mise en œuvre des investissements environnementaux et des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) en faveur de la biodiversité à la Chambre d'agriculture de région Ile-de-France et aux investissements forestiers.

Le domaine « **Aménagements routiers et liaisons douces** » (**2,3 M€**) comptabilise d'une part, les études et travaux pour la création de **liaisons douces (2,1 M€)** notamment pour la passerelle du pont de Valvins (1,2 M€) et d'autre part, les interventions du Département en faveur des communes, à travers notamment, des **aides aux communes et aux intercommunalités** pour un montant global de **0,2 M€**.

Le domaine « **Promotion du territoire** », pour un montant de **0,5 M€**, a permis, au titre du fonds de développement touristique, de faire bénéficier de l'aide départementale à une vingtaine de structures.

🚧 **Politique publique « Protection de l'environnement » : 13 214 948 €**



Les dépenses d'investissement liées à la gestion de l'eau ont progressé de plus de 30 % entre 2020 et 2021 : passant de **9,1 M€** à **12,1 M€**. Rappelons qu'entre 2019 et 2020 la progression avait été également soutenue **+ 4,4 M€**.

Rattachées au domaine de « **l'Eau** » (**12,1 M€**), les mesures en faveur de « **l'assainissement** » représentent une dépense de **5,5 M€**. Elles ont bénéficié à une soixantaine de collectivités ou structures intercommunales notamment pour les communautés de Brie des rivières et châteaux (**1,2 M€**), des Deux Morins (**1 M€**) ou encore de Coulommiers Pays de Brie (**0,6 M€**).

L'action relative à « **l'eau potable** », pour un montant global de **6,4 M€** a concerné 17 bénéficiaires, essentiellement pour le syndicat de l'eau de l'est seine-et-marnais (**4,1 M€**) et la communauté d'agglomération de Coulommiers (**1,6 M€**). Il faut aussi mentionner l'enveloppe dédiée aux aides pour l'acquisition de matériel pour le désherbage thermique ou mécanique (**0,06 M€**) au bénéfice d'une trentaine de communes.

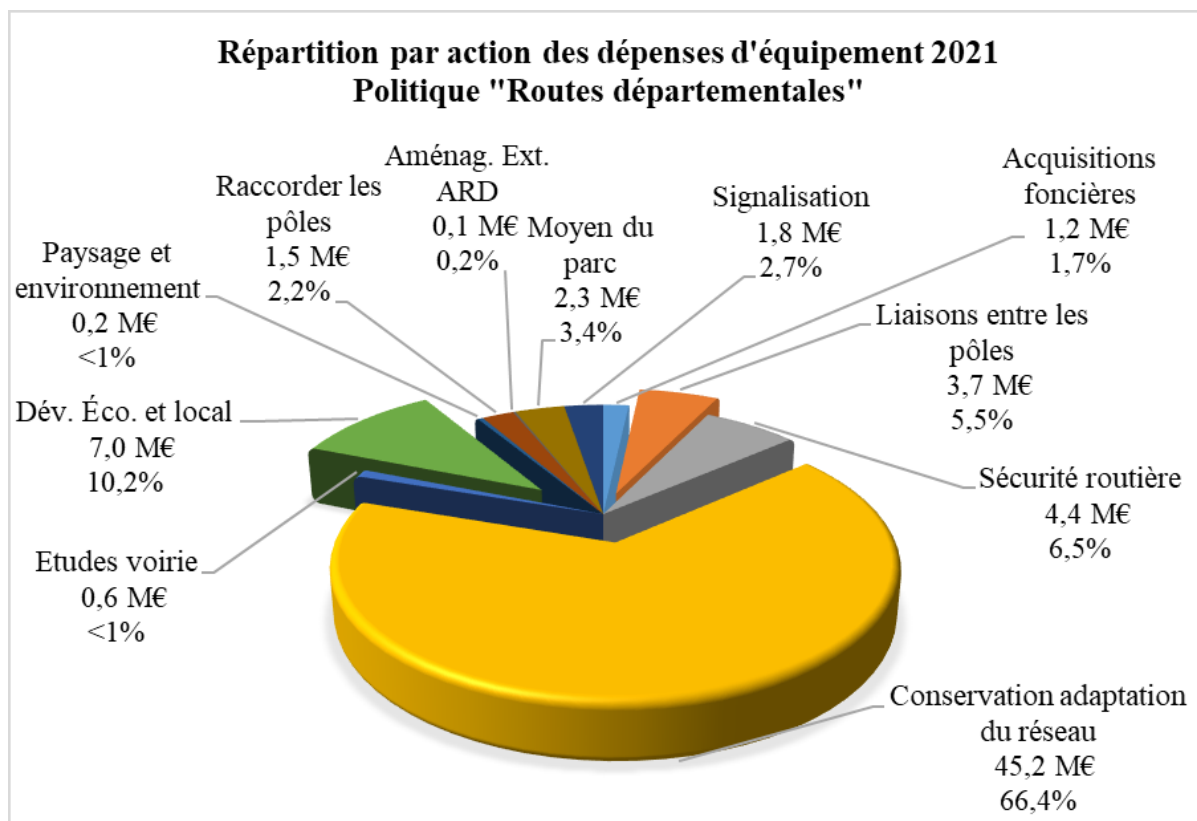
Toujours sur ce domaine, les aides à l'aménagement des « **cours d'eau** » ont mobilisé **0,06 M€** et les dépenses liées au « **laboratoire départementale d'analyses** » ont généré **0,2 M€**.

Sur le domaine de « **l'Environnement** » (**1,1 M€**), l'action « **Espaces Naturels Sensibles** » représente la part la plus importante (**0,9 M€**). Le Département a financé pour **0,6 M€** de nouvelles acquisitions ainsi que la poursuite d'aménagement de plusieurs sites. Une douzaine d'organismes ou communes a reçu la somme totale de **0,3 M€** pour financer leurs propres projets (acquisitions, aménagements, créations de chemins de randonnées ...) dont **0,2 M€** pour l'O.N.F.

« **L'aménagement foncier** » a représenté **0,2 M€** en 2021 et **0,02 M€** a été consacré à « **l'environnement et au développement durable** ».

En annexe du présent rapport, est présenté le bilan financier 2021 sur les dépenses et recettes ENS.

Politique publique « Routes départementales » : 68 040 166 €



L'essentiel des dépenses de cette politique a été consacré aux **« Aménagements du réseau routier » (63,8 M€)** et plus particulièrement à la **« conservation, à la sécurité et l'innovation du réseau » (45,2 M€)**, avec une dépense de **38 M€** pour financer les travaux sur les routes en traverses d'agglomération ou en rase campagne et sur les ouvrages d'art (**6,2 M€**). En complément, **0,2 M€** a été consacré aux déclassements de voiries et **0,4 M€** aux travaux de réhabilitation des ponts Freyssinet sur la Marne. Le reste des dépenses (**0,4 M€**) a concerné les pistes cyclables, les aménagements de carrefours, l'innovation et l'information routière ou encore les études du viaduc de Moret.

7 M€ ont été consacrés au **« développement économique et local »**, principalement en faveur de la desserte nord de Melun sur la RD1605 (**3,1 M€**), de l'échangeur de Villeparisis (**1,8 M€**) et de la déviation de Guignes (**1 M€**).

L'enveloppe de crédits ouverte au titre des **« liaisons entre les pôles »**, réalisée à hauteur de **3,7 M€**, se répartit entre la liaison entre Meaux et Roissy (**3,2 M€**) et le soutien financier au contournement est de Roissy (**0,5 M€**).

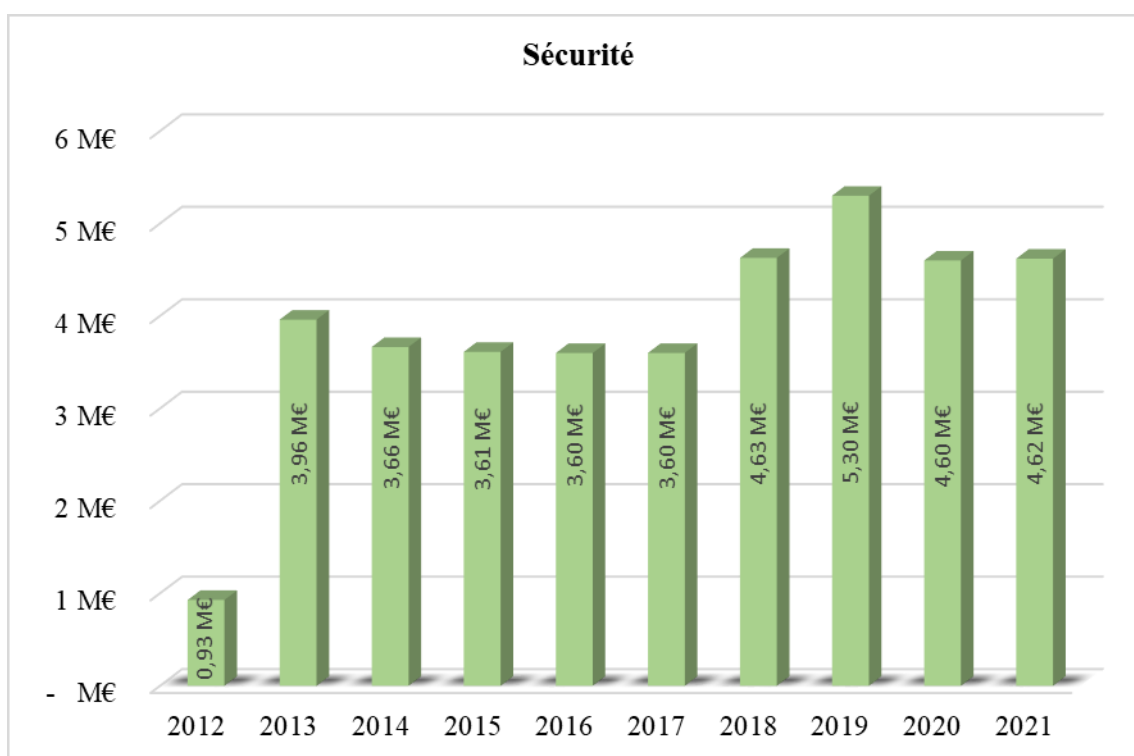
Les **« aménagements pour la sécurité routière »**, (**4,4 M€**) ont consisté principalement en travaux d'aménagement de carrefours notamment celui de RD934/RD20 à Crécy la Chapelle (**0,6 M€**) et celui sur la RD404/RD9 à Juilly (**0,6 M€**) mais aussi en finalisant l'aménagement du giratoire Est de l'échangeur entre l'A104 et la RD 10p à St Thibault des Vignes en réalisant les aménagements paysagers de sections d'approche d'agglomération ou encore en finançant des travaux complémentaires au projet d'électrification de la ligne ferroviaire Paris-Troyes (**0,5 M€**).

Sur les aménagements concernant la liaison sud de Chelles, une enveloppe de **1,5 M€** a été réalisée principalement au titre de la requalification du chemin du corps de garde sur la commune de Chelles.

Les crédits consacrés aux « **études de voirie** » et à « **l'aménagement du paysage** » se sont élevés respectivement à **0,6 M€** et **0,2 M€**. L'enveloppe ouverte pour les « **acquisitions foncières** » a été réalisée pour **1,2 M€** dont l'essentiel concerne le projet entre l'A4 et la RD96 et la liaison Meaux Roissy.

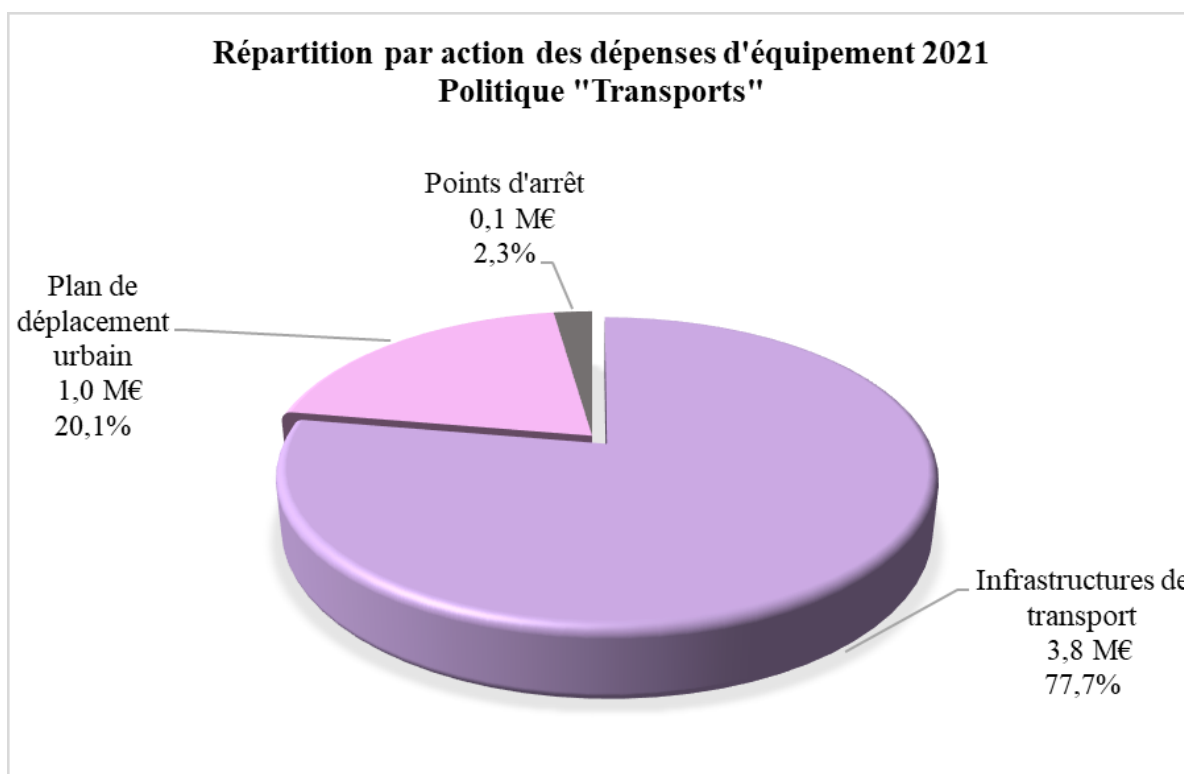
Enfin, une enveloppe globale de **4,2 M€** a permis « **L'Entretien et l'exploitation du réseau routier** ». Elle est répartie entre les « **moyens du Parc Départemental** » (**2,3 M€** pour l'acquisition de véhicules et engins destinés à l'accomplissement des missions d'entretien routier : véhicules de liaisons, fourgons, poids lourds, tracteurs ...), les « **aménagements extérieurs des Agences Routières Départementales** » (**0,1 M€**) et la « **signalisation routière** » (**1,8 M€**).

🚦 Politique publique « Sécurité » : 4 620 000 €



Deux opérations sont rattachées à cette politique : la première en faveur du SDIS, conformément à la convention qui lie le Département à l'établissement public, prévoit une aide directe, distincte de celle accordée au fonctionnement, pour les dépenses d'équipement du SDIS (**4,6 M€**) et la seconde est dédiée au fonds de soutien à l'équipement des associations agréées de sécurité civile (**0,02 M€**).

✚ Politique publique « Transports » : 4 843 740 €



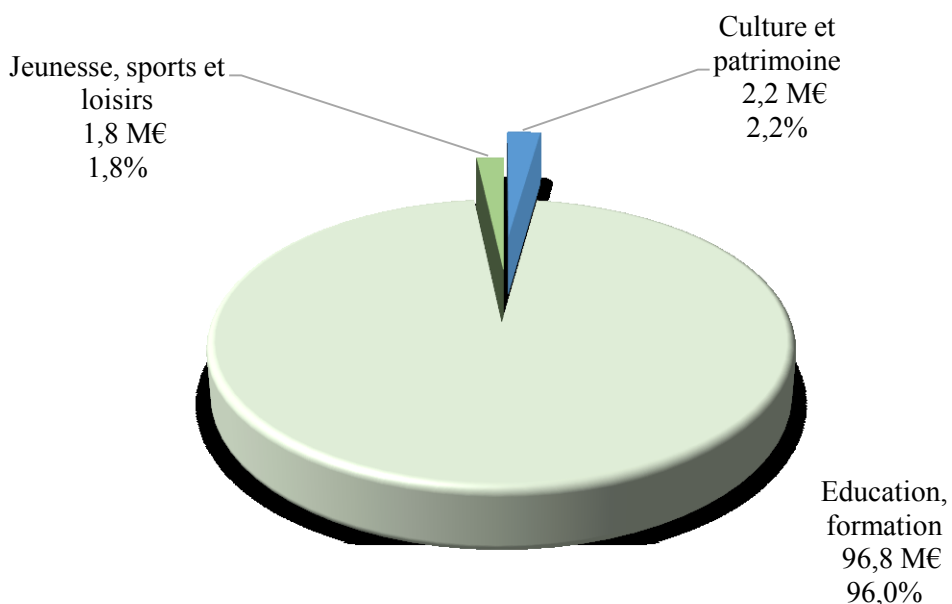
78% des dépenses en crédits de paiement du domaine « **Transports publics** » ont été consacrés aux « **Infrastructures de transport** » dont **2,1 M€** au financement des études liées à l'aménagement du TZEN, complétées des enveloppes allouées à l'électrification de la ligne Paris-Troyes (**1 M€**) et aux études de conception détaillées et aux premières acquisitions foncières pour la nouvelle gare SNCF de Bry-Villiers-Champigny (**0,7 M€**).

Le « **Plan de déplacements urbains** » (**1 M€**) a permis la poursuite de nos participations aux aménagements de stations multimodales de covoiturage pour **0,4 M€** et aux travaux sur plusieurs pôles gares pour **0,6 M€** (Chessy, Torcy et Melun).

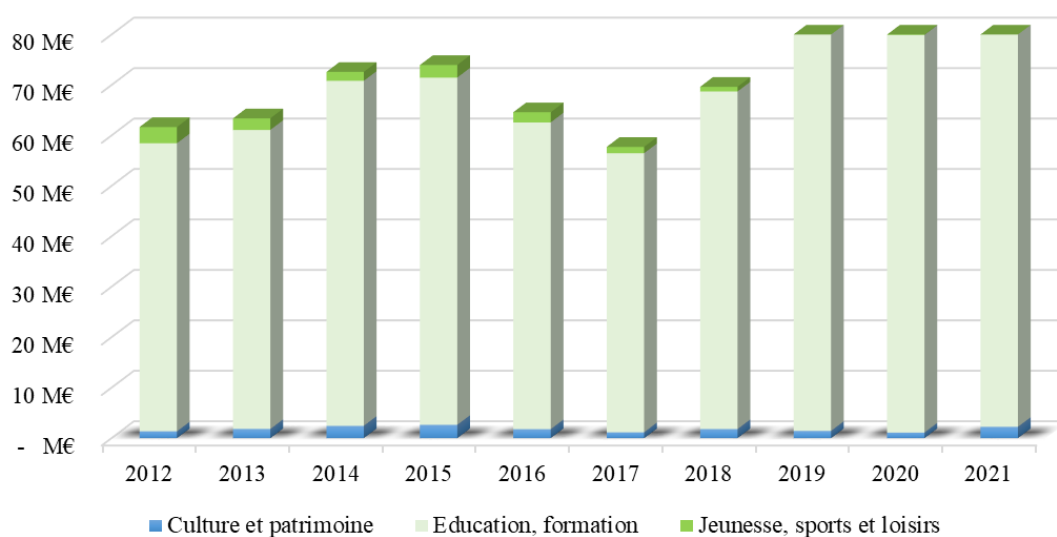
Enfin, il faut mentionner les crédits alloués aux « **Points d'arrêt** » (**0,1 M€**) qui contribuent à la mise en accessibilité de ceux du réseau « Seine-et-Marne Express » et à l'acquisition d'abris voyageurs.

MISSION DEVELOPPEMENT SOCIO-EDUCATIF, CULTUREL ET SPORTIF
100 838 836 € (37,7 % des dépenses totales d'équipement)

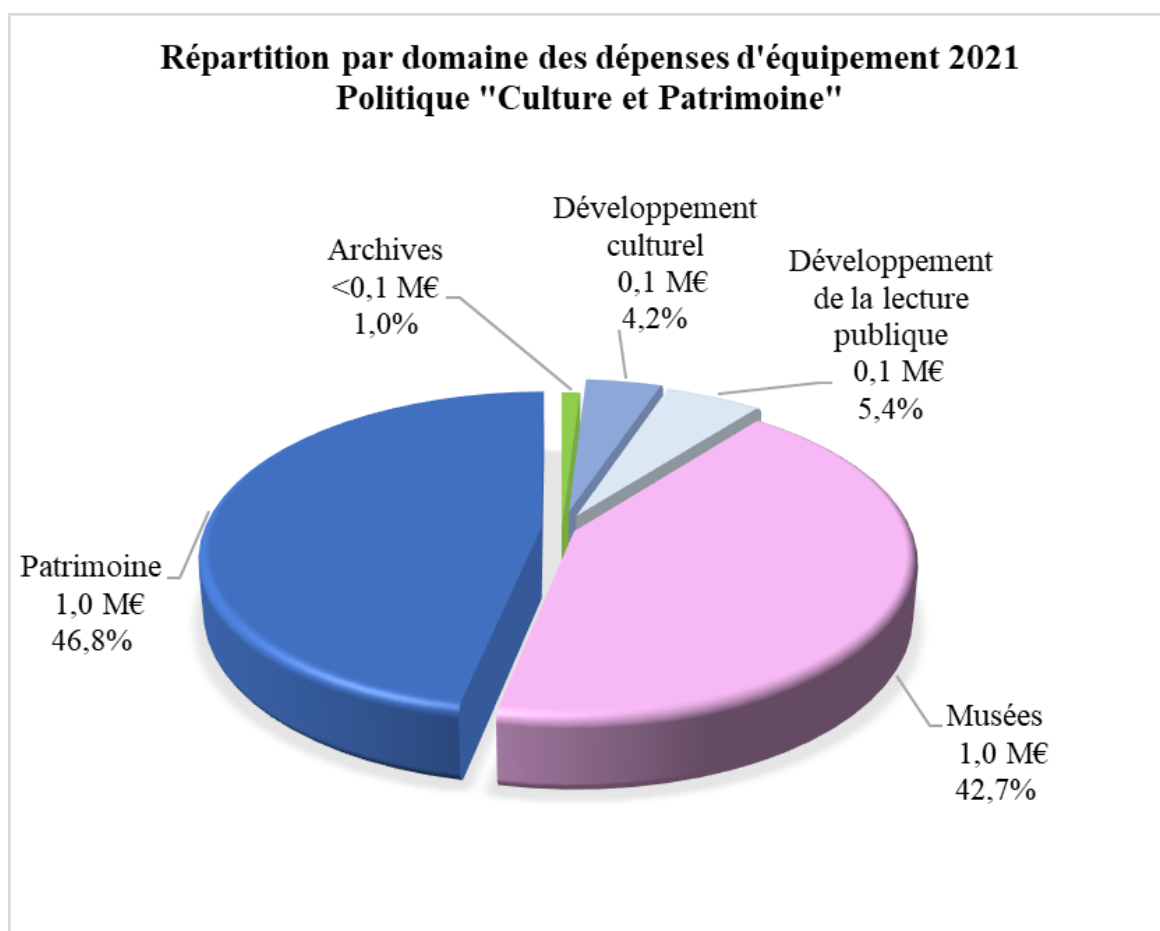
Répartition par politique des dépenses d'équipement 2021
Mission "Développement socio-éducatif, culturel et sportif"



Evolution par politique des dépenses d'équipement 2012-2021
Mission "Développement socio-éducatif, culturel et sportif"



✚ Politique publique « Culture et patrimoine » : 2 240 580 €



Les dépenses réalisées en 2021 sur le domaine « **Patrimoine** » ont coûté **1 M€** dont une part essentielle a été allouée au « **patrimoine monumental** » (**0,7 M€**) pour 17 bénéficiaires. Sur ce même domaine, les aménagements au Château de Blandy ont généré **0,3 M€** et les aides au titre des « **antiquités et objets d'art** » ont été attribuées à 5 bénéficiaires pour un montant total de **0,03 M€**.

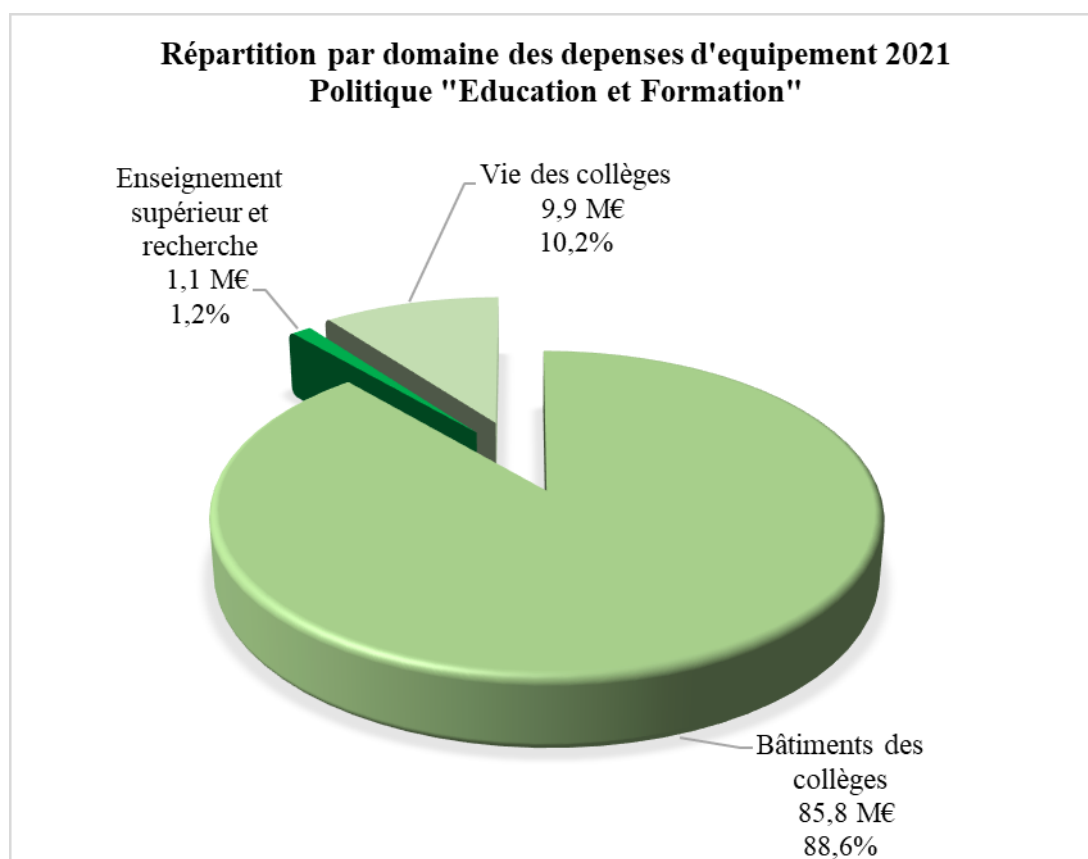
Concernant le domaine « **Développement de la lecture publique** » (**0,1 M€**), l'essentiel des réalisations a concerné les travaux de constructions ou de réhabilitations des médiathèques de Fontainebleau et de Nemours. Des aides ont également été apportées aux équipements mobiliers et informatiques de 4 communes.

L'enveloppe réalisée au titre des « **Musées** » départementaux s'élève à **1 M€**. Elle a permis l'acquisition de plusieurs objets de la collection Rosa Bonheur (tableaux, photographies, meubles...).

Le domaine « **Développement culturel** » a mobilisé **0,09 M€** en 2021, en faveur des scènes nationales et des équipements cinématographiques.

Les autres dépenses réalisées sur cette politique relèvent du domaine « **Archives** » (**0,02 M€**).

✚ Politique publique « Education formation » : 96 827 560 €



En 2021, le domaine « **Bâtiments des collèges** » représente **85,8 M€** de crédits de paiement contre 70,8 M€ en 2020 (soit une progression de 21%).

« **L'entretien et les grosses réparations** » dans les collèges se sont élevés à **29,8 M€** de dépenses, répartis principalement en travaux (**19,4 M€** dont **2,8 M€** de mise en sécurité), en acquisitions de bâtiments démontables (**6,1 M€**), en actions d'amélioration énergétique des bâtiments et de chauffage (**0,8 M€**), en mises en conformité, réalisation d'abris dans les demi-pensions (**0,9 M€**) et en travaux d'accessibilité des collèges aux personnes à mobilité réduite (**1,8 M€**). Les études et crédits divers représentent **0,8 M€** de dépenses en 2021.

Les études et les travaux relatifs aux « **constructions, extensions et réhabilitations de collèges** » ont généré **56 M€** de dépenses principalement sur les constructions des collèges de Chelles (**13,4 M€**), de Villeparisis (**11,9 M€**), de Coubert (**6,9 M€**), la reconstruction du collège La Mare aux Champs à Vaux le Pénil (**14,3 M€**) ou encore l'extension et la réhabilitation du collège Lucien Cézard à Fontainebleau (**1,9 M€**). S'y ajoutent les travaux dans les demi-pensions pour **4,5 M€** dont **1,2 M€** pour celle du collège de Bois-le-roi, **1,6 M€** pour celle du collège Le Montois à Donnemarie-Dontilly, **0,8 M€** pour celle du collège de Dammartin.

Les crédits réalisés sur l'action « **Equipement et Matériel TICE** » du domaine « **Vie des Collèges** » ont atteint **7,4 M€** en 2021 (contre **5,4 M€** en 2020). Ces crédits ont financé essentiellement les équipements en nouvelles technologies éducatives et le câblage. Les crédits consommés pour le « **matériel et mobilier des collèges** » (**1,1 M€**) concernent les dotations de premier équipement (**0,5 M€**) et le complément et le renouvellement des équipements (**0,6 M€**). Les équipements nécessaires à la « **Restauration scolaire** » ont mobilisé **1,2 M€**, dont **1 M€** pour l'achat du gros matériel de cuisine, le reste des dépenses ayant permis l'achat de mobilier mais aussi le versement d'aides à l'informatisation des structures. Il faut aussi mentionner les aides apportées aux collèges privés pour **0,2 M€**.

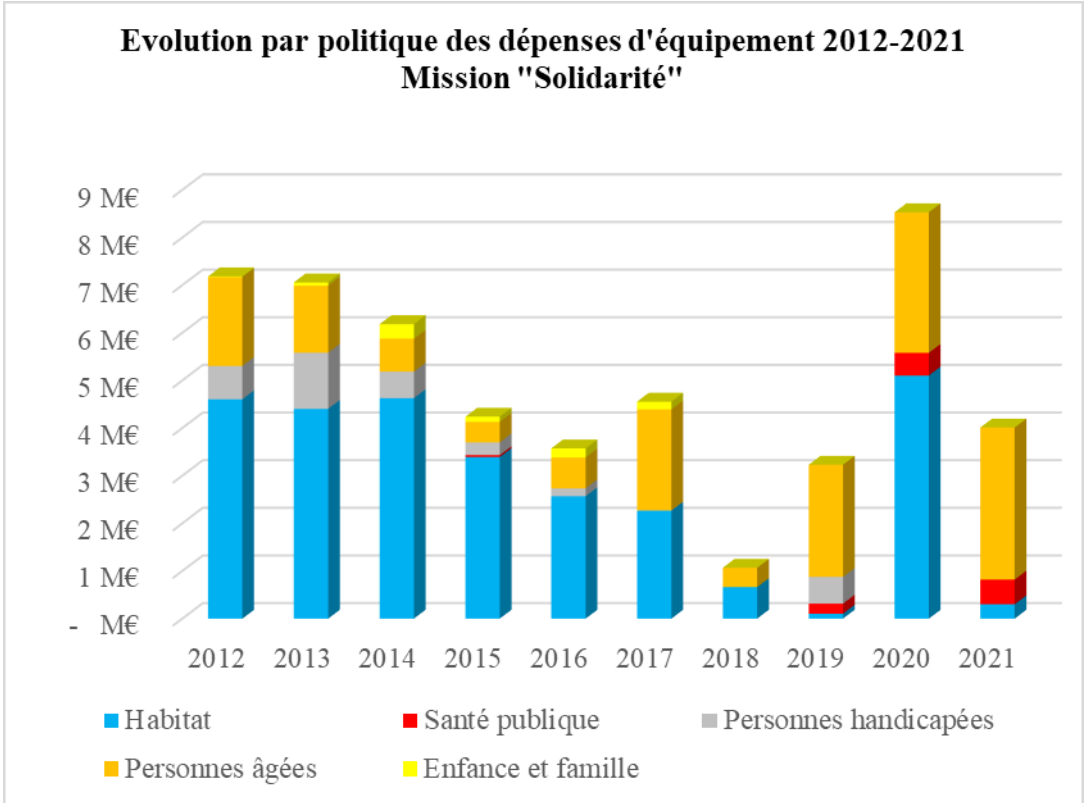
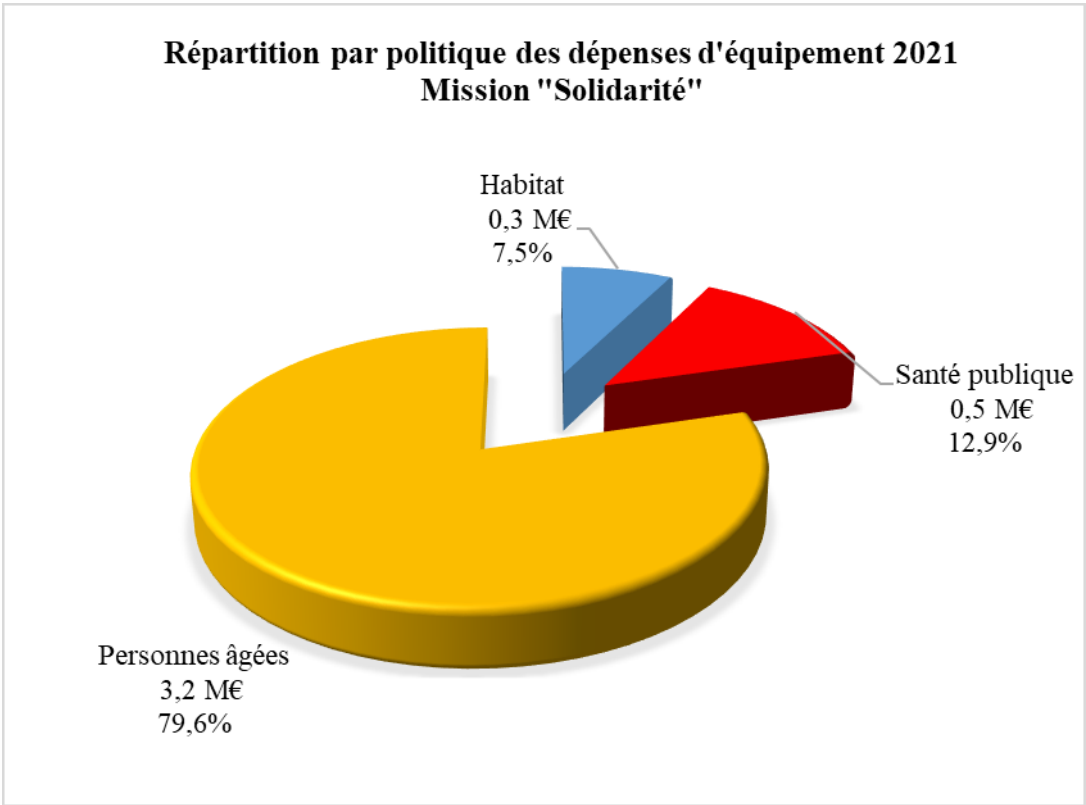
Les dépenses réalisées en faveur de « **l'Enseignement Supérieur et de la Recherche** » se sont élevées à **1,1 M€** en 2021. Il s'agit de nos participations à la construction du Campus Universitaire de Fontainebleau et à l'acquisition de matériel pédagogique et incendie par la Maison Familiale rural du Gâtinais.

 **Politique publique : « Jeunesse, sports et loisirs » : 1 770 697 €**

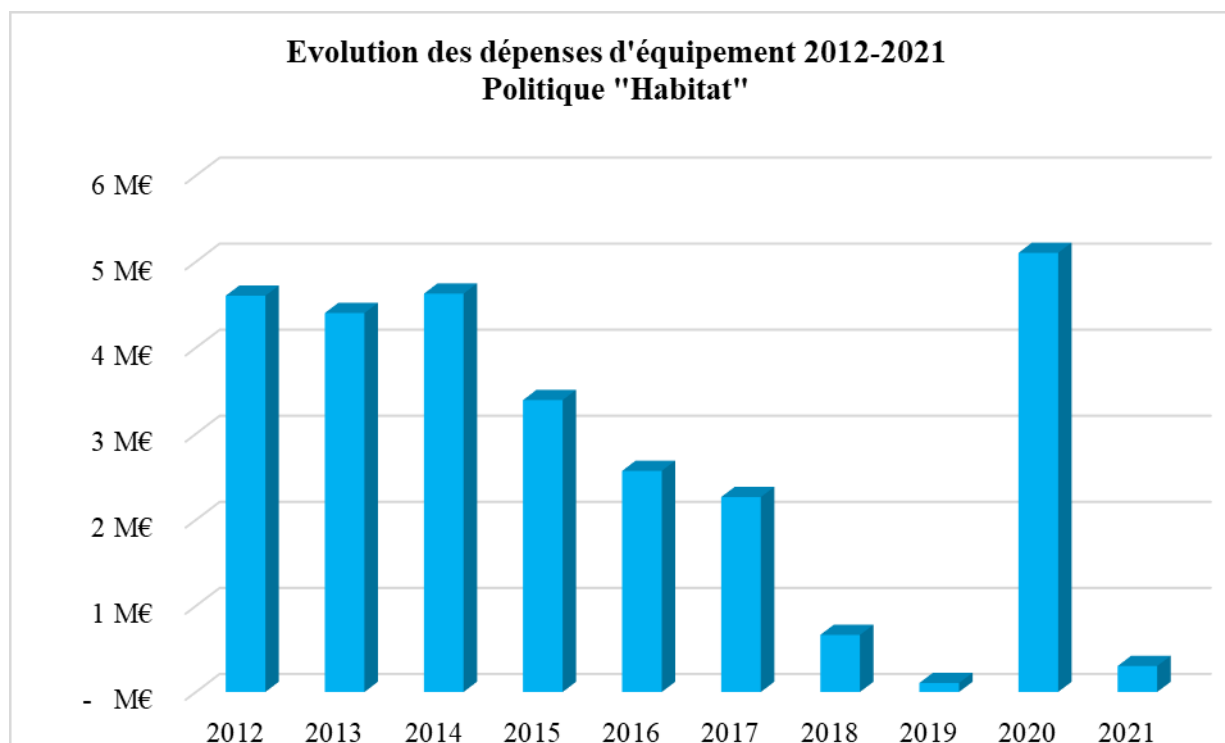
Le Département soutient les communes et leurs groupements pour la construction, l'extension et/ou la réhabilitation d'équipements sportifs en accompagnement de collèges. Un montant de **0,5 M€** a permis d'aider 6 bénéficiaires : dont la commune de Trilport pour la création d'un terrain en gazon synthétique et la communauté de communes des Deux Morin pour réhabilitation du gymnase "Creusottes" à Villeneuve-sur-Bellot.

Par ailleurs, **1 M€** a été réalisé dans le cadre du projet « Paris 2024 - Team 77 » : notamment à Fontainebleau pour la rénovation du stade équestre intercommunal du Grand Parquet et la construction d'un pas de tir à l'arc couvert stade Mahut. D'autres projets ont également été soutenus comme celui de l'installation d'un simulateur indoor d'aviron et l'acquisition de bateaux pour la base nautique de Samois sur Seine ou encore la construction d'une salle de gymnastique à Lésigny. Toujours sur le secteur du sport et de la jeunesse, il faut mentionner notre participation de **0,3 M€** au capital d'une SEM régionale portant sur la gestion et l'exploitation des îles de loisirs.

MISSION SOLIDARITE
4 010 130 € (1,5 % des dépenses totales d'équipement)



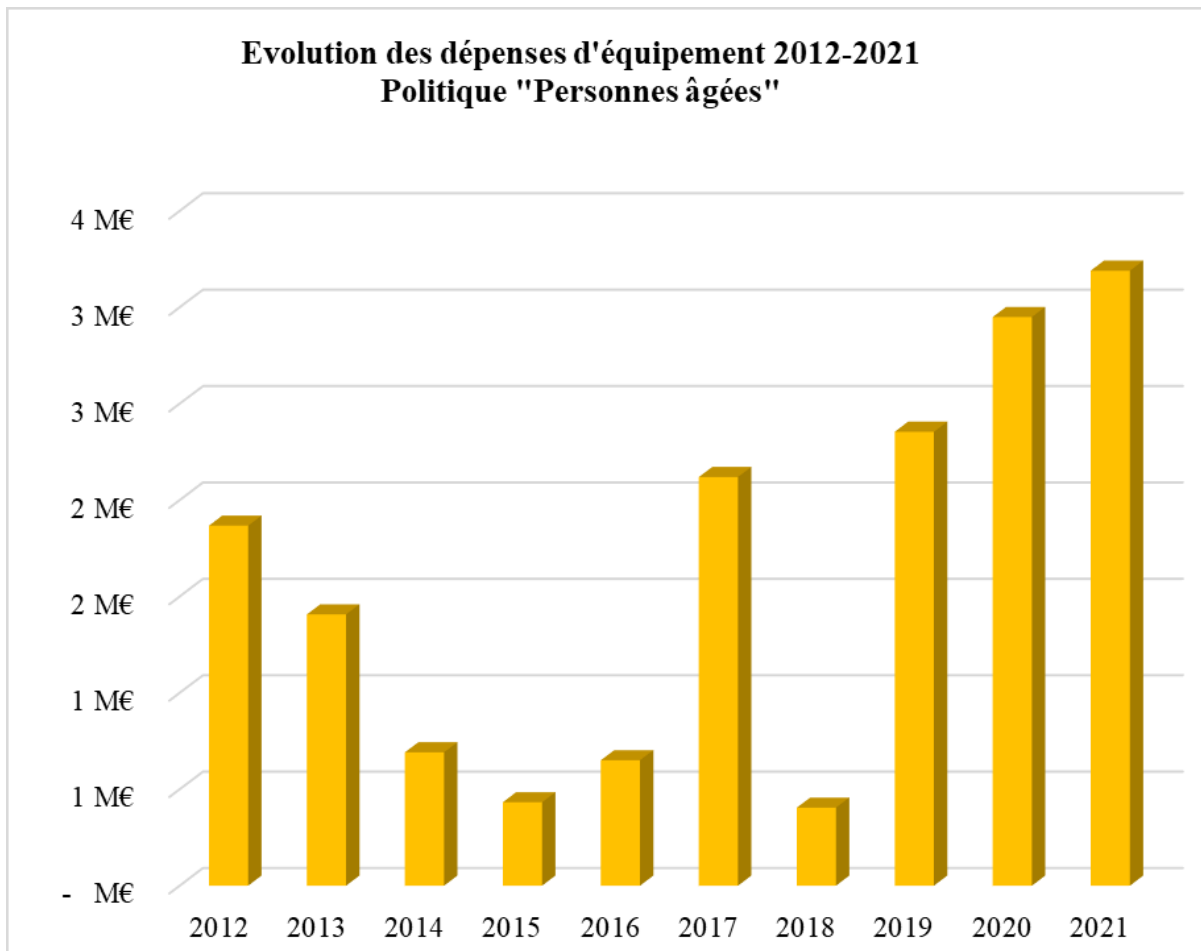
✚ Politique publique « Habitat » : 300 894 €



Dans le cadre des « **aides apportées au parc privé** » (0,2 M€), les aides à l'autonomie et au maintien dans le logement ont concerné plus de 130 particuliers dans leur projet d'amélioration de leur habitat : installation d'un siège monte-escalier, adaptation de la salle de bain, remplacement de porte d'accès. De plus des aides ont été apportées à la création de logements à loyer conventionné.

Les « **actions d'insertion par le logement** » ont généré 0,1 M€ de dépenses en subventionnant d'une part, la réalisation de deux aires d'accueil des gens du voyage de 20 places chacune, à Lagny-sur-Marne et Dammartin en Goële et, d'autre part, la requalification et la réhabilitation de l'aire d'accueil de Tournan en Brie.

✚ **Politique publique « Personnes âgées » : 3 190 200 €**

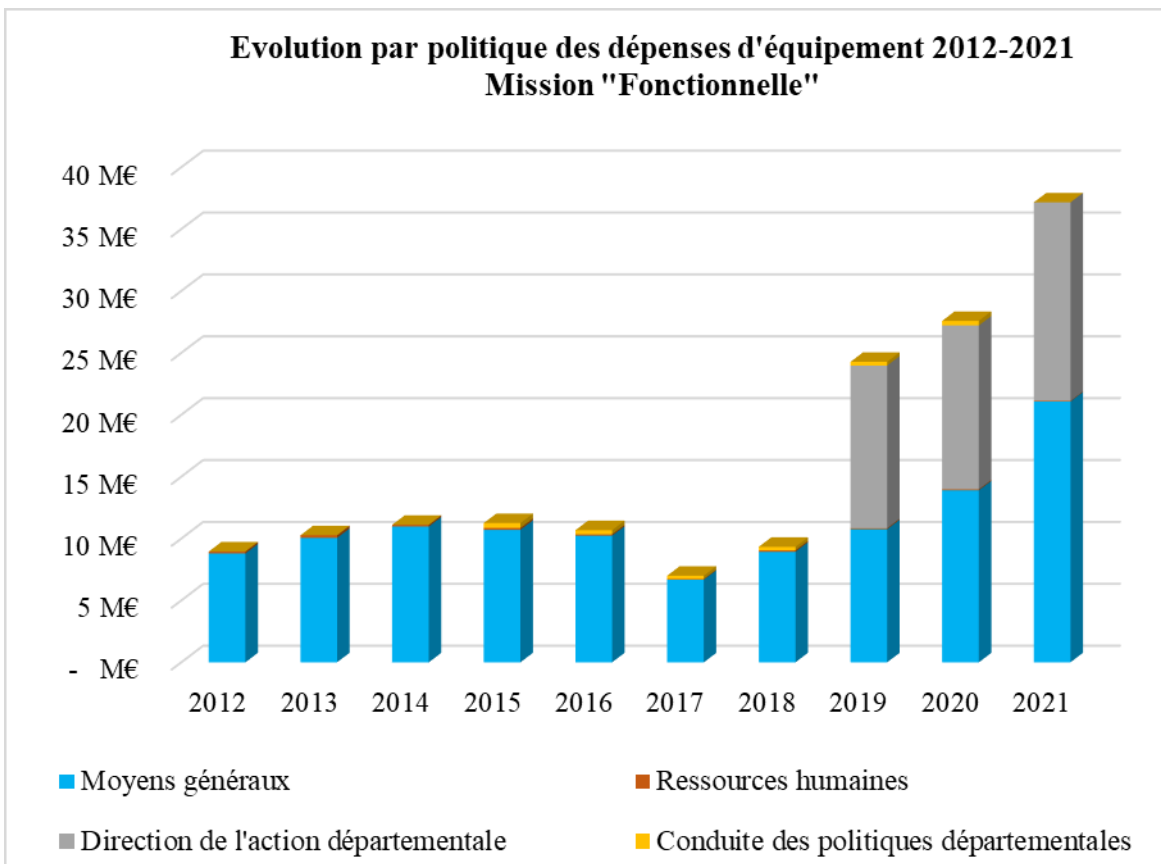
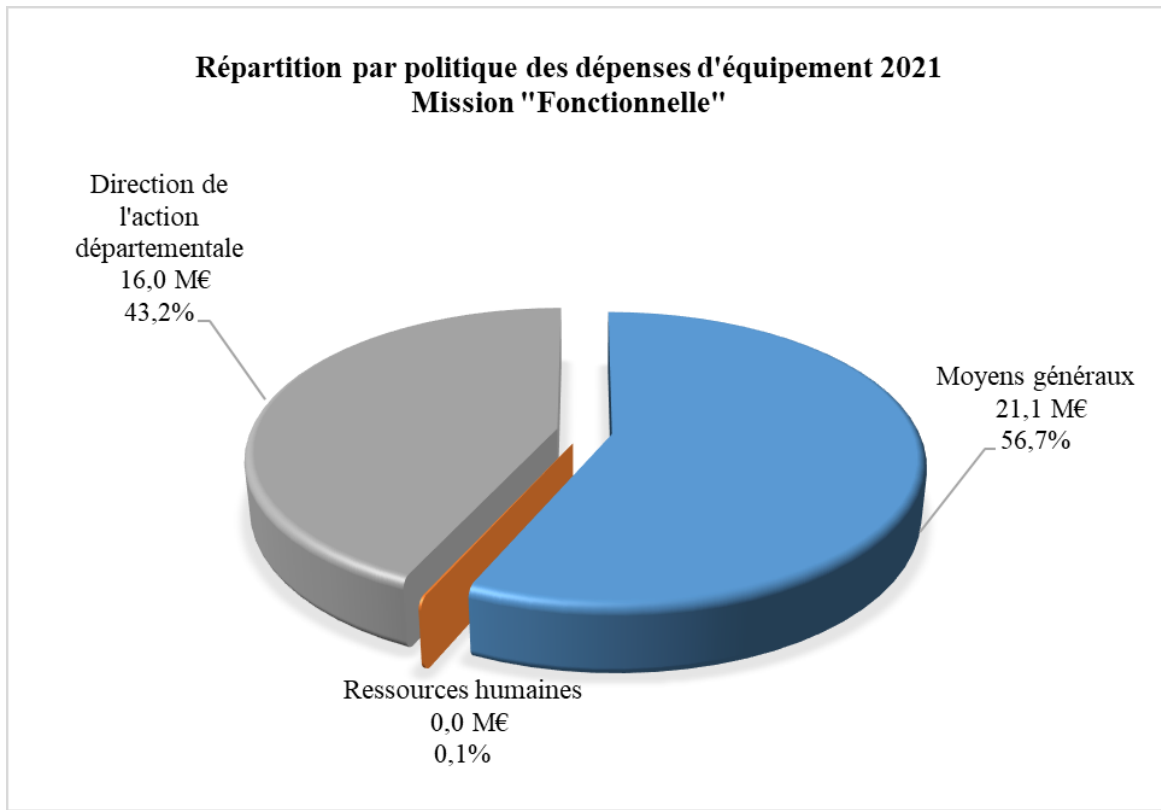


Les dépenses réalisées en faveur de la politique **PERSONNES AGEES** ont concerné 8 structures pour un montant global de **3,2 M€** dont les EHPAD de Tournan en Brie (**1 M€**), de Nemours (**0,8 M€**), de Lagny sur Marne (**0,4 M€**) ou encore de Montereau (**0,2 M€**).

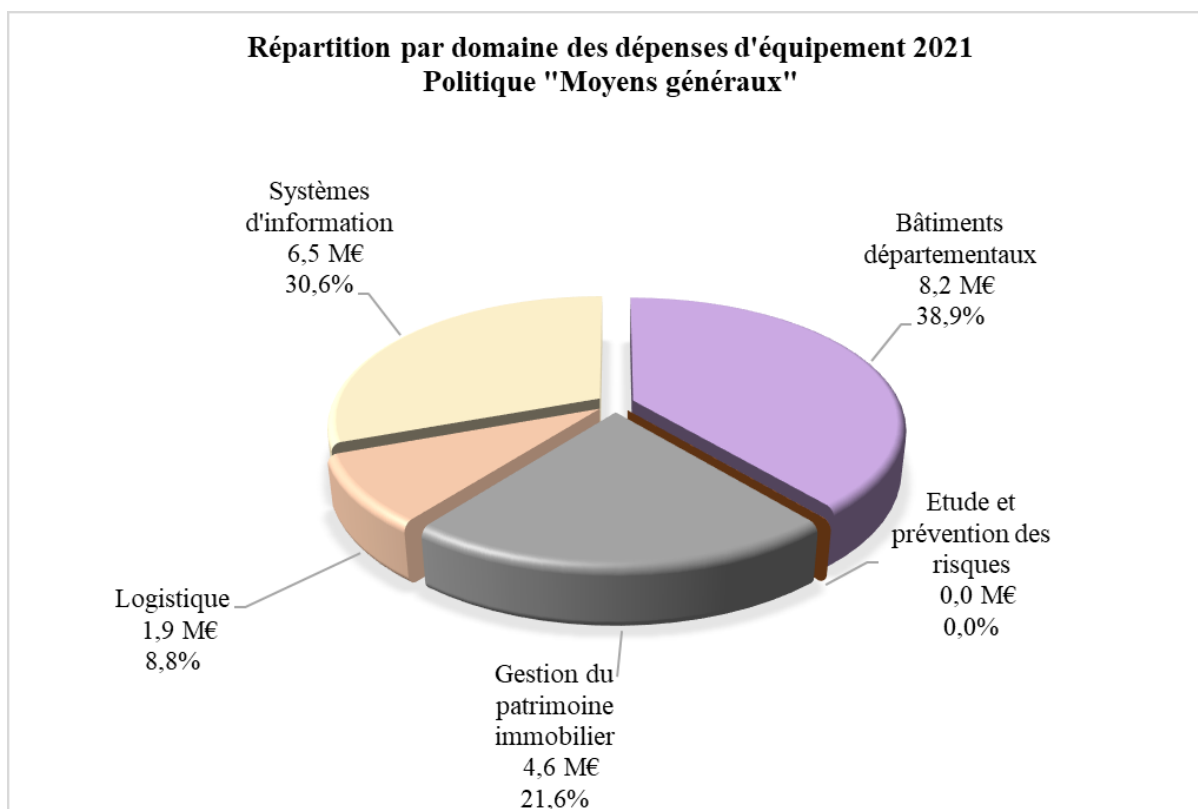
✚ **Politique publique « Santé publique » : 519 036 €**

Cette somme correspond à l'achat de cabines de téléconsultations ainsi qu'aux frais de maintenance associés.

MISSION FONCTIONNELLE
37 167 561 € (13,9 % des dépenses totales d'équipement)



✚ **Politique publique « Moyens Généraux » : 21 073 038 €**



Première composante de cette politique, les « **Bâtiments départementaux** » représentent **39 %** des réalisations de dépenses (soit **8,2 M€**). Les bâtiments des services administratifs et les bâtiments sociaux ont mobilisé respectivement **4,2 M€** et **2,3 M€**. Par ailleurs, des travaux ont été réalisés sur les bâtiments affectés à la voirie (**0,8 M€**) et les bâtiments culturels (**0,8 M€**).

Pour un montant de **6,5 M€**, la politique en faveur des « **Systemes d'information** » a financé **2,1 M€** d'infrastructures, **1,9 M€** d'acquisition de matériels et logiciels, et **2,5 M€** de projets informatiques.

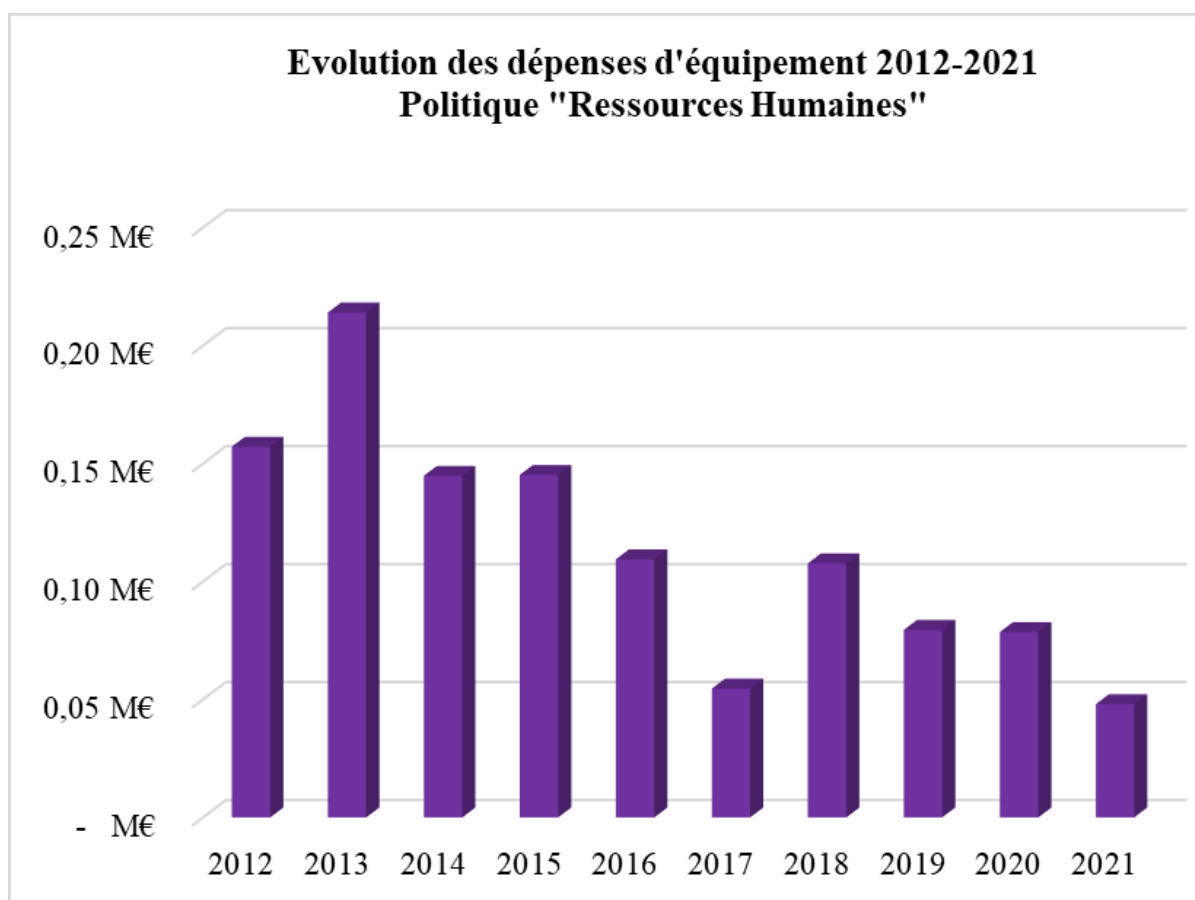
Les « **Moyens logistiques** » (**1,9 M€**) ont concerné la gestion de la flotte automobile (**1,2 M€**) et l'acquisition de matériel et de mobilier (**0,7 M€**).

De plus, sur la « **Gestion du patrimoine immobilier** », il faut mentionner l'acquisition d'un immeuble à Savigny-le-Temple, rue du Zinc, jusqu'à maintenant loué et occupé par la Direction de l'Autonomie et la Direction des systèmes d'Information et du numérique (**4,6 M€**).

✚ **Politique publique « Direction de l'action départementale » : 16 046 505 €**

Sur le domaine « **Finances** » figure la participation du Département de Seine-et-Marne au Fonds de Solidarité Interdépartemental d'Investissement (FS2I).

✚ Politique publique « Ressources humaines » : 48 018 €



Ces crédits ont permis l'aménagement de postes de travail. Les autres dépenses financent des mesures d'hygiène et de sécurité et des prestations sociales.

1-3.A 2 – Les opérations en capital relatives à la dette

✚ Opérations en capital : 103 965 406 €

Les opérations en capital relatives à la dette se sont élevées, en 2021, à **103,9 M€** contre **111 M€** en 2020.

Le remboursement de la dette long terme du Département a représenté, en 2021, **103,9 M€** alors que le volume consacré en 2020 à l'amortissement de cette dette était de **111 M€**. Cette variation (-6,4 %) correspond d'une part à un désendettement temporaire sur cinq emprunts dit « revolving » à hauteur de 33,1 M€, et aux variations d'une année sur l'autre du profil d'amortissement de la dette du Département, soit en 2021, un remboursement contractuel de 70,7 M€.

Les opérations en capital concernent enfin les subventions en annuités accordées par le Département aux Communes et organismes publics et privés. Les dépenses liées à ces subventions en annuités s'élèvent à **3,5 K€** en 2021 (**9 K€** en 2020). Ces subventions se sont terminées au 31 décembre 2021.

1-3.B - Gestion pluriannuelle en investissement

Après le vote de la troisième décision modificative 2021, les engagements du Département en autorisations de programme non réalisés au 31 décembre 2021 s'élevaient à **585,6 M€**, selon le détail qui figure ci-dessous :

Mission / Politique	Montant des AP à fin 2021	Réalisations à fin 2021	Reste à financer (au delà de 2021)
Développement territorial	671 659 892	588 941 282	82 718 610
Protection de l'environnement	288 183 151	267 223 481	20 959 670
Routes départementales	1 427 713 895	1 297 961 003	129 752 892
Sécurité	75 774 241	75 709 241	65 000
Transports	118 325 210	60 280 575	58 044 635
1 - Mission aménagement et dévelop.t du territoire	2 581 656 388	2 290 115 581	291 540 807
Culture et patrimoine	62 990 397	56 905 526	6 084 871
Education formation	1 617 106 204	1 408 972 742	208 133 462
Jeunesse, sports et loisirs	65 488 083	60 553 959	4 934 124
2 - Mission dévelop. socio-éducatif, culturel et sportif	1 745 584 684	1 526 432 227	219 152 457
Enfance et famille	3 136 888	3 136 888	0
Habitat	75 263 350	74 660 049	603 301
Insertion	219 270	219 270	0
Personnes âgées	53 529 685	48 094 485	5 435 200
Personnes handicapées	22 788 256	21 120 766	1 667 490
Santé publique	2 436 408	2 248 337	188 071
3 - Mission solidarité	157 373 858	149 479 796	7 894 062
Conduite des politiques départementales	5 373 319	5 262 309	111 011
Direction et animation de l'action départementale	44 473 728	42 473 738	1 999 990
Moyens généraux	353 796 780	288 945 240	64 851 541
Ressources humaines	2 590 281	2 531 742	58 540
4 - Mission fonctionnelle	406 234 109	339 213 028	67 021 081
total général	4 890 849 039	4 305 240 632	585 608 407

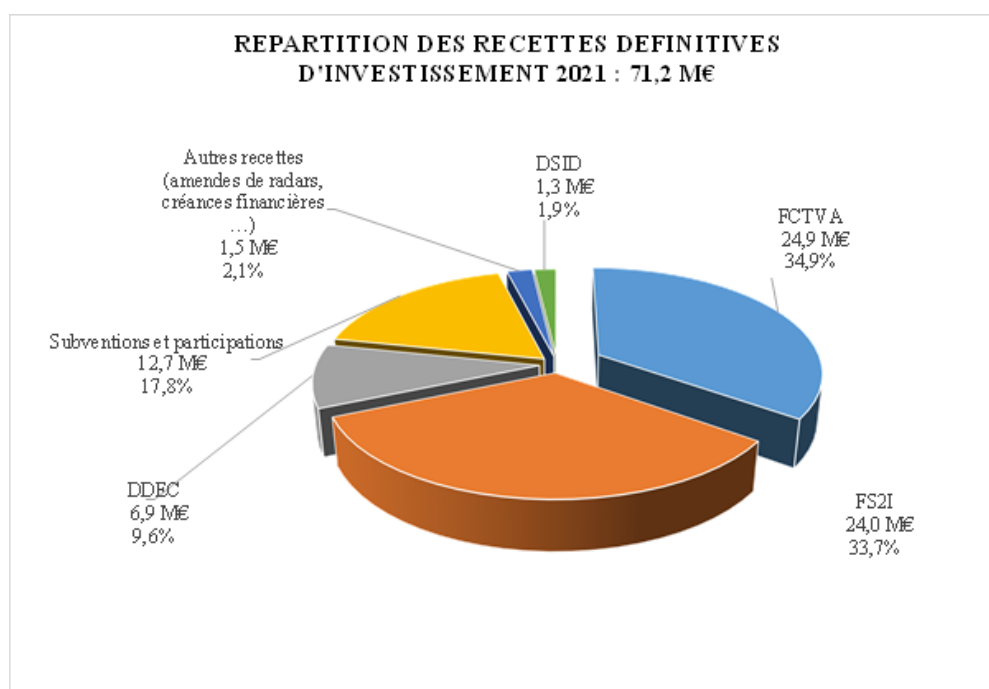
A fin 2021 le stock des autorisations de programme nécessitant des crédits de paiement représente 2,2 années de crédits de paiement (sur la base des CP consommés en 2021 **soit 267,8 M€**).

Le secteur de l'éducation représente 36 % de ce stock, les routes 22 % et le développement territorial 14 %.

1-3.C – Les recettes d'investissement

D'un montant de **142 M€** (contre **151,6 M€** en 2020), les recettes d'investissement 2021 se présentent de la manière suivante :

Nature de recettes	CA 2020	CA 2021	% évol.
Fonds de compensation de la TVA	23 065 346	24 859 396	7,8%
Fonds de Solidarité et d'Investissement Interdépartementale (FS2I)	29 885 831	23 998 515	-19,7%
Dotations départementales d'équipement des collèges	6 860 204	6 860 204	0,0%
DSID	-	1 324 716	NS
Subventions et participations	6 650 678	12 654 903	90,3%
Autres recettes (amendes de radars, créances financières ...)	1 796 166	1 512 720	-15,8%
Total des recettes définitives d'investissement	68 258 225	71 210 454	4,3%
Emprunt	83 365 475	70 814 685	-15,1%
Total recettes d'investissement (hors opérations de restructuration de dette)	151 623 700	142 025 139	-6,3%



Le **Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA)** d'un montant de **24,8 M€** en 2021 est assis sur les dépenses d'investissement éligibles réalisées en 2020, dont le montant est en augmentation par rapport à celles de 2019 (151,5 M€ en 2020 contre 140,6 M€ en 2019).

Le Département a perçu en 2021, **24 M€** au titre du **Fonds de solidarité et d'investissement (FS2I)**, pour une participation de 16 M€, soit une participation nette du FS2I de 8 M€ pour 2021.

Tandis que la **Dotations Départementales d'Equipement des Collèges (DDEC)** reste gelée au montant de 6,9 M€, la **Dotations de Soutien à l'Investissement des Départements (DSID)**, remplaçant la dotation globale d'équipement (DGE) a généré une recette de 1,3 M€ en 2021.

L'essentiel des **autres subventions (12,6 M€)** concerne les investissements routiers (**7,3 M€**)

et les investissements en matière de transports (**4,9 M€**).

Le poste des autres recettes s'élève à **1,5 M€** en 2021 et comprend pour l'essentiel le produit des amendes de radars (**0,7 M€**), les créances détenues pour avances en garanties d'emprunt (**0,1 M€**), le remboursement des avances sur travaux et la poursuite des remboursements obtenus sur les prêts ou encore des remboursements sur des subventions versées.

En 2021, le recours à l'emprunt est en diminution de 15,1 % avec un volume de **70,8 M€** contre **83,4 M€** en 2020.

1-4 – La section de fonctionnement

1-4.A – Les dépenses de fonctionnement

Au total, les dépenses de fonctionnement sont arrêtées en 2021 à **1 162,4 M€** contre **1 137,4 M€** en 2020. La progression entre 2020 et 2021 (**+ 24,9 M€**) soit **+ 2,2 %** en masse correspond à un taux de réalisation (rapport entre crédits ouverts et crédits réalisés) de **97,7 %**.

Hors frais financiers (qui diminuent de 13,2 %) et contributions à des fonds de péréquation et provisions (en diminution de 4,6 %), les dépenses opérationnelles augmentent de 2,6 % entre 2020 et 2021, soit **+ 28,2 M€**.

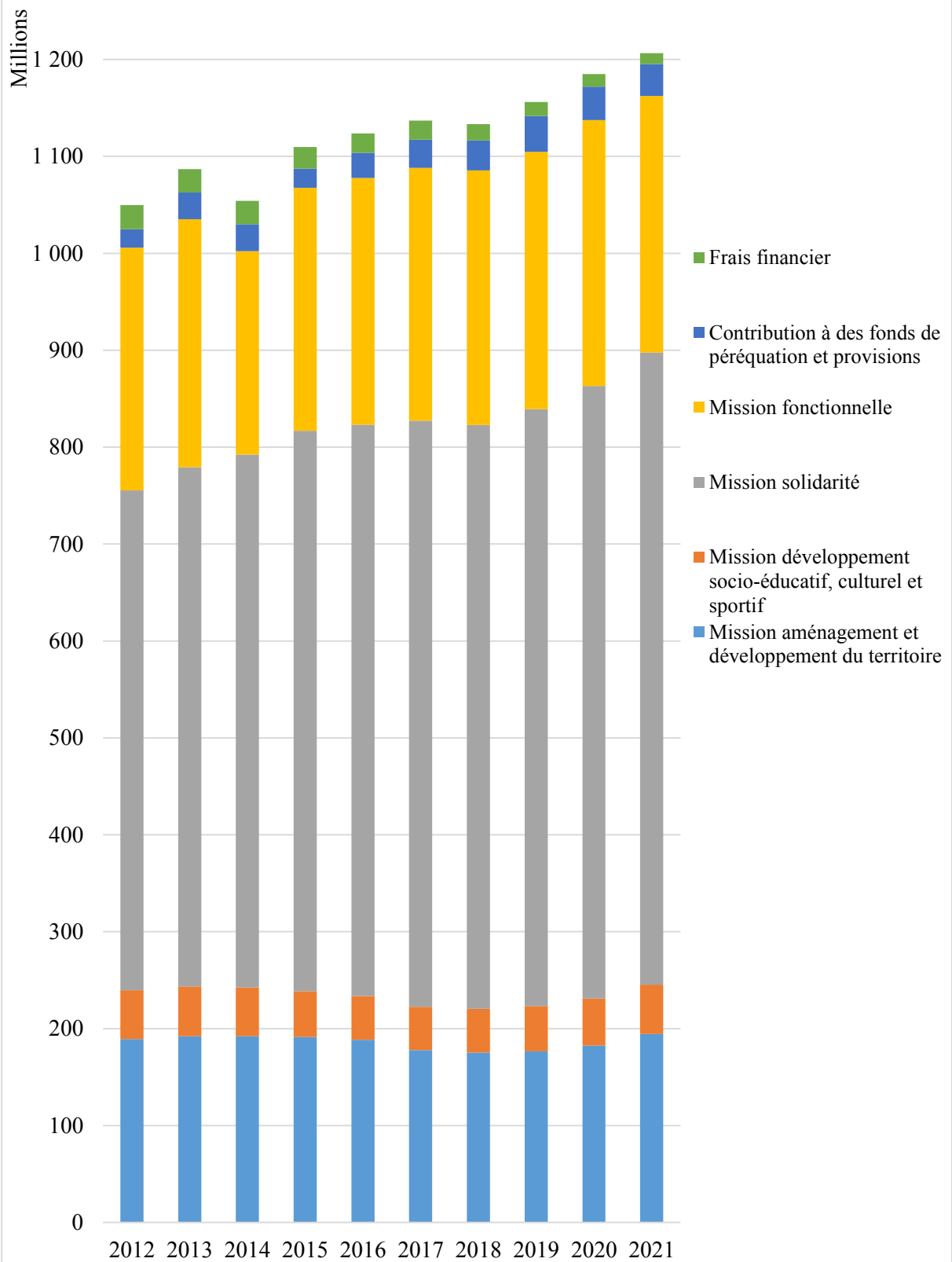
On observe que les dépenses de la mission « Solidarité » (**+20,4 M€**) expliquent prioritairement cette hausse ainsi que celles de la mission « Aménagement et développement du territoire » (**+ 11,8 M€**).

1-4.A 1 – Les dépenses opérationnelles de fonctionnement

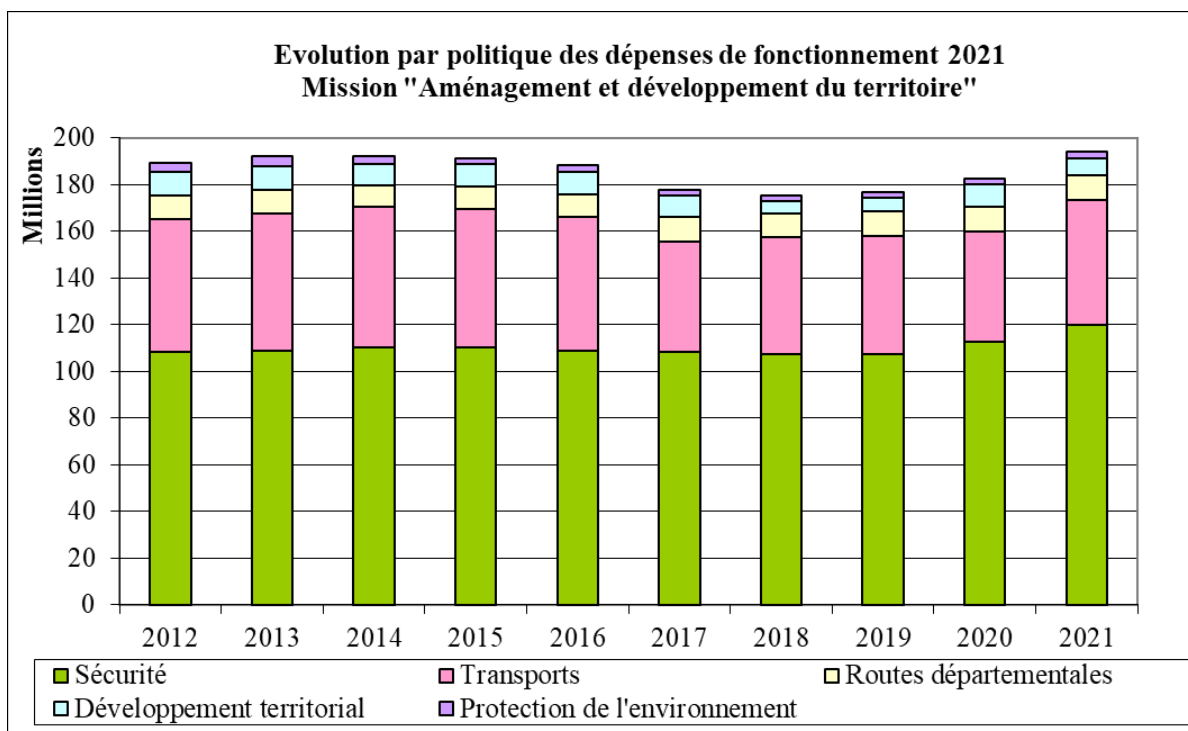
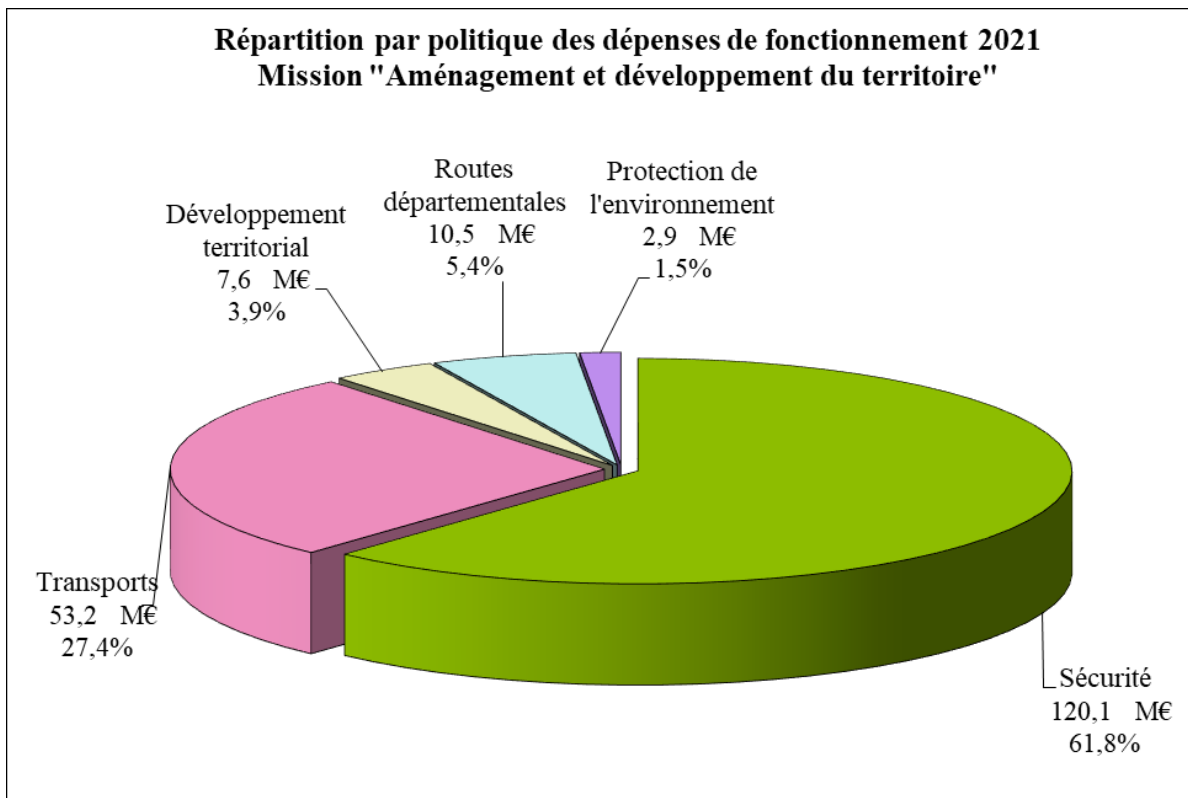
Par secteur, ces dépenses se répartissent de la manière suivante (en €uros) :

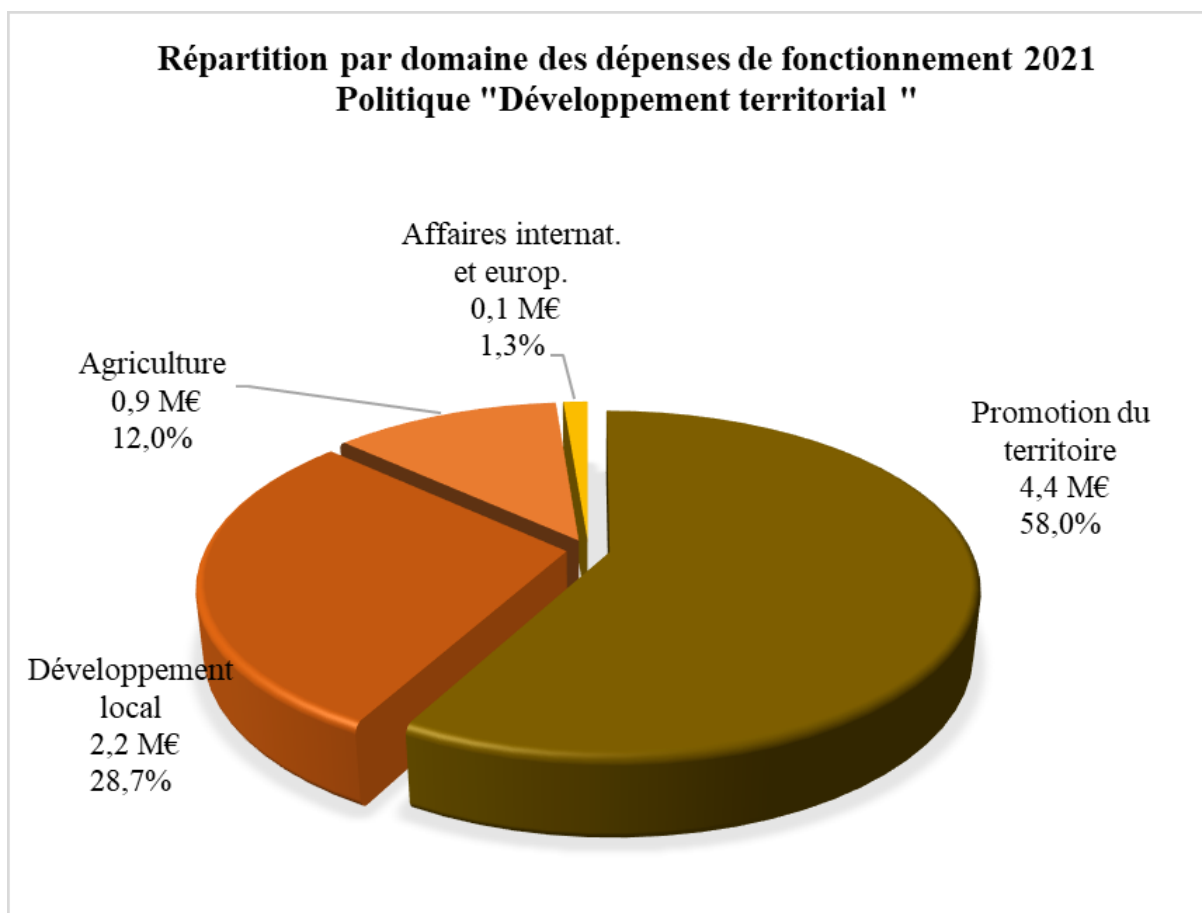
Missions / Politiques	CA 2020	Crédits inscrits 2021	CA 2021	Taux de réalisation	Evolution 2021/2020	Part dépenses 2021
Développement territorial	10 064 070	10 703 598	7 626 616	71,3%	-24,2%	0,7%
Protection de l'environnement	2 187 259	3 212 762	2 949 217	91,8%	34,8%	0,3%
Routes départementales	10 379 047	10 589 252	10 514 380	99,3%	1,3%	0,9%
Sécurité	112 861 486	120 072 997	120 058 098	100,0%	6,4%	10,7%
Transports	47 046 594	53 997 263	53 186 631	98,5%	13,1%	4,8%
Mission aménagement et développement du territoire	182 538 456	198 575 872	194 334 942	97,9%	6,5%	17,4%
Culture et patrimoine	6 733 301	7 460 681	6 935 881	93,0%	3,0%	0,6%
Education formation	35 937 912	38 900 504	36 958 733	95,0%	2,8%	3,3%
Jeunesse, sports et loisirs	5 947 205	7 749 631	7 021 197	90,6%	18,1%	0,6%
Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	48 618 417	54 110 816	50 915 811	94,1%	4,7%	4,6%
Enfance et famille	166 924 445	172 346 170	165 643 146	96,1%	-0,8%	14,8%
Habitat	4 742 741	4 773 749	3 443 383	72,1%	-27,4%	0,3%
Insertion	207 044 350	227 964 891	225 094 002	98,7%	8,7%	20,1%
Personnes âgées	94 658 877	96 110 309	95 515 024	99,4%	0,9%	8,5%
Personnes handicapées	158 368 897	162 548 731	162 475 945	100,0%	2,6%	14,5%
Santé publique	154 700	225 200	147 278	65,4%	-4,8%	0,0%
Mission solidarité	631 894 010	663 969 050	652 318 777	98,2%	3,2%	58,3%
Conduite des politiques départ.	1 795 578	1 296 856	1 042 818	80,4%	-41,9%	0,1%
Direction de l'action départ. (hors frais fin. et reversements de fiscalité réels ou provisionnés)	935 982	5 152 801	2 919 811	56,7%	212,0%	0,3%
Moyens généraux	31 484 344	19 960 751	17 917 821	89,8%	-43,1%	1,6%
Ressources humaines	192 666 447	201 221 692	198 718 022	98,8%	3,1%	17,8%
Mission fonctionnelle	226 882 351	227 632 100	220 598 471	96,9%	-2,8%	19,7%
Total dépenses opérationnelles	1 089 933 234	1 144 287 838	1 118 168 001	97,7%	2,6%	100,0%
Reversement sur Fonds de péréquation CVAE	2 215 956	332 659	332 659	100,0%	-85,0%	
Reversement Fonds de péréquation DMTO	32 401 404	32 691 661	32 691 661	100,0%	0,9%	
Total des contributions à des fonds de péréquation et provision	34 617 360	33 024 320	33 024 320	100,0%	-4,6%	
Total dépenses de gestion	1 124 550 594	1 177 312 158	1 151 192 321	97,8%	2,4%	
Frais financiers	12 862 432	12 030 000	11 164 673	92,8%	-13,2%	
Total Général	1 137 413 026	1 189 342 158	1 162 356 994	97,7%	2,2%	

Evolution des dépenses de fonctionnement réalisées depuis 2012



MISSION AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE
194 334 942 € (6,5 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)



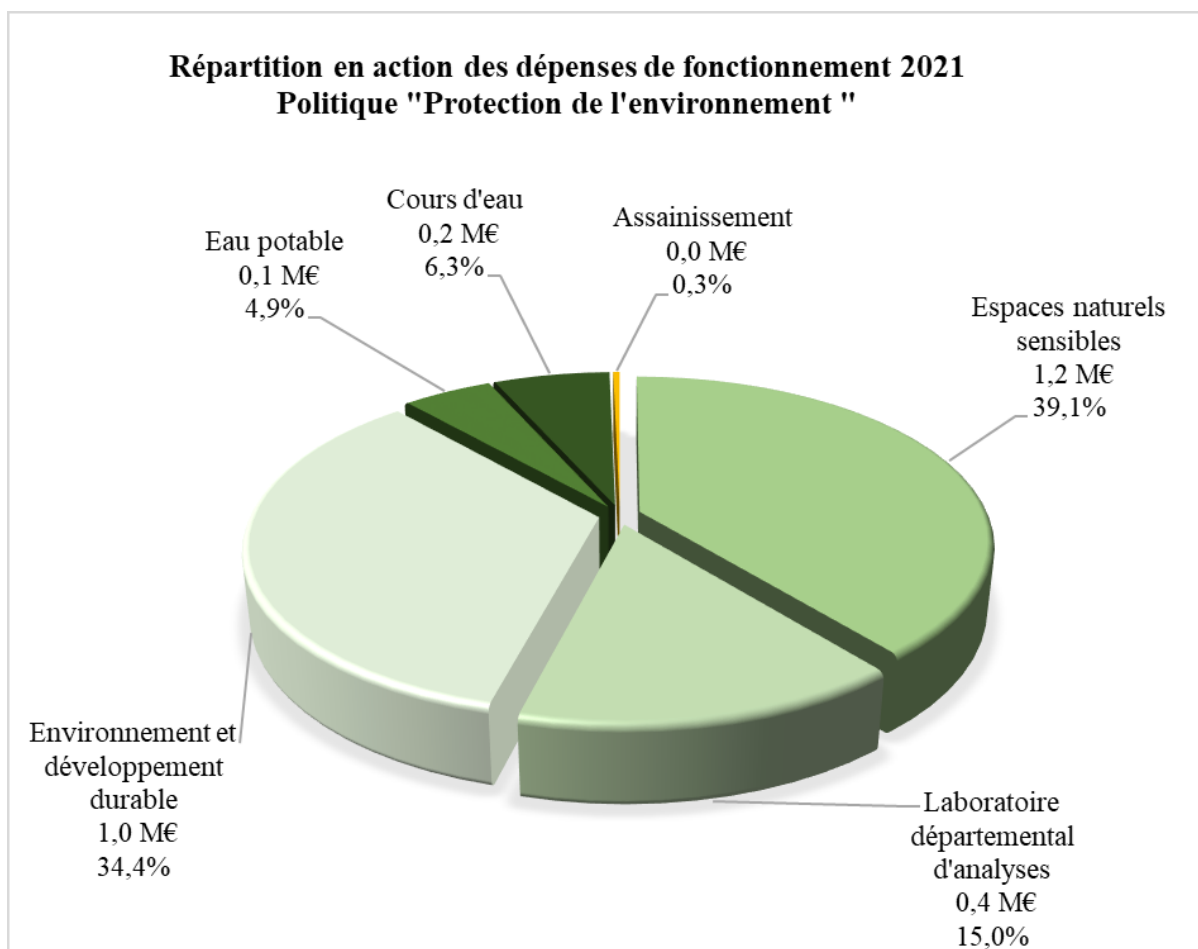


Premier poste des dépenses réalisées au titre du développement territorial, la « **Promotion du territoire** » a mobilisé en 2021, **4,4 M€** dont **1,8 M€** destinés au financement des missions de service public conduites par Seine-et-Marne Attractivité, conformément au contrat d'objectifs et de moyens signé avec le Département et **0,8 M€** de reversement de taxe de séjour à S.M.A dans le cadre de ses activités touristiques. La crise sanitaire de 2021 a nécessité la création du Fonds départemental d'urgence aux offices du tourisme, aux commerces et espaces culturels pour un montant de **1,2 M€** et un soutien plus fort aux acteurs privés de loisirs (**0,2 M€**). Le projet « marque de territoire » a mobilisé **0,1 M€**. En complément, plusieurs subventions ou cotisations ont été versées pour un montant de **0,3 M€**.

Le domaine du « **Développement local** » est le deuxième poste de dépenses de cette politique (**2,2 M€**). En 2021, **1,6 M€** ont été reversés au CAUE dans le cadre de la taxe d'aménagement. Les contrats intercommunaux ont généré une dépense de **0,08 M€**, pour le Parc Naturel Régional du Gâtinais Français. L'enveloppe ouverte au titre du développement du réseau est liée au fonctionnement du Syndicat Mixte « Seine-et-Marne Numérique » (**0,3 M€**). Le soutien au développement local à travers divers partenariats et au soutien à l'artisanat et au commerce en raison de la crise sanitaire a représenté (**0,2 M€**). Enfin, **0,08 M€** ont permis la réalisation d'études en matière d'aménagement, d'urbanisme et de prospective.

Les deux derniers domaines concernent d'une part, « **l'Agriculture** », qui représente **0,9 M€** de dépenses en 2021, dont une subvention annuelle de **0,5 M€** pour la Chambre d'Agriculture. Il faut également mentionner **0,4 M€** pour des subventions diverses. D'autre part, les « **Affaires internationales et européennes** » (**0,1 M€**) dont les dépenses ont concernées l'adhésion à l'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (**9,7 K€**) et la rémunération à notre cabinet conseil pour l'externalisation de tâches de gestion d'opération (**22,6 K€**). Enfin une subvention de **65 K€** a été versée à l'organisme Ile-de-France Europe.

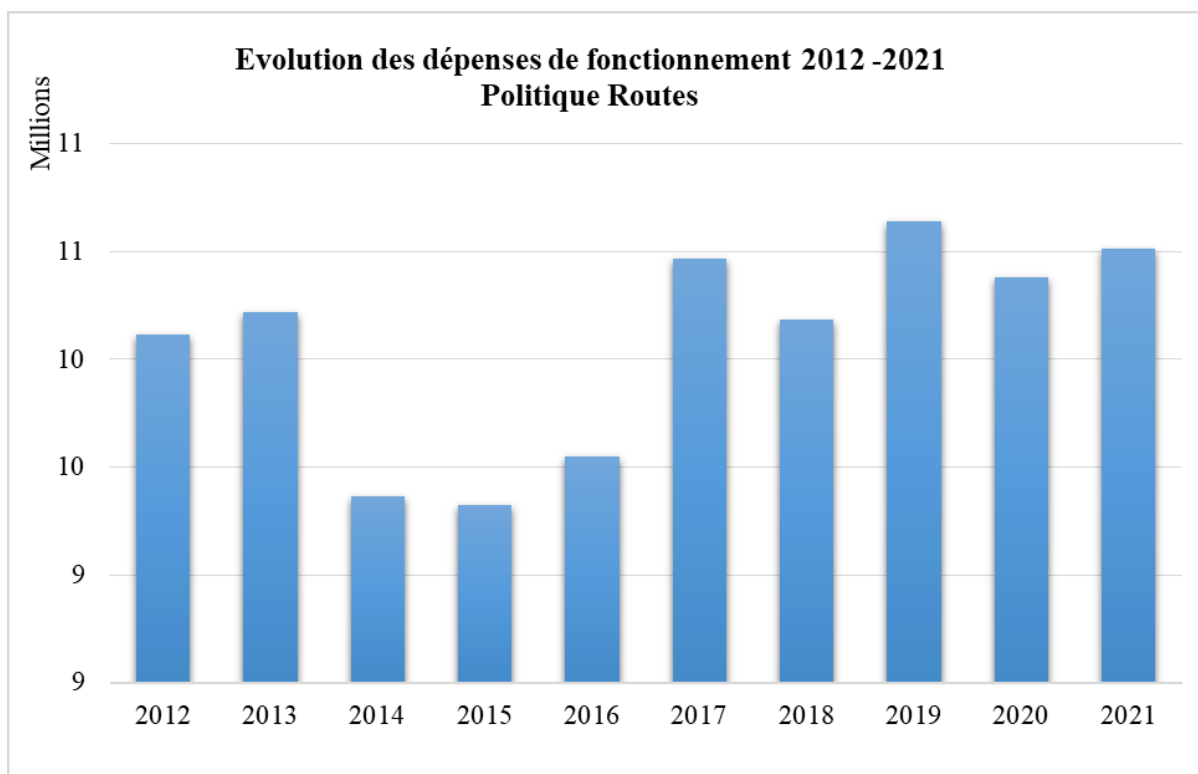
🚧 Politique publique « Protection de l'environnement » : 2 949 217 €



Les « **espaces naturels sensibles** » représentent sur le domaine de « **l'Environnement** » (**2,2 M€**), une dépense de **1,1 M€** en 2021. **0,3 M€** versé à l'Office National des Forêts pour l'entretien des forêts domaniales, **0,4 M€** en subventions, (dont **0,1 M€** à Seine-et-Marne Environnement) et **0,7 M€** en frais d'entretien et de fonctionnement. On peut y ajouter les frais portés par l'action « **environnement et développement durable** » (**1 M€**) avec un service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) de **0,7 M€**, une subvention de **0,2 M€** versée à Seine-et-Marne Environnement et **0,1 M€** réparti entre 23 autres bénéficiaires.

Sur le domaine de « **l'Eau** », une enveloppe de **0,8 M€** a été dépensée en 2021 et cela majoritairement pour le fonctionnement du « **laboratoire Départemental d'Analyses** » (**0,44 M€**). Les autres dépenses du domaine concernent les « **cours d'eau** » et « **l'eau potable** » (**0,3 M€**) distribués à 20 bénéficiaires et « **l'assainissement** » (**0,01 M€**).

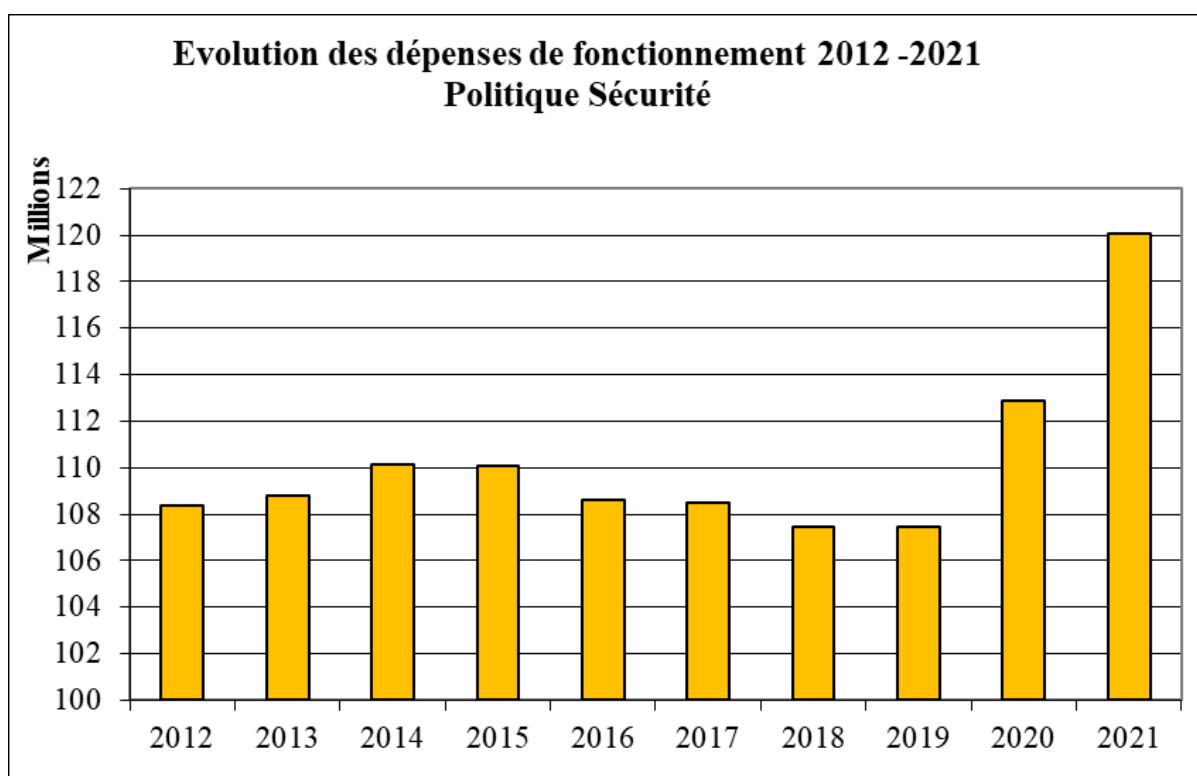
🚧 Politique publique « Routes départementales » : 10 514 380 €



L'essentiel des dépenses de cette politique concerne « l'Entretien du réseau départemental » qui a mobilisé **10,2 M€** en 2021. Il s'agit des crédits destinés à l'approvisionnement en matières premières du parc départemental (peintures, ...) pour les travaux de réparation des chaussées et de signalisation horizontale qu'il exécute. Il s'agit également du financement de la viabilité hivernale et de l'entretien du matériel dont l'ensemble des véhicules ainsi que de la propreté du réseau. A cette action s'ajoutent l'entretien des plantations (**0,8 M€**) et les études de voirie (**0,08 M€**) ou encore les aménagements extérieurs des ARD (**0,03 M€**).

En 2021, le Département a résilié le marché A4/RN36 pour un montant de **0,3 M€**.

🇫🇷 Politique publique « Sécurité » : 120 058 098 €

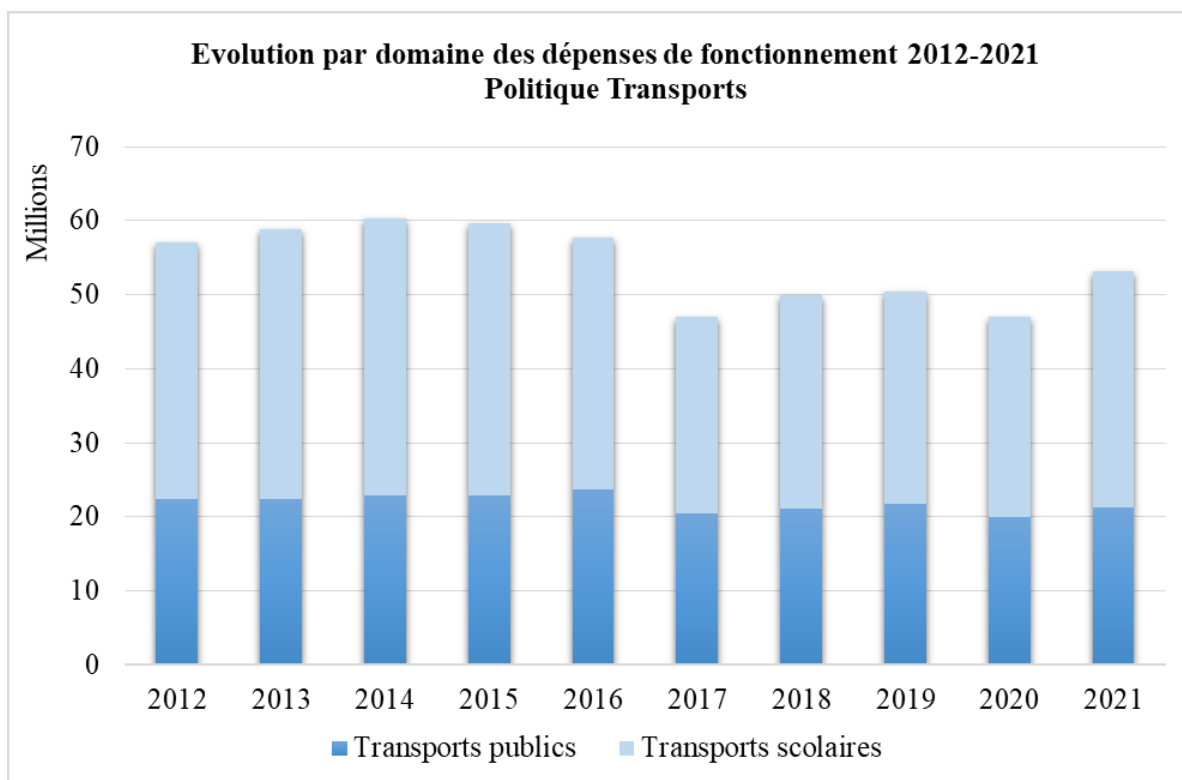


La participation départementale au budget de fonctionnement du SDIS, fixée par la convention, s'est élevée en 2021 à **111,2 M€**.

Le Département a été appelé, pour la première année, en abondement du compte d'ajustement de l'emphytéote dans le cadre du BEA de gendarmeries, pour un montant de **790 K€**. Il faut rappeler que cette dépense est couverte par une reprise de la provision constituée en Mai 2021 à hauteur de 840 K€. Pour faire face à ce risque particulier, a été constitué une autre provision de **8 M€** concernant le BEA de Gendarmerie.

Enfin, les autres dépenses de cette politique concernent les « **opérations de sensibilisation à la sécurité routière** » (**0,04 M€**) et l'aide annuelle à l'association départementale des jeunes sapeurs-pompiers (**0,03 M€**).

🚦 Politique publique « Transports » : 53 186 631 €

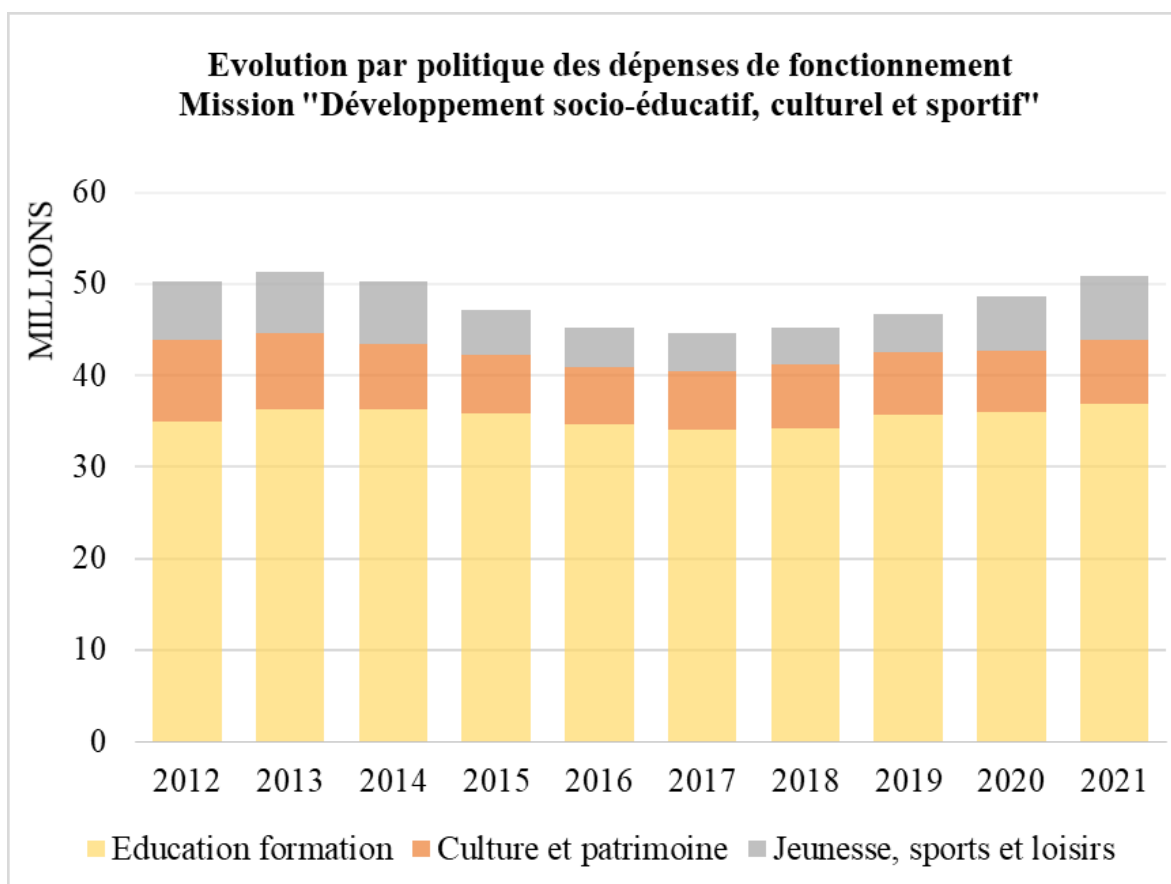
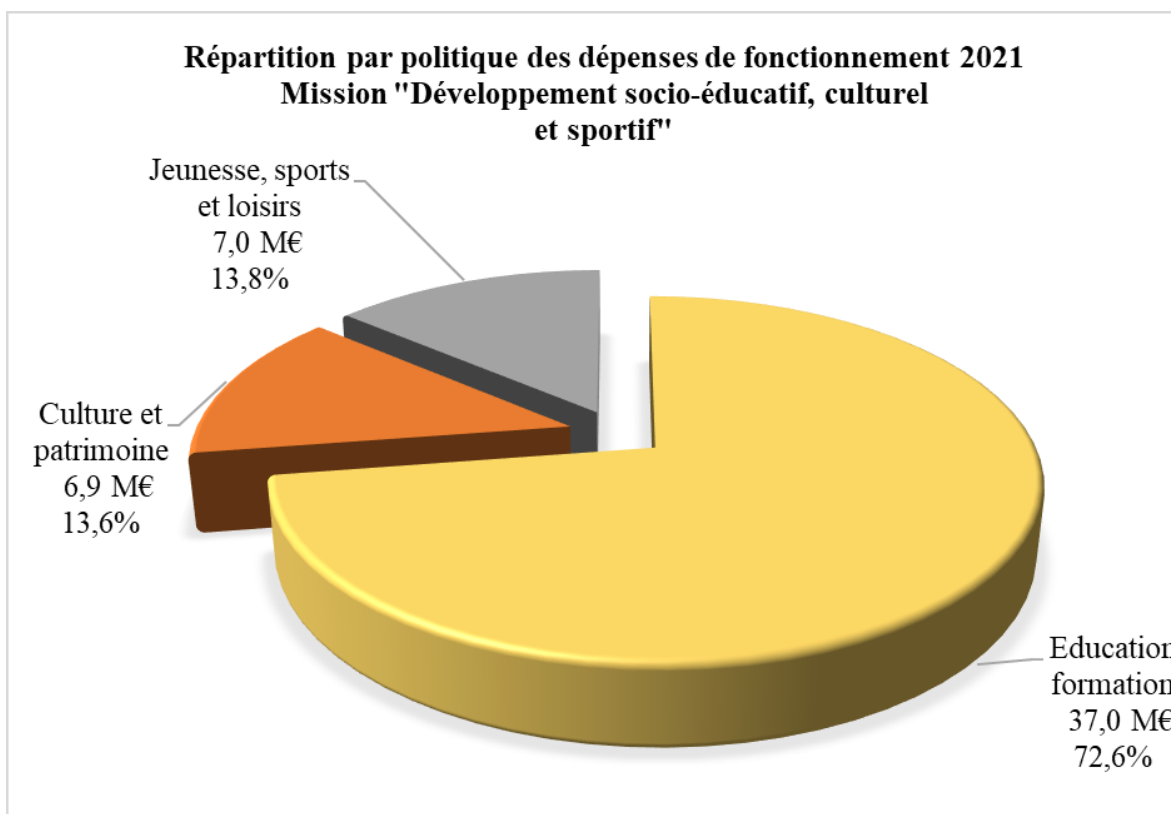


Le 1^{er} domaine de cette politique concerne les « **Transports scolaires** » avec **31,9 M€** de crédits consommés en 2021.

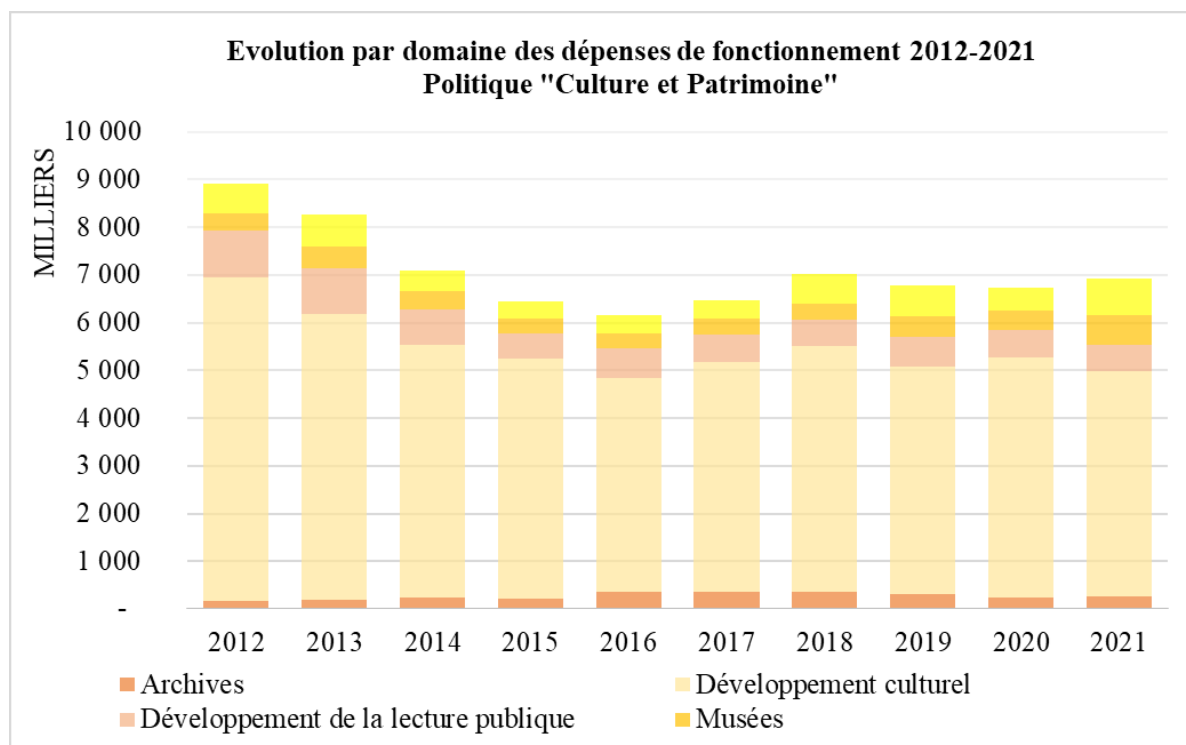
En 2021 les circuits spéciaux ont généré **9,7 M€** de dépenses. L'aide au forfait Imagine R pour les élèves de primaire et les collégiens, l'aide pour les élèves seine-et-marnais scolarisés en internat et l'aide au salaire des accompagnateurs scolaires ont mobilisé **9,7 M€**. Enfin pour le « **transport des élèves et étudiants handicapés** », le Département a dépensé **12,4 M€** en 2021.

Les réalisations du 2^{ème} domaine de cette politique, les « **Transports publics** », s'élèvent à **21,3 M€**. Le premier poste de dépenses en volume est la « **participation au fonctionnement d'Ile-de-France Mobilités** » (**8,4 M€**). Le second poste correspond aux versements effectués à notre délégataire de service public du réseau « **PAM77** » à hauteur de **6 M€**. Une enveloppe de **3,3 M€** a été nécessaire au fonctionnement du dispositif « **améthyste et autres** ». Les autres dépenses du domaine concernent les « **lignes express** » pour **1,9 M€**, les « **points d'arrêt** » et plus précisément la maintenance des abris voyageurs, la conception des supports de communication et leur affichage (**0,5 M€**), ainsi que le « **transport à la demande** » (**1 M€**). Ce dernier poste finance notre soutien aux collectivités pour le fonctionnement des services de transport à la demande Proxi'bus ainsi qu'au service de transport Filéo. Enfin, diverses opérations « **d'infrastructures de transport** » et des « **opérations de subvention** » ont nécessité **0,07 M€** de crédits en 2021.

MISSION DEVELOPPEMENT SOCIO-EDUCATIF, CULTUREL ET SPORTIF
50 915 811 € (4,6 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)



🚩 **Politique publique « Culture et Patrimoine » : 6 935 881 €**

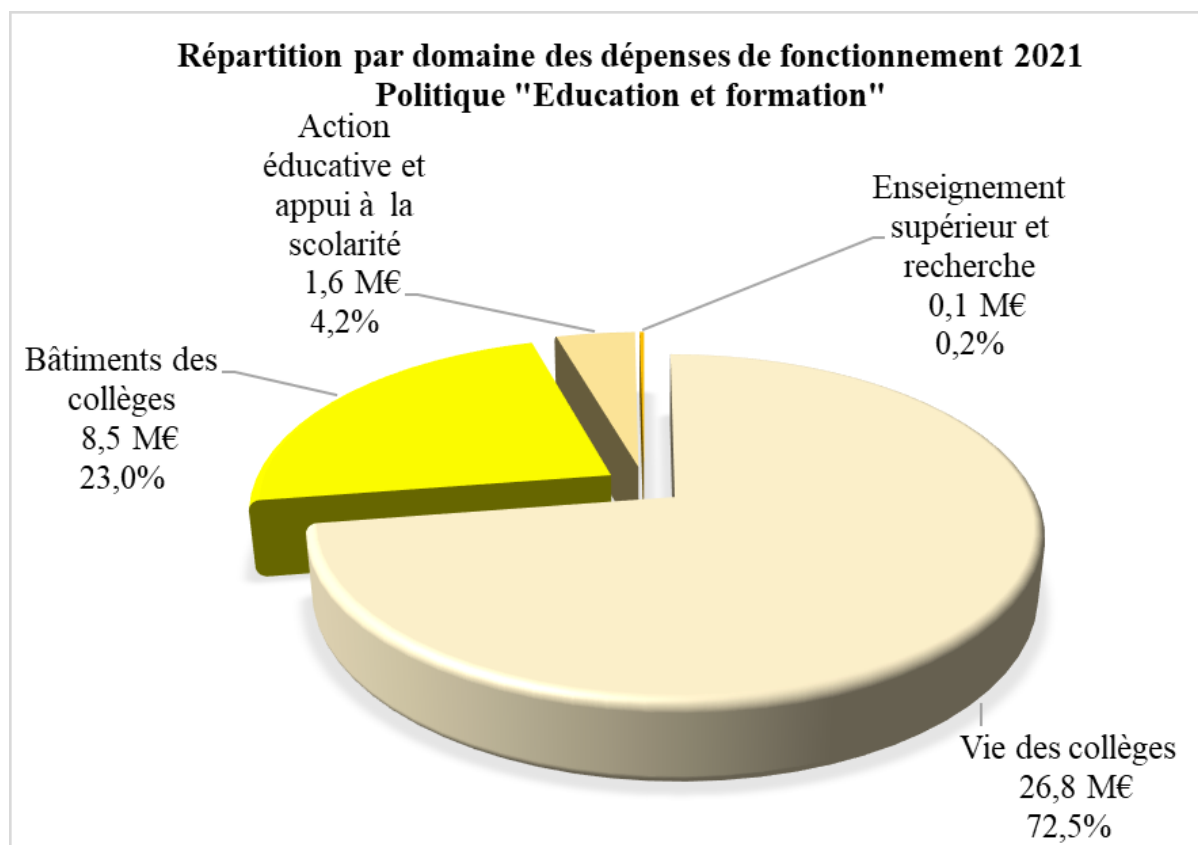


Représentant **68,2 %** des dépenses de cette politique, le « **Développement culturel** » a mobilisé **4,7 M€** en 2021. Une enveloppe de **1,2 M€** a été allouée à Act'Art. Les subventions versées en matière « **d'actions culturelles** » ont représenté **2,2 M€**. Au sein de cette enveloppe, les scènes nationales ont mobilisé **0,5 M€** : la Ferme du Buisson à Noisiel (**0,3 M€**) et le théâtre de Sénart à Lieusaint (**0,2 M€**). « **L'enseignement artistique** » a mobilisé quant à lui, un montant global de **0,8 M€** (réparti entre 153 structures) tandis qu'une enveloppe de **0,16 M€** a permis de soutenir une trentaine de « **compagnies professionnelles** ». Pour un montant de **0,31 M€**, des crédits ont financés 61 « **manifestations culturelles et festivals** ». Pour le reste, les dépenses relevant du domaine développement culturel ont été consacrées principalement aux « **contrats triennaux de développement culturel** » et aux « **anciens combattants** » (**0,1 M€**)

Les actions en faveur du « **Développement de la lecture publique** » (**0,5 M€**) se sont essentiellement traduites par le « **développement de l'offre documentaire** » (**0,3 M€**). A cela, s'ajoute le « **développement culturel** » avec le prix départemental de la nouvelle policière, le contrat territoire lecture et 16 actions culturelles pour la lecture (**0,13 M€**). Enfin, une enveloppe consacrée à diverses animations dans les médiathèques, à des formations ou encore à des éditions a coûté **0,07 M€**.

Les crédits alloués aux autres domaines ont permis de poursuivre la valorisation des collections départementales en matière « **d'Archives** » (**0,2 M€**), en faveur des « **Musées** » (**0,6 M€**) ou de notre « **Patrimoine** » (**0,8 M€** dont **0,4 M€** au titre du château de Blandy-les-Tours).

✚ Politique publique « Education et formation » : 36 958 733 €



L'enveloppe consacrée à la « **Vie des collèges** » représente **72 %** de la politique de **L'EDUCATION ET DE LA FORMATION**, soit un montant global de **26,8 M€**. Au premier rang de ces dépenses, il faut citer la participation du Département aux « **budgets des collèges publics et privés** » (respectivement **19,2 M€** et **5,8 M€** intégrant le forfait d'externat versé aux collèges privés). Au sein de cette enveloppe de **19,2 M€**, le Département soutient les collectivités propriétaires et/ou gestionnaires d'équipements sportifs, en participant aux frais occasionnés par l'utilisation de leurs équipements sportifs par les collégiens. Ainsi, **1,3 M€** ont permis de soutenir 57 collectivités pour les frais engendrés par la mise à disposition de leurs équipements sportifs au profit des collèges, dans le cadre de la pratique de l'EPS et de l'UNSS.

Viennent ensuite, les « **équipements et matériel TICE** » pour un montant global de **1,2 M€** et les dépenses d'équipement et de suppléance des personnels ATTEE (**0,02 M€**).

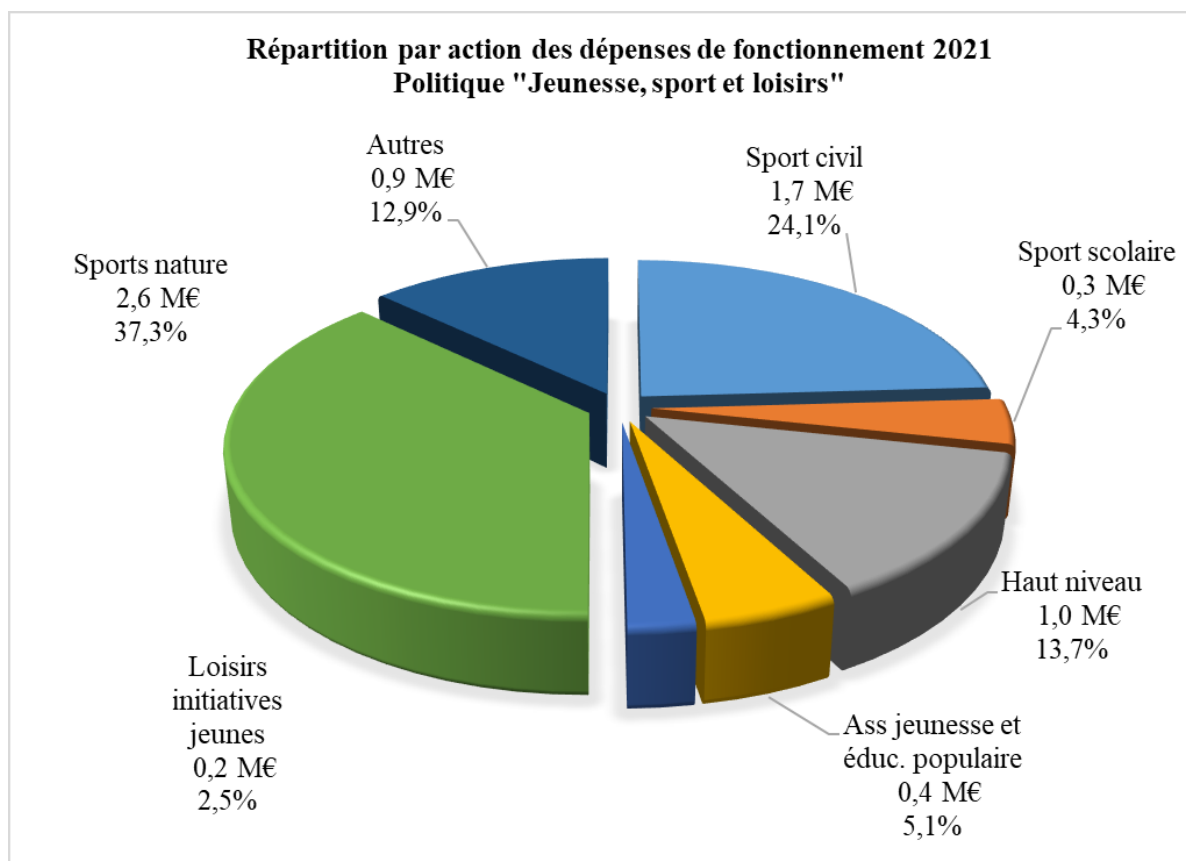
La « **restauration scolaire** » et les « **autres dépenses** » liées à la vie des collèges ont généré chacune **0,3 M€**.

Au sein du domaine « **Bâtiments des collèges** » (**8,5 M€**), « **l'entretien et les grosses réparations** » ont mobilisé une enveloppe de **6,5 M€**. La « **construction, l'extension et la réhabilitation** » des collèges nécessitent **2 M€** pour la location de bâtiments démontables, les dépenses d'assurances et les sinistres.

Les « **Actions éducatives et d'appui à la scolarité** » ont mobilisé **1,6 M€** dont **1,1 M€** en « **aides à la restauration scolaire** ». Il faut y ajouter les aides aux projets éducatifs (**0,4 M€**), notamment les actions d'orientation et de découverte des métiers.

Enfin « **l'Enseignement supérieur et la recherche** » a représenté **0,1M€** en 2021.

🚩 Politique publique « Jeunesse et sport » : 7 021 197 €



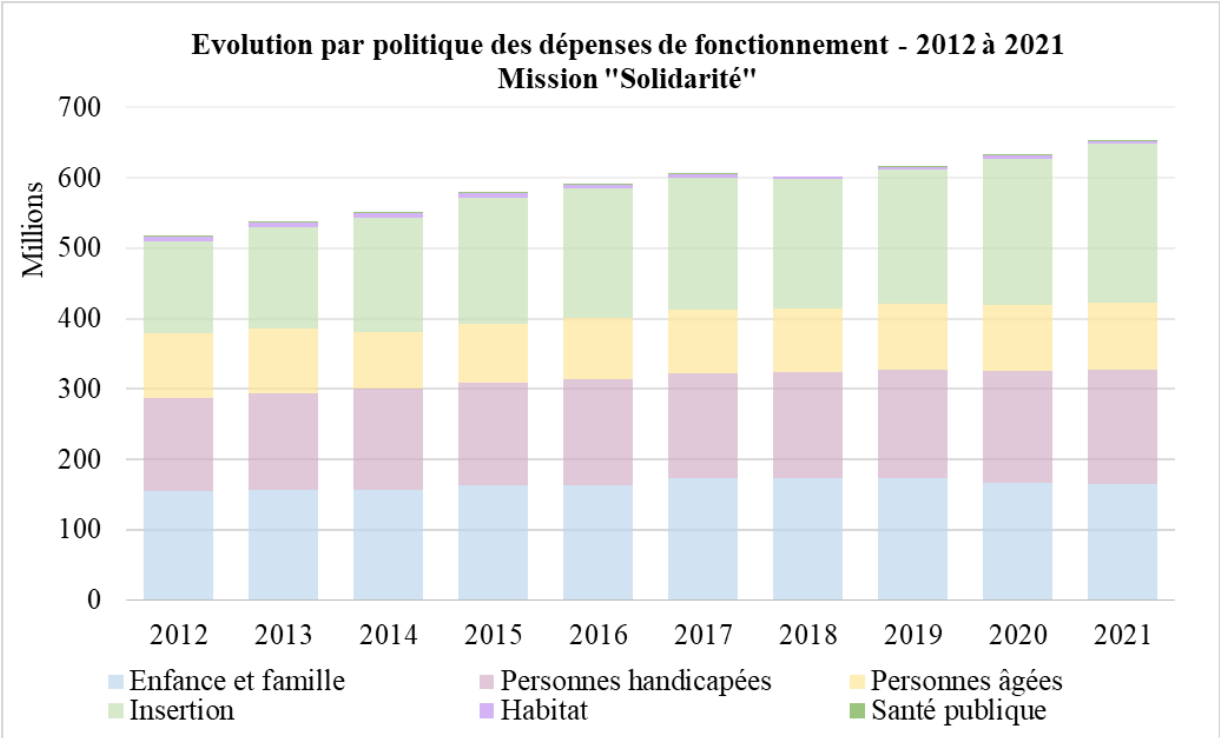
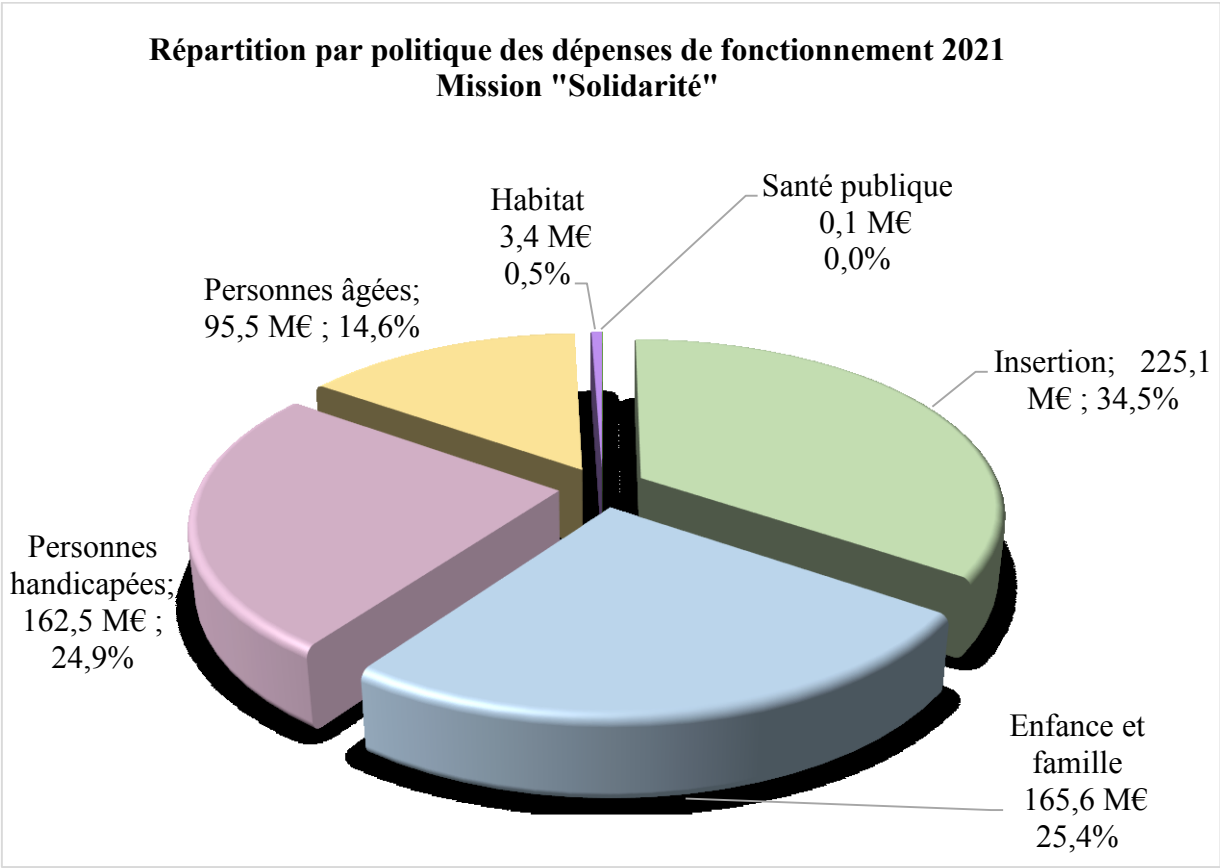
Une part essentielle des dépenses relatives aux « **Activités sportives** » (**6,5 M€**) a concerné le « **soutien au sport civil** » (**1,7 M€**). Sur cette dépense, **0,8 M€** a bénéficié à 683 associations sportives civiles tandis que les aides apportées aux manifestations sportives s'élevaient à **0,2 M€**. Toujours en faveur du sport civil, les écoles multisports (**0,2 M€**) et les comités départementaux et leurs projets sportifs ont été soutenus (**0,4 M€**). Une subvention de **6 K€** a également été versée à la maison des sports. L'aide au « **sport scolaire** » (**0,3 M€**) s'est traduite en dotations au bénéfice de 94 collèges et en subventions pour 128 associations. Parallèlement, le « **sport de haut niveau** » a représenté une dépense de **1 M€**, essentiellement dans le cadre de contrats d'objectifs et d'aides directes à des clubs de très haut niveau. S'y ajoute une enveloppe de **2,6 M€** concernant les « **sports nature** » dont une provision de **1,5 M€** pour couvrir le risque de déficit des Iles de loisirs et **1,1 M€** pour un fonds départemental d'urgence en soutien au gestionnaires des IDL. Enfin, la Rando des 3 châteaux (dépenses engagées avant l'annulation de la manifestation) et les autres événements sportifs ont généré **0,9 M€**.

Les actions du Département en direction de la « **Jeunesse** » (**0,5 M€**) visent à faciliter et soutenir l'autonomie des jeunes.

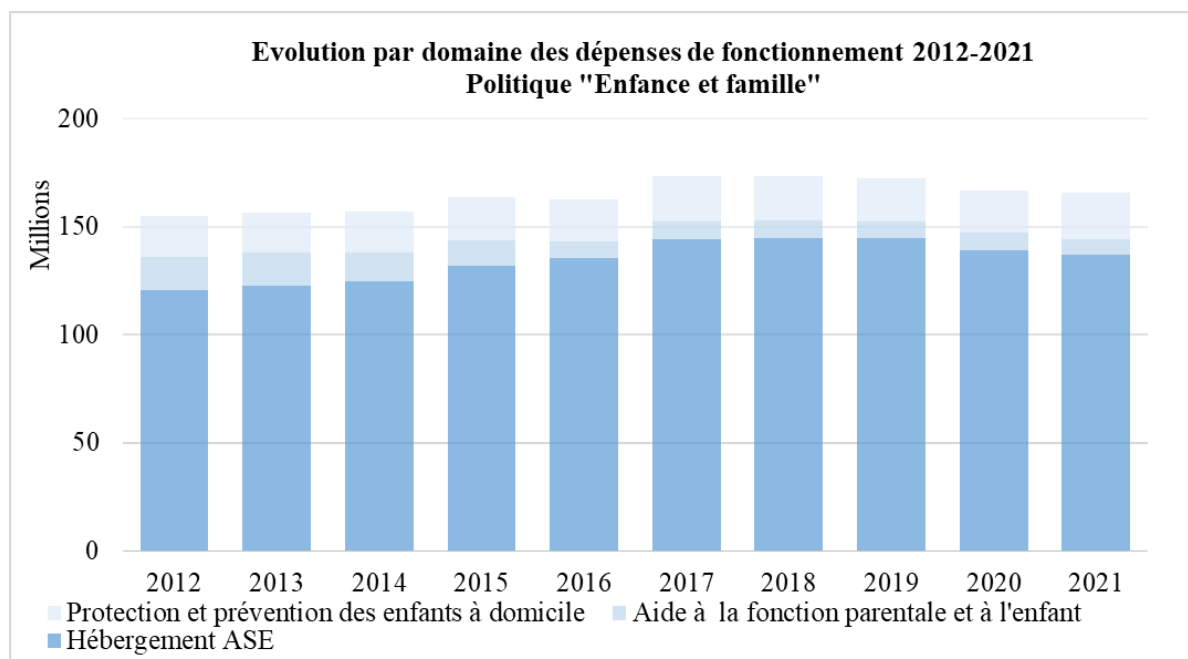
Une première enveloppe a été consacrée aux « **aides aux associations de jeunesse et d'éducation populaire** ». Elle a permis de verser **0,4 M€** à 18 organismes ou fédérations de jeunesse et d'éducation populaire qui ont pour vocation de rassembler et de conseiller les associations et organismes locaux dans les domaines éducatifs, sociaux et culturels.

Ces actions sont complétées par les « **aides aux projets et initiatives jeunes** » (**0,2 M€**) qui ont pour objectif de soutenir les jeunes par le biais de 2 dispositifs : les bourses B.A.F.A. (**0,04 M€**) et le financement de projets jeunes (**0,13 M€**).

MISSION SOLIDARITE
652 318 777 € (58,3 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)



🇫🇷 Politique publique « Enfance et famille » : 165 643 146 €

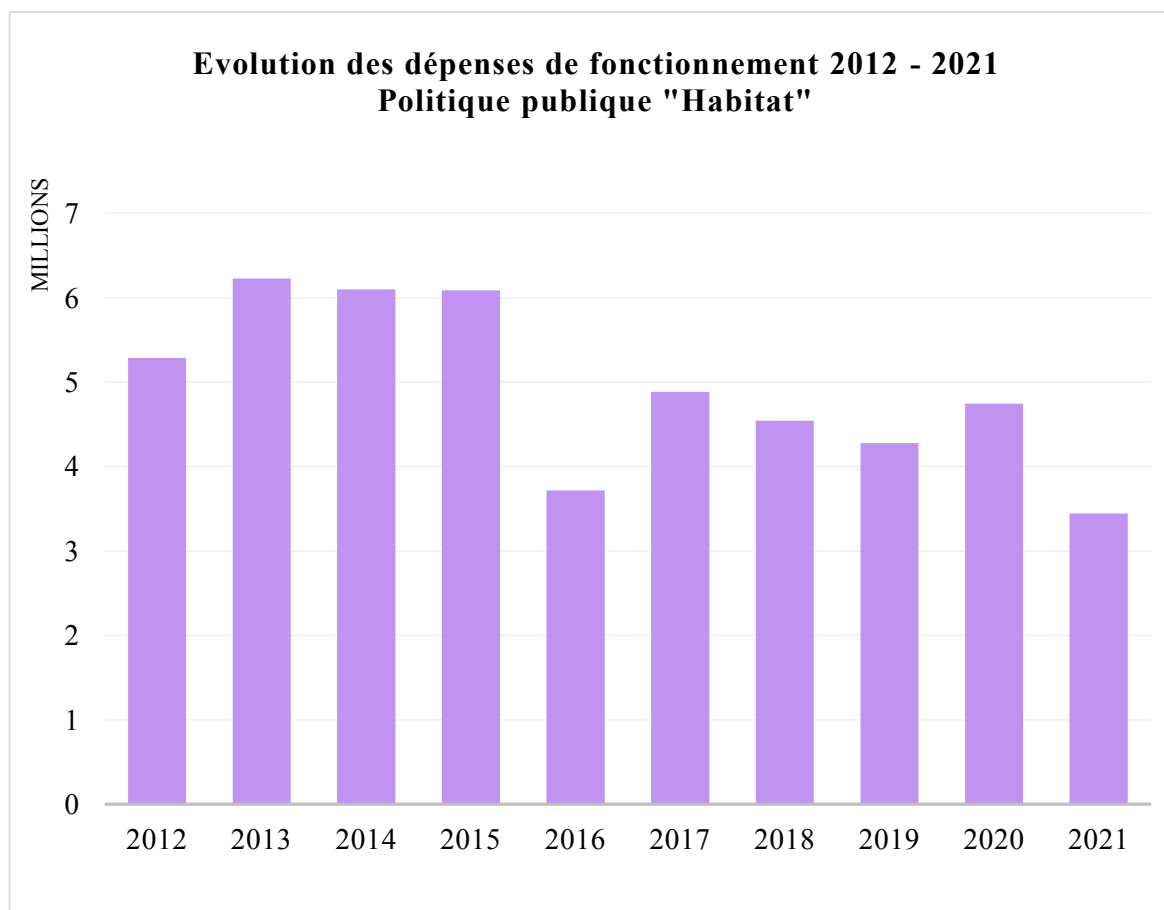


Représentant **82,8 %** des dépenses de cette politique, les « **Frais d'hébergement des enfants** » ont mobilisé **137,1 M€**. Ces frais sont répartis entre « **l'accueil en établissement** » (**96,8 M€**), « **l'accueil familial** » (**35,8 M€**) et les « **prestations en faveur des enfants** » (**4,4 M€**). Sur ce dernier poste on trouve principalement les prestations destinées aux enfants accueillis (**2,6 M€**), les dépenses relatives aux visites médiatisées permettant de maintenir les liens parents-enfants (**1,6 M€**) et des frais divers (**0,2 M€**).

Les dépenses de « **Protection et de prévention des enfants à domicile** » ont représenté **21,4 M€**, dont la « **protection en milieu ouvert** » (**11,1 M€**) qui regroupe les crédits relatifs aux Aides Educatives en Milieu Ouvert (AEMO), Aides Educatives en Milieu Ouvert Renforcées (AEMO R) ainsi que l'allocation « Contrat Autonomie Jeunes Majeurs » (CAJM), et la « **prévention spécialisée** » (**4,6 M€**). A cela s'ajoutent, au titre du soutien et de la prévention en milieu ouvert, l'action éducative à domicile et l'action éducative à domicile renforcée (pour un total de **4,3 M€**) ainsi que les allocations d'aides aux familles pour **0,5 M€** (allocations mensuelles et secours d'urgence), l'évaluation des Mineurs non Accompagnés (**0,8 M€**) et des subventions et participations pour un montant global de **0,06 M€**.

Le dernier domaine de cette politique concerne les « **Aides à la fonction parentale et à l'enfant** ». Ces dépenses d'un montant global de **7,2 M€** se déclinent principalement en subventions pour le « **fonctionnement des modes d'accueil de la petite enfance** » (**4,8 M€**). Par ailleurs, **1,5 M€** a été consacré aux « **actions de PMI** » dont la participation aux dépenses de fonctionnement des centres d'action médico-sociale précoces (**0,9 M€**) et divers produits médicaux (**0,6 M€**). A ce domaine sont rattachés, les frais de « **formation des assistants maternels** » en respect du cadre légal (**0,3 M€**), les participations au fonctionnement des centres de « **planification familiale** » (**0,4 M€**) ainsi que des versements effectués aux associations œuvrant dans le « **soutien à la parentalité** » (**0,2 M€**).

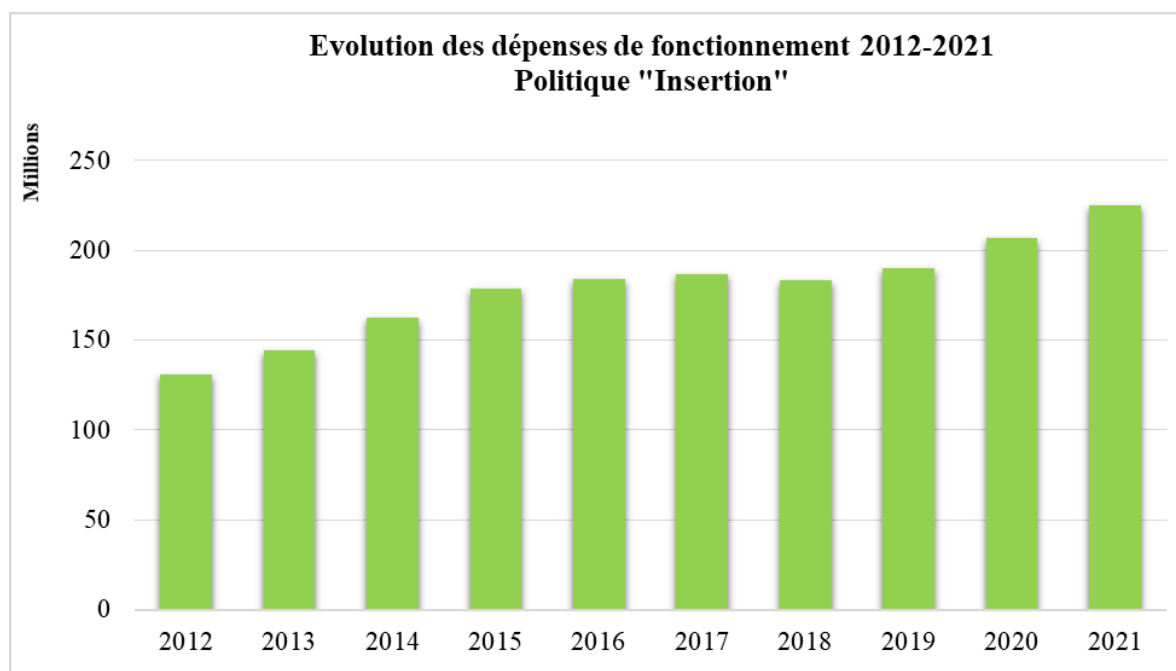
 **Politique publique « Habitat » : 3 443 383 €**



La part essentielle des dépenses liées à l'habitat correspond à la participation du Département au « **fonds de Solidarité Logement** » (**2,2 M€**). Cette dernière permet de financer notamment les aides individuelles sous forme de prêts remboursables ou de secours pour l'accès ou le maintien dans le logement, la résorption des dettes liées aux fluides (eau, gaz, électricité) ainsi que certaines mesures d'accompagnement social.

Les « **autres actions d'insertion par le logement** » (**1,2 M€**) participent au financement des missions de nos partenaires, tels que INITIATIVES77, Relais Jeunes 77, ADIL 77 ou la gestion des aires de grands passages des gens du voyage.

🇫🇷 Politique publique « Insertion » : 225 094 002 €

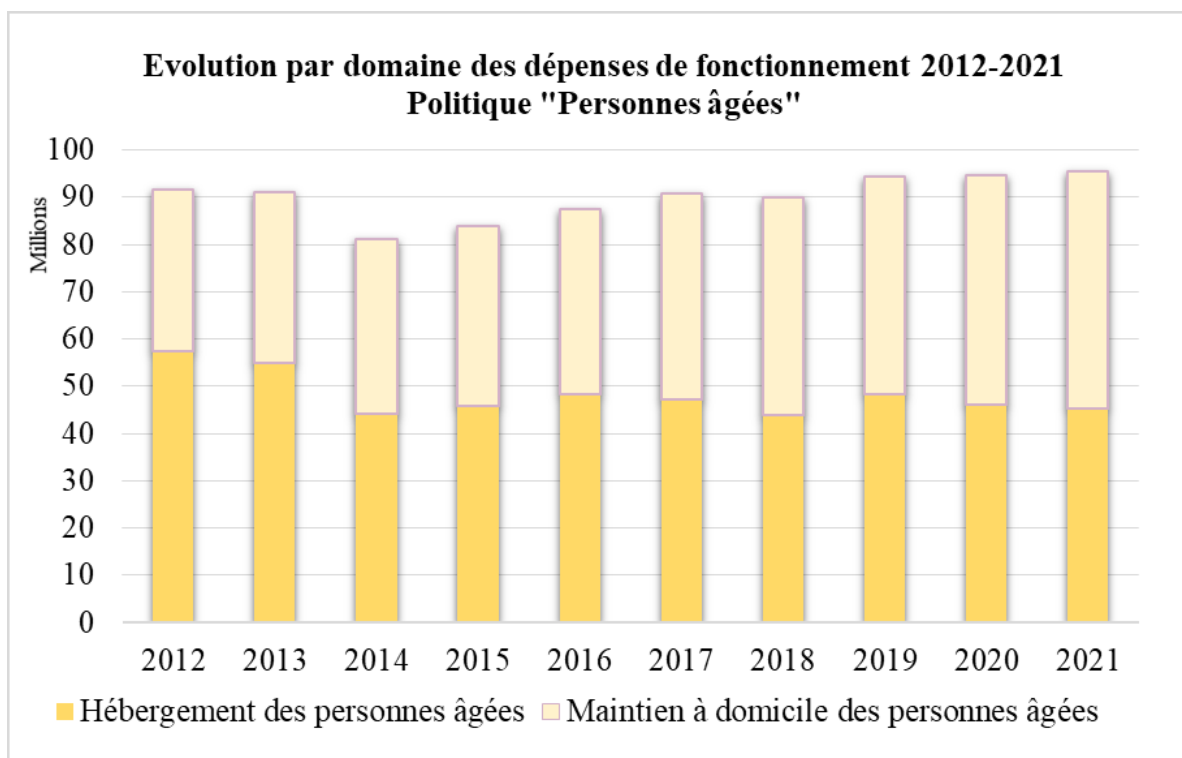


Les allocations RSA représentent **88 %** des dépenses de cette politique et augmentent de **8,3 %** par rapport à 2020 soit un montant réalisé de **199 M€**. A cela s'ajoute une correction technique d'imputation de la provision passée pour couvrir les indus RSA qui nous a contraint à reprendre en recettes le montant de la provision constituée (9 569 109 €) et à inscrire en dépense la provision sur la nature « risques et charges » pour un montant actualisé à **9 095 615 €**.

Toujours au sein du domaine « Dispositif RSA », il faut mentionner trois autres actions : les « **emplois aidés** » (**3,1 M€**), « **l'accompagnement des bénéficiaires du RSA** » pour **2,6 M€** et les mesures « **d'insertion par l'activité économique** » (**2,3 M€**) ou par « **l'emploi** » (**4,8 M€**).

Le domaine des « Autres dispositifs d'insertion » a représenté **4,1 M€** de dépenses en 2021. Il regroupe les fonds d'aide d'urgence (**1,2 M€**), les actions d'insertion sociale et médico-sociale (**1,4 M€** principalement en faveur des secteurs caritatif ou humanitaire) et les dispositifs d'insertion des jeunes (**0,9 M€**). Les dépenses restantes concernent les Plans Locaux d'Insertion pour l'Emploi (**0,4 M€** cofinancés par le FSE), les services en prestations juridiques, accompagnement et soutien (**0,02 M€**) et les dépenses liées au soutien des MDS (**0,09 M€**).

🇫🇷 Politique publique « Personnes âgées » : 95 515 024 €

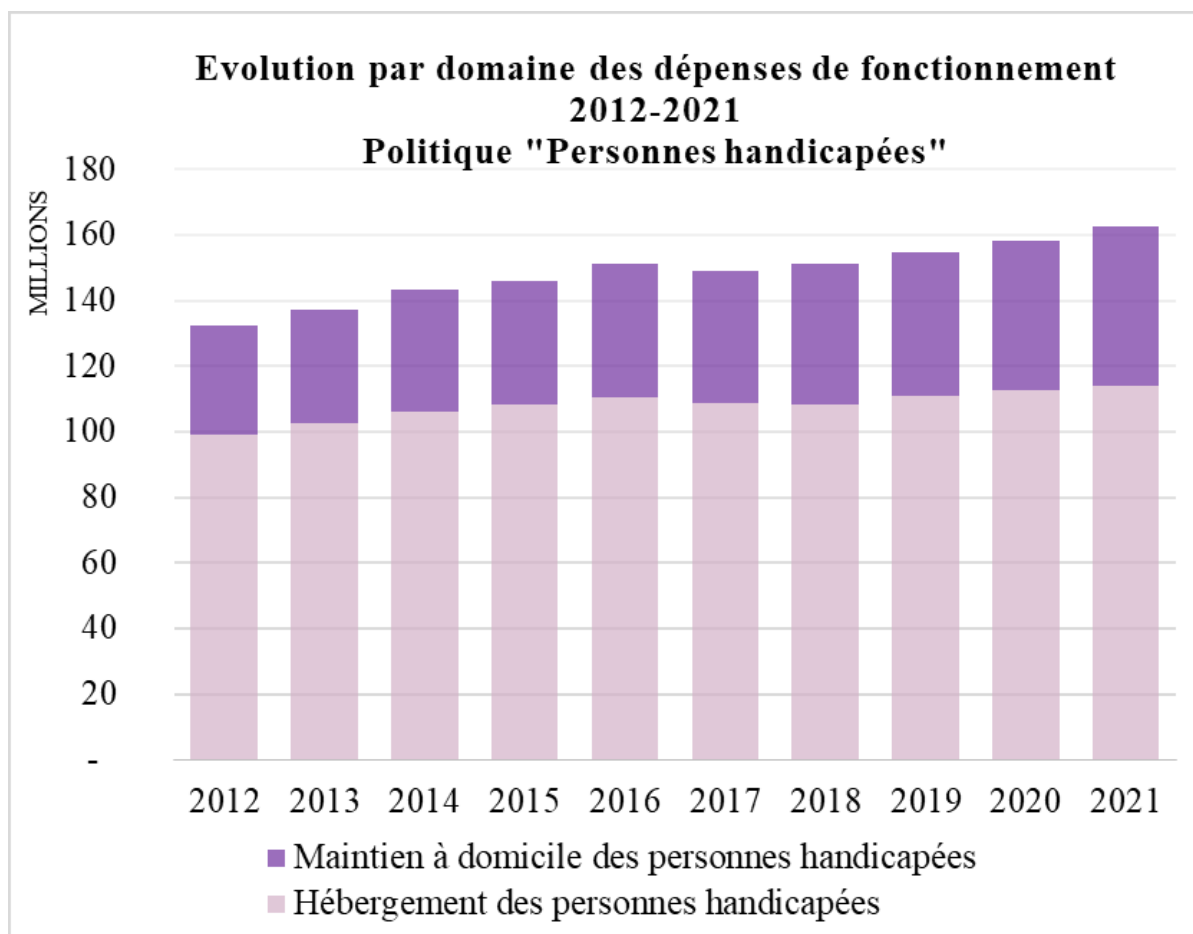


« **L'hébergement des Personnes âgées** » (45,3 M€), se répartit entre les frais d'hébergement proprement dits (20,8 M€) et l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA), versée aux établissements ou aux bénéficiaires (24,5 M€).

Les dépenses liées au « **Maintien à domicile des personnes âgées** » ont représenté 50,2 M€ dont 46,5 M€ destinés à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA).

Par ailleurs, les participations liées aux Pôles Autonomie Territoriaux et aux accords cadre passés avec la CNSA s'élèvent à 3,4 M€ et les actions extra légales menées en faveur des personnes âgées à 0,3 M€.

🇫🇷 Politique publique « Personnes handicapées » : 162 475 945 €



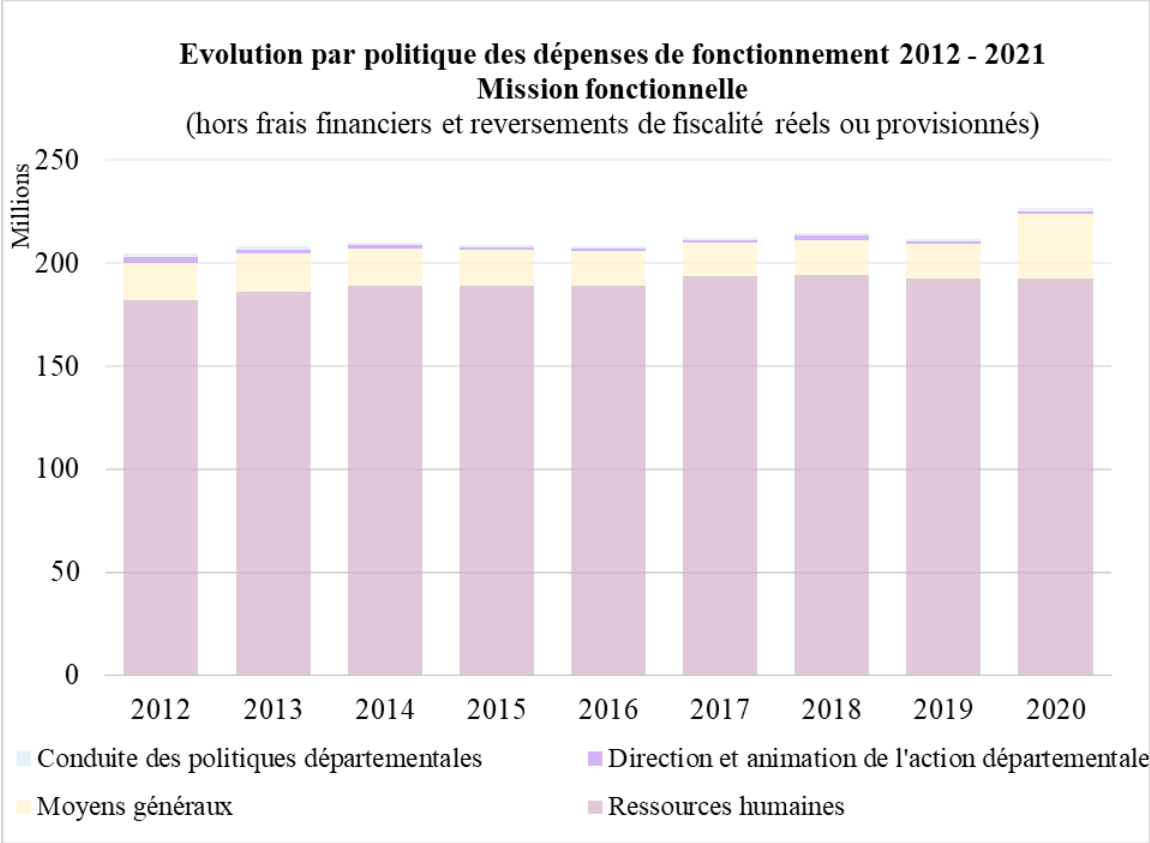
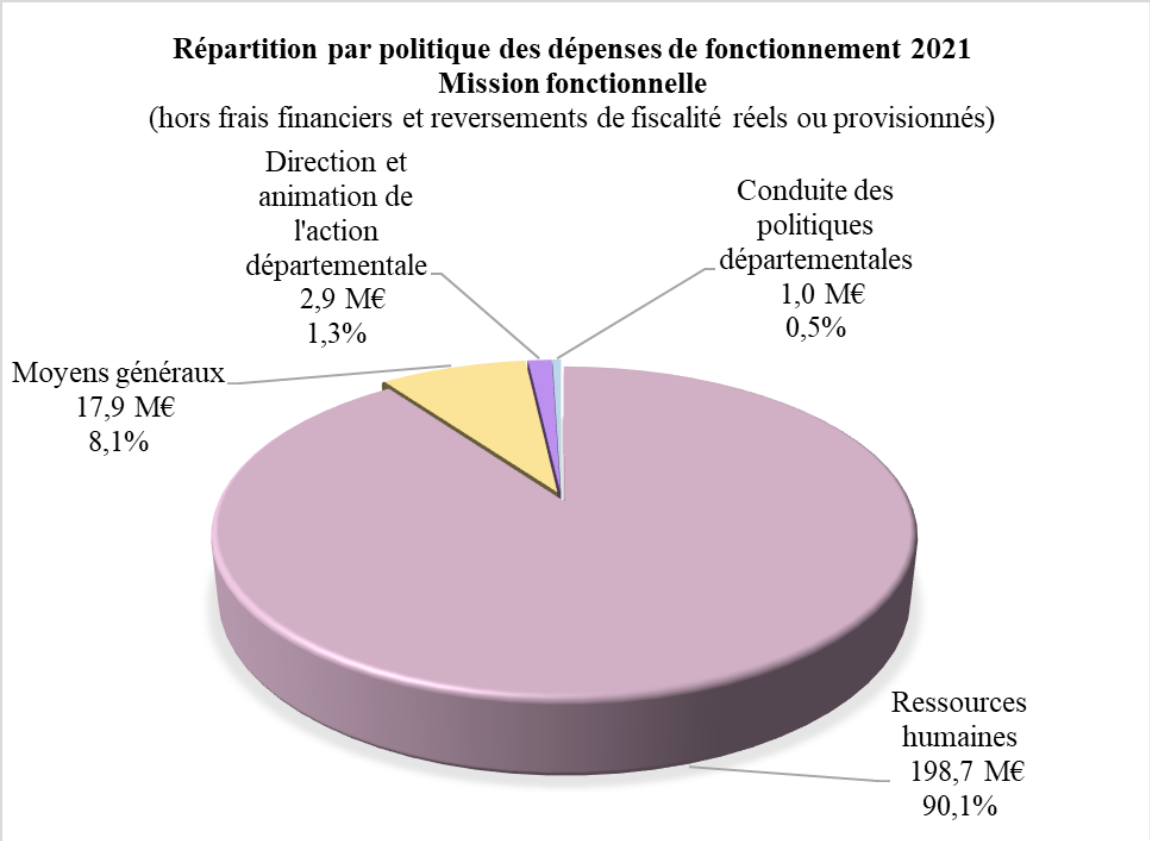
« L'hébergement des personnes handicapées » s'élève à **114,1 M€** dont **102,4 M€** pour les frais liés à l'hébergement proprement dit, **9,2 M€** pour le financement des services d'accompagnement et **1,7 M€** pour les frais liés à la dépendance répartis entre la Prestation de Compensation du Handicap (**1,4 M€**) et l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (**0,3 M€**). « L'accueil familial » a mobilisé, quant à lui, **0,7 M€**.

Les aides au « Maintien à domicile » se sont élevées à **48,4 M€**. La Prestation de Compensation du Handicap (P.C.H.) a représenté **39,6 M€** et l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (A.C.T.P.) **5,4 M€**. La « maison départementale des personnes handicapées (MDPH) » a perçu **3 M€** pour son fonctionnement dont seulement **1,4 M€** compensé par une contribution de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA). Les crédits restants ont permis de financer des « actions extra-légales » (**0,2 M€** par l'intermédiaire de 30 structures) et les aides ménagères (**0,2 M€**).

 **Politique publique « Santé publique » : 147 278 €**

L'action « **démographie médicale** » qui est dédiée à la poursuite des engagements du Département à destination des étudiants par le financement des bourses aux étudiants en professions de santé, et à l'aide au fonctionnement des maisons de santé pluri professionnelles et universitaires, a coûté **147 278 €**.

MISSION FONCTIONNELLE
220 598 471 € (19,7 % des dépenses opérationnelles de fonctionnement)



✚ Politique publique « Conduite des politiques départementales » : 1 042 818 €

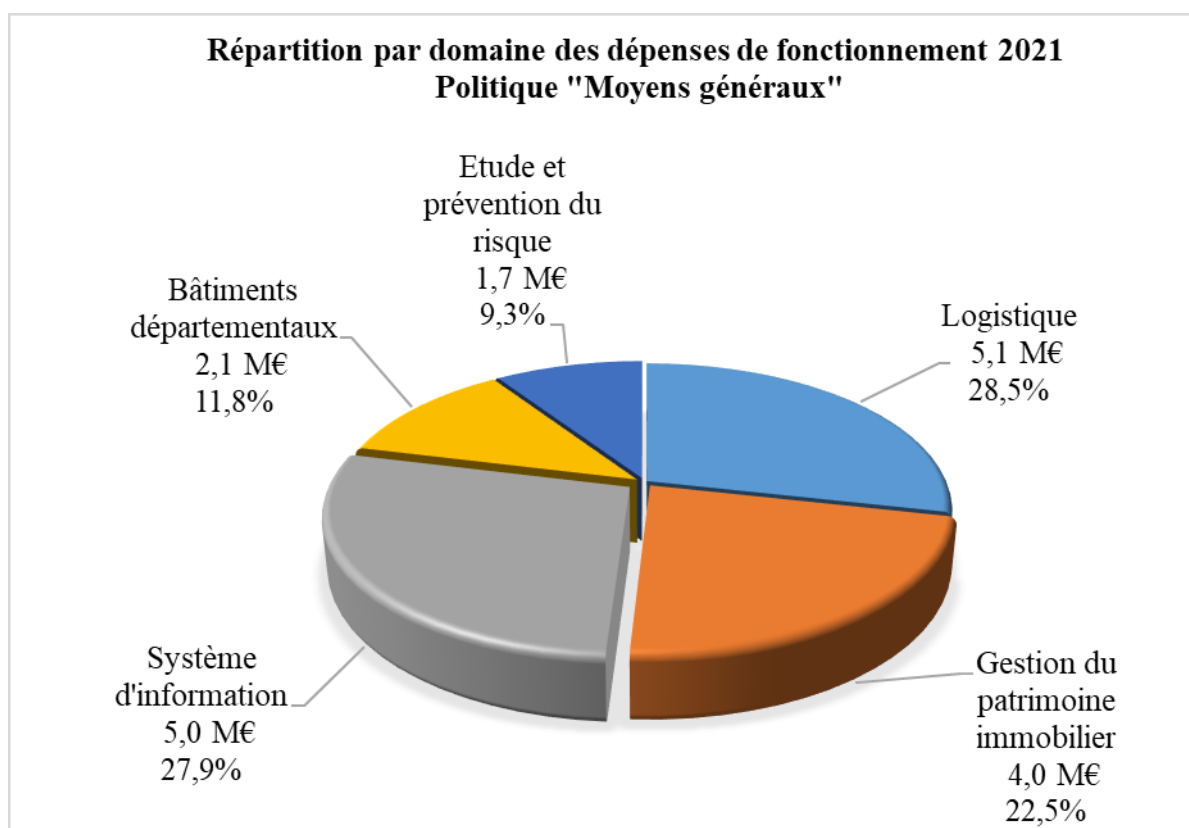
Les dépenses de cette politique concernent principalement le domaine de la « **Communication** » avec une enveloppe consommée de **0,9 M€**. Elle finance d'une part, les éditions de « Seine et Marne Magazine » (**0,5 M€** par an) et d'autres documents d'information locale plus ciblée ainsi que les achats d'espaces dans la presse locale, le fonctionnement du site internet, les relations de presse ou encore la communication interne (**0,4 M€**). D'autre part, l'enveloppe communication prend en charge le versement de 3 subventions (**0,05 M€**).

Sur le domaine « **Présidence et cabinet** » (**0,2 M€**) sont rattachées plusieurs cotisations et subventions à des associations d'élus locaux (Assemblée des Départements de France, Association des Maires de Seine-et-Marne ou Association des maires ruraux de Seine-et-Marne).

✚ Politique publique « Direction et animation de l'action départementale » : 2 919 811 €

La première enveloppe de cette politique concerne l'ensemble des dépenses financières autres que les frais financiers comme les services bancaires et les prestations de conseils (**1,8 M€**). La seconde enveloppe (**0,4 M€**) finance les « **études diverses** » dont la signalétique de certaines opérations de travaux mais aussi les dépenses liées à la « **documentation** » (documentation générale et technique, documentation informatisée, gestion de documents « presse », droits de copiage...). La dernière enveloppe concerne les frais de perception de la Taxe Locale sur la Consommation Finale d'Electricité (**0,2 M€**) et le remboursement des indus TAM (**0,5 M€**).

✚ Politique publique « Moyens généraux » : 17 917 821 €



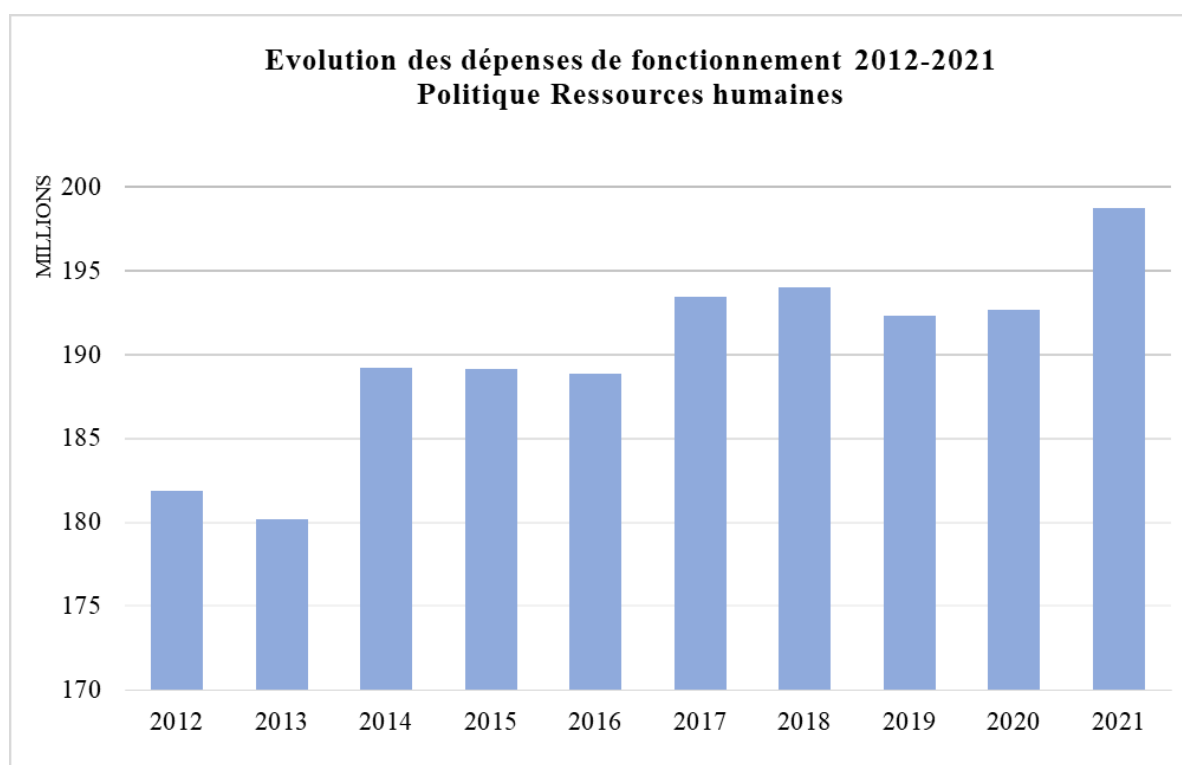
Premier poste de dépense de cette politique, la « **Logistique** » a mobilisé **5,1 M€** pour les fournitures et services divers (**2,3 M€**), l'entretien des locaux (**1,8 M€**), la gestion de la flotte automobile (**0,9 M€**) et le matériel et mobilier (**0,1 M€**).

Deuxième poste, la « **Gestion du patrimoine immobilier** » qui a généré **4 M€** de dépenses principalement sur les fluides (**1,8 M€**), les loyers et charges locatives (**1 M€**), les impôts et taxes foncières (**0,9 M€**) et le gardiennage (**0,3 M€**).

Les « **Systèmes d'information** » ont représenté une dépense de **5 M€** répartie en entretien et maintenance (**1,7 M€**), en frais d'infrastructures téléphoniques (**0,7 M€**) et en prestations et fournitures (**2,6 M€**).

Enfin, il faut mentionner, les « **Etudes et la prévention des risques** », dépenses liées aux primes d'assurance, aux sinistres et aux conseils juridiques qui se sont élevées à **1,7 M€** et les dépenses d'entretien et de réparations des « **Bâtiments départementaux** » d'un montant global de **2,1 M€** (dont **0,6 M€** au titre des bâtiments sociaux, **1,2 M€** pour l'Hôtel du Département et ses annexes et **0,3 M€** pour les Agences Routières Territoriales).

🚦 Politique publique « Ressources humaines » : 198 718 022 €



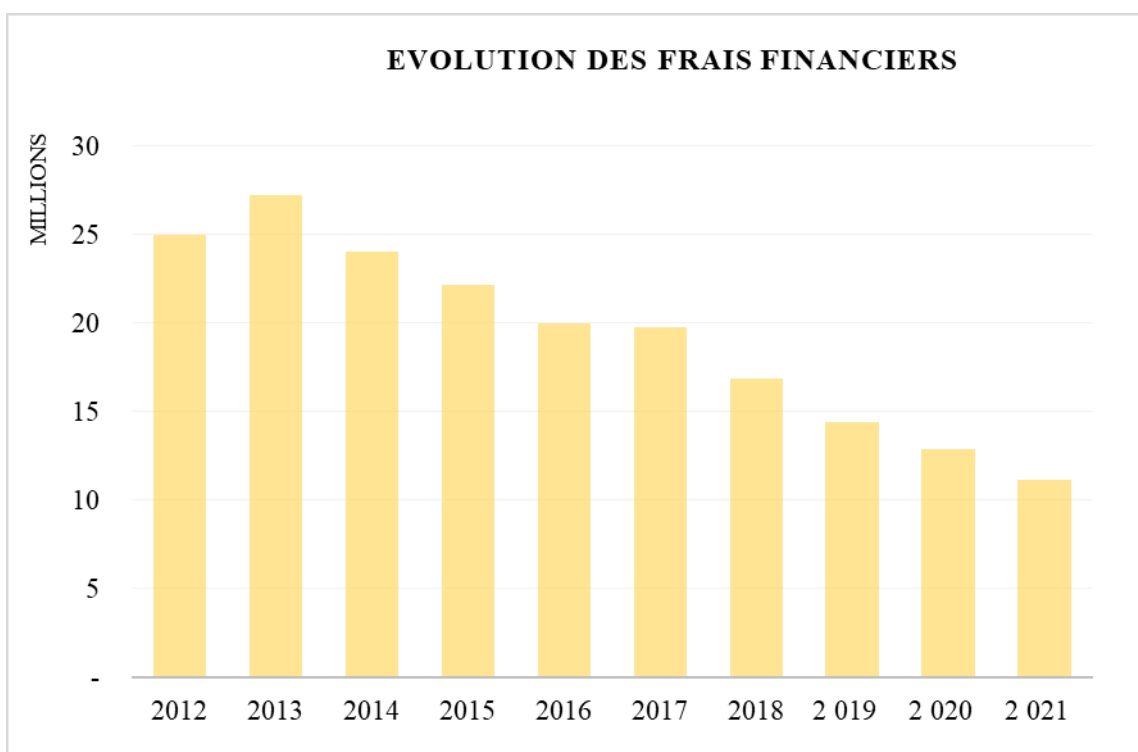
L'ensemble des dépenses de cette politique a augmenté en 2021 (+ **3,1 %** pour atteindre **198,7 M€** dont **94,5 %** concernent la « **masse salariale** »).

La « **masse salariale** » (**187,8 M€**) qui représente près de 95 % de la politique Ressources Humaines, a également augmenté (+ **1,4 %**).

Par ailleurs, une enveloppe de **5,2 M€** a été consacrée aux actions en faveur du personnel : elle finance notamment la subvention au COS (**1,1 M€**) et les prestations sociales (**3,5 M€**). Viennent s'y ajouter les « **frais de formation** » et de « **recrutement** » (respectivement **1,4 M€** et **0,2 M€**) ainsi que les frais liés aux déplacements (**0,6 M€**) et aux assurances (**3,5 M€**).

1-4.A 2 – Les frais financiers et les prélèvements sur les recettes fiscales

🚦 Frais financiers : 11 632 643 €



En 2021, les frais financiers ont représenté une charge de 11,6 M€ pour le Département qui se décompose de la façon suivante :

- les intérêts résultant de la dette à long terme pour **10,9 M€** soit une diminution de - **1,6 M€** par rapport à 2020,
- les charges financières liées aux instruments de couverture ou « swaps » pour **0,6 M€** soit une réduction de **-0,1 M€** due à l'amortissement progressif du capital couvert par ces contrats,
- la diminution des intérêts courus non échus (- **0,5 M€**) qui passent de **4 M€** en 2020 à **3,5 M€** en 2021.

La diminution des frais financiers de **1,2 M€** (hors indemnité de remboursement anticipé, à caractère ponctuel) entre le CA 2020 et le CA 2021 a été rendue possible par le contexte financier de 2021 qui s'est caractérisé par un maintien des taux à un niveau très bas, voire négatifs à court terme.

La gestion active de la dette et de la trésorerie a ainsi permis au Département de bénéficier de ces conditions de marché favorables et de réduire, en conséquence, le montant des frais financiers. Ce résultat reflète également la réduction significative de l'encours de dette à long terme qui a diminué de - 5,5 % entre 2020 et 2021.

Dans un contexte où les taux fixes comme les taux variables évoluent à des niveaux bas, la stratégie portée par le Département en 2021 a consisté à préserver la part de son encours variable (34 % fin 2021) pour bénéficier des niveaux actuels des indices monétaires avec un emprunt à taux variable de 20 M€ auprès de la BEI, tout en renforçant légèrement la part de ses emprunts à taux fixes dans le cadre d'une émission obligataire d'un montant global 10 M€.

En 2021, le taux moyen de la dette long terme du Département après couverture ressort à 1,80 % contre 1,88 % en 2020 et 2 % en 2019.

Prélèvements du fonds national de péréquation des DMTO: 32 691 661 €

Depuis 2020, un seul fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux a remplacé les trois anciens fonds de péréquation basés sur les DMTO : le fonds national de péréquation sur les DMTO (FNPDMTTO) créé en 2011, le fonds de solidarité sur les DMTO (FSDMTTO) créé en 2014 et le fonds de solidarité interdépartemental (FSID) créé en 2019.

Ce fonds est alimenté par deux prélèvements :

- le premier prélèvement est égal à 0,34 % du montant de l'assiette des DMTO de droit commun n-1 de l'ensemble des Départements (et de la Ville de Paris et de la Métropole de Lyon)
- le second prélèvement, d'un montant de 750 M€, concerne les départements dont l'assiette par habitant des DMTO est supérieure à 75 % de l'assiette par habitant de l'ensemble des départements. Ce second prélèvement est réparti en trois tranches. Le montant prélevé au titre de ce second prélèvement ne peut excéder 12 % du produit des DMTO n-1 du Département.

Lorsque le montant total des deux prélèvements est supérieur à 1,6 Mds€, le Comité des finances locales peut décider de mettre en réserve, dans un fonds de garantie départemental des corrections conjoncturelles, tout ou partie de l'excédent.

En 2021, le montant total du prélèvement s'est élevé à 1 658 M€ et le CFL a décidé de mettre en réserve 57,9 M€. Le Département a subi en 2021 un prélèvement de 32,7 M€ en faveur du fonds national de péréquation des droits de mutation (FNPDMTTO) contre 32,4 M€ en 2020. Ce prélèvement est resté presque stable comme le produit des DMTO sur lequel il est basé.

Prélèvement du fonds national de péréquation de la CVAE : 332 659 €

Le Fonds national de péréquation de la CVAE est alimenté par un double prélèvement au titre du niveau de produit par habitant n-1 du Département par rapport à 90 % de la moyenne des Départements d'une part, et de la progression du produit de CVAE n-1 par rapport au produit n-2 comparée à celle de la moyenne des Départements, d'autre part.

Le montant total des prélèvements du fonds national de péréquation de la CVAE s'est élevé en 2021 à 62,1 M€.

Le Département de Seine-et-Marne a contribué en 2021 à hauteur de 0,3 M€ au fonds national de péréquation de la CVAE (FNPCVAE) contre 2,2 M€ en 2020. Ce prélèvement diminue globalement de - 85,0 % par rapport à 2020 en raison d'une évolution du produit de CVAE par habitant moins importante que la moyenne. Le Département voit son prélèvement sur le stock diminuer en 2021 et ne subit pas, contrairement à 2020, un prélèvement sur le flux. Entre 2019 et 2020 le produit de CVAE du Département a augmenté de + 1,9 % contre + 9,5 % en 2019, passant de 90,1 M€ à 91,7 M€.

Le Département n'est pas éligible à un reversement du FNPCVAE en raison du critère du revenu par habitant pris en compte, à hauteur de 60 %, dans l'indice synthétique déterminant l'éligibilité au reversement.

1-4.B – Gestion pluriannuelle en fonctionnement

Les engagements pris en termes d'autorisations d'engagement non réalisées s'élevaient au 31 décembre 2021 à **14,3 M€**. Ce montant reste marginal par rapport au volume des crédits de paiement consommés en 2021 en fonctionnement (moins de 1,2 % des dépenses réelles de fonctionnement du Département).

Missions / Politiques	Montant des Autorisations d'engagement à fin 2021	Réalisations à fin 2021	Reste à financer
Développement territorial	10 358 035	9 940 231	417 805
Protection de l'environnement	3 132 891	2 695 834	437 057
Routes départementales	130 000	84 112	45 888
Sécurité	475 070	394 850	80 219
Transports	4 603 056	3 264 458	1 338 598
Mission aménagement et développement du territoire	18 699 052	16 379 484	2 319 567
Culture et patrimoine	7 439 047	7 439 047	-
Education formation	3 673 241	3 283 304	389 937
Jeunesse, sports et loisirs	38 755	38 755	-
Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	11 151 043	10 761 106	389 937
Habitat	2 001 322	1 989 582	11 740
Insertion	120 827 464	110 498 098	10 329 365
Personnes âgées	1 420 601	328 291	1 092 310
Mission solidarité	124 249 386	112 815 971	11 433 416
Direction et animation de l'action départementale	834 689	834 689	-
Moyens généraux	400 000	200 000	200 000
Mission fonctionnelle	1 234 689	1 034 689	200 000
Total général	155 334 170	140 991 250	14 342 919

Ce faible montant en engagements pluriannuels en fonctionnement est la conséquence d'un recours restreint à la procédure des autorisations d'engagement en fonctionnement, presque toutes les dépenses ayant un caractère annuel. Le recours aux AE est réservé aux seuls engagements dont l'exécution excède très largement l'exercice budgétaire, au-delà du simple glissement d'exécution.

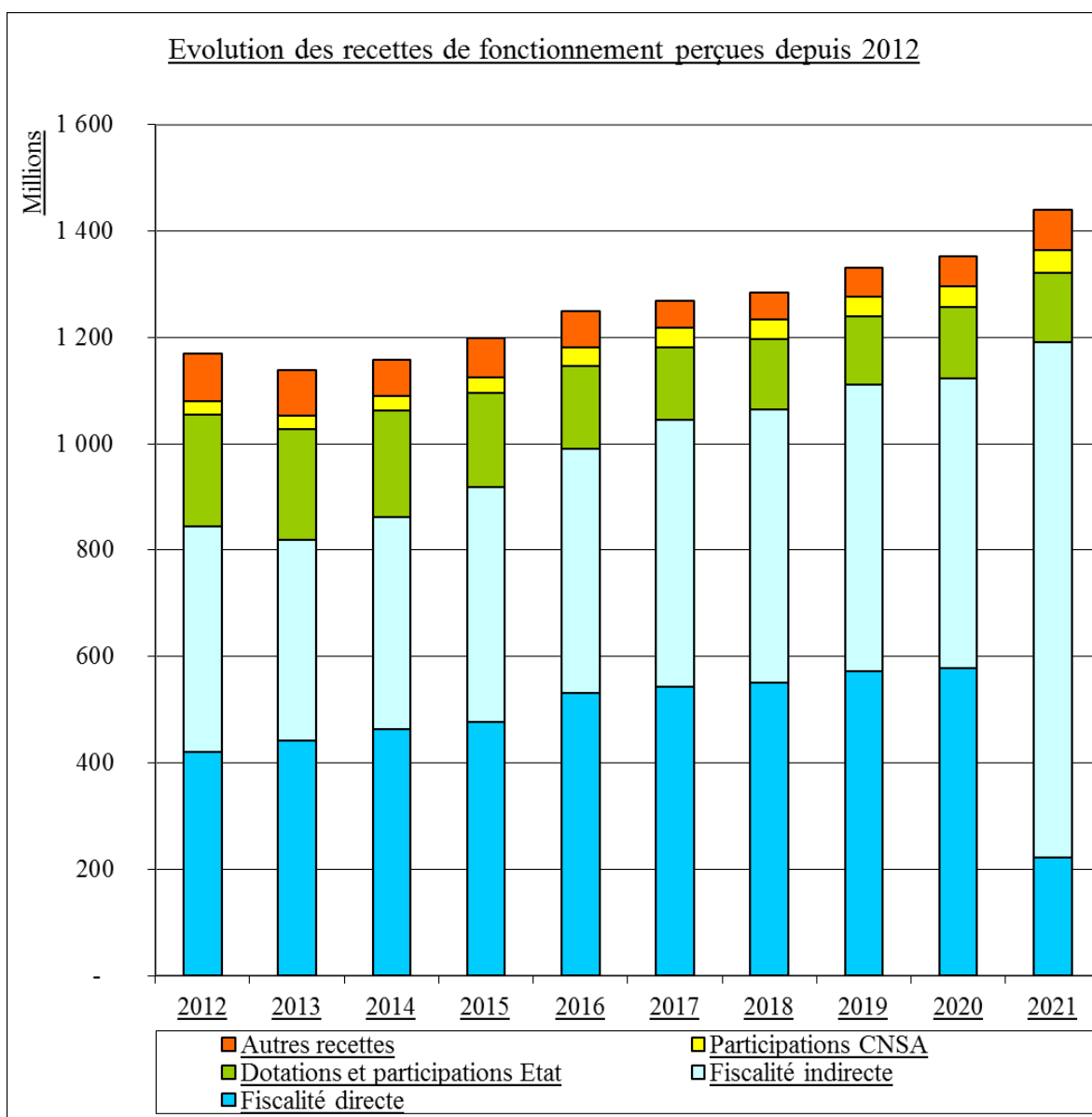
Il concerne principalement le domaine de l'insertion (**10,3 M€**) avec des programmes de formation qui dépassent, lorsqu'ils sont engagés, le cadre de l'année civile. Dans le domaine des transports, il s'agit essentiellement des dépenses relatives au TZEN 2.

1-4.C – Les recettes de fonctionnement

S'agissant des recettes propres à chaque exercice (c'est-à-dire hors excédents antérieurs reportés), leur montant s'élève à **1 439,9 M€** au CA 2021 contre **1 352,4 M€** en 2020, soit une augmentation de **+ 6,5 %**.

Les principales recettes se ventilent de la façon suivante :

Nature de recettes	CA 2020	Crédits inscrits 2021	CA 2021	Taux de réalisation	% évol
Taxe foncière sur les propriétés bâties	357 351 530	0	728 876	NS	-99,8%
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	91 767 149	91 150 989	91 150 989	100,0%	-0,7%
Reversement part régionale CVAE	85 671 811	85 671 811	85 671 811	100,0%	0,0%
Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	3 502 319	3 423 749	3 623 088	105,8%	3,4%
Fonds national de garantie individuelle des ressources	17 925 606	17 925 606	17 925 606	100,0%	0,0%
Reversement du Fonds de solidarité des Départements de la Région IDF	9 724 767	9 574 965	9 574 965	100,0%	-1,5%
Frais de gestion de la Taxe foncière sur les propriétés bâties	12 403 724	12 984 702	12 984 702	100,0%	4,7%
Fiscalité directe	578 346 906	220 731 822	221 660 037	100,4%	-61,7%
Droits de mutation à titre onéreux	279 790 573	310 000 000	339 673 671	109,6%	21,4%
Reversement du Fonds national de péréquation des DMTO	17 736 053	15 326 359	15 326 359	100,0%	-13,6%
Reversement du Fonds de solidarité sur les DMTO	0	0	0	NS	NS
Taxe d'aménagement	17 282 490	17 000 000	17 290 451	101,7%	0,0%
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	137 954 296	151 774 316	144 382 630	95,1%	4,7%
Taxe départementale sur la consommation finale d'électricité	13 877 142	14 000 000	14 572 167	104,1%	5,0%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques	73 943 155	63 099 102	75 319 249	119,4%	1,9%
Redevances des mines	2 689 011	2 700 000	2 337 269	86,6%	-13,1%
Taxe additionnelle à la taxe de séjour	958 884	350 000	140 659	40,2%	-85,3%
Fraction compensatoire de la TFPB	0	359 743 626	359 743 626	NS	NS
Fiscalité indirecte	544 231 605	933 993 403	968 786 081	103,7%	78,0%
Dotation globale de fonctionnement	89 823 504	90 789 518	90 789 518	100,0%	1,1%
Allocations compensatrices	22 428 417	21 780 913	21 864 005	100,4%	-2,5%
<i>dont Dotation de compensation de la réforme de la Taxe professionnelle</i>	<i>18 894 120</i>	<i>18 791 779</i>		<i>0,0%</i>	<i>-100,0%</i>
Dotation générale de décentralisation	4 120 007	4 120 007	4 120 007	100,0%	0,0%
Fonds de mobilisation départemental pour l'insertion	8 889 256	8 700 000	9 059 778	104,1%	1,9%
FCTVA (Part.fonc.)	1 513 054	1 500 000	1 472 878	98,2%	-2,7%
Autres participations de l'Etat	7 872 373	8 677 635	3 765 466	43,4%	-52,2%
<i>sous-total Etat</i>	<i>134 646 611</i>	<i>135 568 073</i>	<i>131 071 652</i>	<i>96,7%</i>	<i>-2,7%</i>
Participation versée au titre de l'APA 1	24 639 294	17 350 000	17 928 000	103,3%	-27,2%
Participation versée au titre de l'APA 2	1 553 805	5 200 000	11 907 886	229,0%	666,4%
Participation versée au titre de la PCH	12 319 033	10 800 000	12 782 895	118,4%	3,8%
Participation versée au titre de la MDPH	0	0	0	NS	NS
<i>sous-total CNSA</i>	<i>38 512 132</i>	<i>33 350 000</i>	<i>42 618 780</i>	<i>127,8%</i>	<i>10,7%</i>
Autres participations	29 594 818	44 050 456	37 707 710	85,6%	27,4%
Dotations et participations	202 753 561	212 968 529	211 398 142	99,3%	4,3%
Produits du domaine et gestion courante	5 087 895	6 577 149	5 108 839	77,7%	0,4%
Recouvrts dép. aide sociale et indus	10 416 823	10 020 100	12 087 077	120,6%	16,0%
Produits financiers	313 981	523 881	667 763	127,5%	112,7%
Produits exceptionnels	10 709 250	5 177 828	6 388 093	123,4%	-40,3%
Reprises sur provisions	500 000	13 857 014	13 857 014	100,0%	2671,4%
Autres recettes	27 027 949	36 155 972	38 108 785	105,4%	41,0%
Total Recettes de fonctionnement	1 352 360 020	1 403 849 725	1 439 953 046	102,6%	6,5%



L'année 2021 est marquée par la mise en œuvre de la réforme fiscale suite à la suppression de la taxe professionnelle sur les habitations principales.

Pour les Départements, cette dernière réforme fiscale s'est traduite en 2021 par la perte de sa part de taxe foncière sur les propriétés bâties et son remplacement par une fraction de taxe sur la valeur ajoutée des entreprises.

Les recettes réelles de fonctionnement présentent entre 2020 et 2021 une hausse globale de **87,6 M€**. Cette hausse est portée pour l'essentiel par l'augmentation entre 2020 et 2021 de + 59,9 M€ du produit des droits de mutation (+ 21,4 %), de + 6,4 M€ du produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance et s'y ajoutent + 13,4 M€ de reprises sur provisions et + 4,1 M€ de recettes de la CNSA.

Les **produits de la fiscalité directe** ont diminué en 2021 de **- 61,7 %** par rapport à 2020, passant de **578,3M€** à **221,7 M€**.

La diminution du poste « fiscalité directe » est la conséquence directe de la réforme fiscale supprimant la taxe professionnelle sur les résidences principales. Cette réforme s'est traduite pour le Département par la perte de sa part de Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) au profit des communes et son remplacement par une fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Pour rappel, le transfert de la part départementale de TFPB a fait perdre au Département :

- son pouvoir de taux,
- le lien fiscal avec son territoire : la TFPB était une recette dynamique et représentative du développement du territoire et de la croissance de la population au profit d'une recette moins dynamique et déconnectée du territoire ;
- une recette pérenne et prévisible au profit d'une recette sensible à la conjoncture économique s'inscrivant dans un panier de ressources moins dynamique et plus volatil qu'en 2010, date de mise en œuvre de la précédente réforme fiscale (suppression de la taxe professionnelle). La croissance des bases générait un produit moyen de plus de 9 M€ par an sans augmentation du taux.

Le Département de Seine-et-Marne fait partie des 15 Départements les plus perdants dans cette réforme compte tenu notamment du dynamisme de ses bases.

Les rôles supplémentaires de taxe foncière sur les propriétés bâties se sont élevés à **0,7 M€** en 2021 contre 0,5 M€ en 2020.

Le produit de la **Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)** a enregistré une légère baisse de - 0,7 % par rapport à 2020. Il s'élève ainsi en 2021 au montant de **91,2 M€** contre 91,8 M€ en 2020. La crise économique 2020, générée par la pandémie, a eu peu d'impact sur le montant de CVAE perçu en 2021 en raison de ses modalités de versement. Le produit de CVAE 2021 correspond au produit de CVAE acquitté en 2020 par les entreprises (soit le solde de CVAE 2019 et deux acomptes pour la CVAE 2020 calculés sur la base de la CVAE définitive 2019). Cette faible baisse en 2021 est le signe d'un faible recours à la modulation des acomptes par les entreprises en 2020.

La Loi de finances pour 2016 a réduit la part départementale de la CVAE de 48,5 % à 23,5 %, celle des Régions passant de 25 % à 50 % à compter de 2017. Cette nouvelle répartition de la CVAE entre Régions et Départements vise à compenser aux Régions les charges nouvelles résultant du transfert de compétences en matière de transports interurbains routiers de voyageurs et de transports scolaires opéré par l'article 15 de la Loi NOTRe du 7 août 2015. En Île-de-France, ces compétences relevaient déjà de l'échelon régional à travers le Syndicat des transports d'Île-de-France (STIF), en application des dispositions de l'ordonnance du 7 janvier 1959, modifiée, relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France. La Région Île-de-France doit par conséquent reverser au Département de Seine-et-Marne une attribution de compensation financière égale à 51,5 % (25/48,5èmes) du montant de la cotisation sur la valeur ajoutée perçue par le Département en 2016 et ce montant est figé dans le temps selon les termes de la Loi de finances pour 2016. Le Département perd ainsi le dynamisme de cette part de taxe au profit de la Région évalué en cumulé à - 38,6 M€ sur la période 2017 - 2021.

La Loi de finances pour 2021 a supprimé, à compter de 2021, la part régionale de la CVAE (50 % de la CVAE) et l'a remplacé pour les Régions par une part de TVA égale à la CVAE 2020. Les parts de CVAE du bloc communal et des Départements ont été réajustées en conséquence (53 % pour le bloc communal et 47 % pour les Départements) mais le reversement de la Région au Département n'a pas été modifié.

Le reversement de la part de CVAE transférée à la Région s'est ainsi élevé à **85,7 M€** en 2021.

Le rendement de l'**Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau (IFER)** s'est élevé à **3,7 M€** en 2021 enregistrant une progression de + 4,7 %. Cet impôt concerne essentiellement les centrales électriques et les stations radio- électriques.

Comptabilisé dans une subdivision de la fiscalité directe (puisqu'il est alimenté par un prélèvement sur les produits fiscaux des collectivités locales qui ont bénéficié d'un gain dans le cadre de la réforme de 2010), le **Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR)** s'est élevé au montant désormais figé de **17,9 M€**.

Créé à compter de 2014, le fonds de solidarité des Départements de la Région Ile-de-France dispose d'un montant global de 60 M€. Son fonctionnement repose sur un indice synthétique de ressources et de charges. Bénéficiaire du **Fonds de solidarité des Départements de la**

Région Ile-de-France (FSDRIF), le Département de Seine-et-Marne a reçu une attribution d'un montant de **9,6 M€** en 2021.

En vue d'un meilleur financement des allocations individuelles de solidarité, les Départements se sont vus transférer à compter de 2014 le produit des frais de gestion de la TFPB. Ce produit (1 031 M€ en 2021), est réparti entre les Départements en deux parts, l'une de 70 % sur la base des restes à charge des Départements au titre des trois AIS et l'autre de 30 % en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges. Le produit de ces deux parts est ensuite pondéré par le revenu par habitant.

Le **versement du produit des frais de gestion de la TFPB** au Département de Seine-et-Marne s'est élevé en 2021 à **13,0 M€** enregistrant une hausse de + 4,7 % par rapport à 2020.

Les **recettes de fiscalité indirecte** ont augmenté en 2021 de **+ 78,0 %** par rapport à 2020 passant de **544,2 M€** à **968,8 M€**. Cette forte croissance est la conséquence de la réforme fiscale supprimant la taxe d'habitation.

A compter de 2021, la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) est remplacée par une fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Cette fraction est égale pour 2021 au produit de la TFPB 2020 augmenté de la moyenne annuelle du produit des rôles supplémentaires de TFPB émis en 2018, 2019 et 2020 ainsi que des compensations d'exonération de TFPB 2020. Si la crise économique n'a pas eu d'incidence sur la compensation des Départements en 2021, la réforme fiscale fait perdre aux Départements une année de dynamique de taxe foncière sur les propriétés bâties qu'il aurait perçue sans la réforme et malgré la crise économique et sanitaire actuelle. La **fraction de taxe sur la valeur ajoutée (TVA)** du Département s'est élevée à **359,7 M€** en 2021.

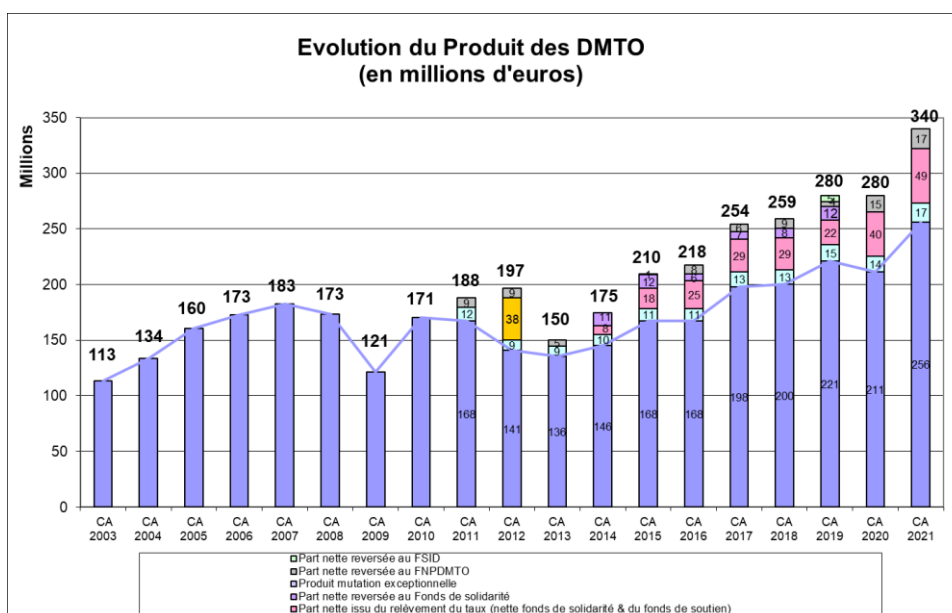
En complément du transfert du produit des frais de gestion de la TFPB pour permettre aux Départements de financer leur reste à charge sur les allocations individuelles de solidarité, l'Etat les a autorisés à relever le taux plafond des droits de mutation à compter 1^{er} mars 2014 de 3,80 % à 4,50 %. Par une délibération du 13 janvier 2014, le Département a adopté l'augmentation du taux des DMTO à 4,50 % pour les actes passés et les conventions conclues à compter du 1^{er} mars 2014 en Seine-et-Marne.

Le produit des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO) a augmenté de + 21,4 % en 2021 passant de 279,8 M€ à **339,7 M€**.

Pour comparer le produit des DMTO depuis 2003, le produit 2021 doit être corrigé :

- de la part Etat transférée pour compenser une partie de la suppression de la taxe professionnelle (évaluée à 16,9 M€),
- du produit issu de la hausse du taux (évalué à 49,0 M€),
- de la contribution nette au fonds national de péréquation des DMTO (17,4 M€),

Le graphique ci-dessous illustre ainsi l'évolution réelle du produit des droits de mutation depuis 2003.



Le graphique ci-dessus montre qu'à périmètre constant, excepté en 2012 avec le produit lié à la mutation exceptionnelle Disney, le produit net de DMTO du Département a dépassé le produit atteint avant le début de la crise pour la première fois en 2017 et s'est confirmé les années suivantes. Ainsi, en 2007 **183 M€** avaient été encaissés et à périmètre constant ce produit a été de **256 M€** en 2021.

Sur proposition de l'ADF, la péréquation horizontale sur les DMTO a été réformée en Loi de finances pour 2020. Depuis 2020, le fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux a remplacé les trois fonds de péréquation existants basés sur les DMTO : le fonds national de péréquation sur les DMTO (FNPDMTO) créée en 2011, le fonds de solidarité sur les DMTO (FSDMTO) créé en 2014 et le fonds de solidarité interdépartemental (FSID) créé en 2019.

Les ressources du fonds de péréquation sont réparties en trois enveloppes :

- la première enveloppe, égale à 250 M€, est répartie entre les Départements selon les mêmes modalités que celle du FSID actuel
- la deuxième enveloppe, égale à 52 % du solde, est répartie entre les Départements selon des modalités analogues à celles du FNPDMTO.
- la troisième enveloppe, égale à 48 % du solde, est répartie entre les Départements selon les mêmes modalités que celle du FSDMTO.

Avec une mise en réserve de 57,9 M€ décidée par le Comité des finances locales, le montant total mis en répartition en 2021 s'est élevé à 1,6 Md€.

Pour le Département de Seine-et-Marne, le **versement du fonds national de péréquation des droits de mutation** a atteint un montant de **15,3 M€** en 2021 contre 17,7 M€ en 2020. Le Département a bénéficié d'une attribution en raison de son potentiel financier par habitant inférieur au potentiel financier moyen des Départements. Parallèlement, le Département a contribué au fonds de péréquation des droits de mutation à hauteur de **32,7 M€** ce qui aboutit à une contribution nette du Département au fonds de **17,4 M€** en 2021.

Instituée en remplacement de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et la Taxe destinée au financement des CAUE (TDCAUE) depuis le 1^{er} mars 2012, le produit de la **Taxe d'aménagement (TA)** s'élève à **17,3 M€** en 2021 comme en 2020.

Conformément à la répartition du taux adoptée par l'Assemblée départementale entre la politique des espaces naturels sensibles et le financement du CAUE, 0,2 % du taux voté de 2,2 % de la taxe d'aménagement est reversé au CAUE au cours de l'exercice d'encaissement.

La Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance (TSCA) destinée à couvrir, d'une part, les charges relatives au SDIS et, d'autre part, les transferts de compétences intervenus en 2004, s'élève pour chacune de ces parts respectivement à **23,8 M€** (+ 3,5 % par rapport à 2020), et à **57,7 M€** en 2021 (+ 3,5 % par rapport à 2020).

Depuis 2011, la TSCA comprend également une nouvelle part accordée dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale pour compenser, en partie, la suppression de la taxe professionnelle. Cette part a atteint en 2021 le montant de **62,9 M€** enregistrant une hausse de **+ 6,2 %** par rapport à 2020. Au total, le produit 2021 de la TSCA a été de **144,4 M€**.

La TSCA s'étant révélée insuffisante à couvrir l'intégralité des charges induites par les transferts de compétences intervenus en 2004, une part complémentaire de TICPE est affectée aux Départements depuis 2008. Cette part s'est élevée à **12,2 M€** en 2021 (+ 12,7% par rapport à 2020) et porte la compensation des transferts de compétences de 2004 à **70,0 M€** (+ 5,0 % par rapport à 2020).

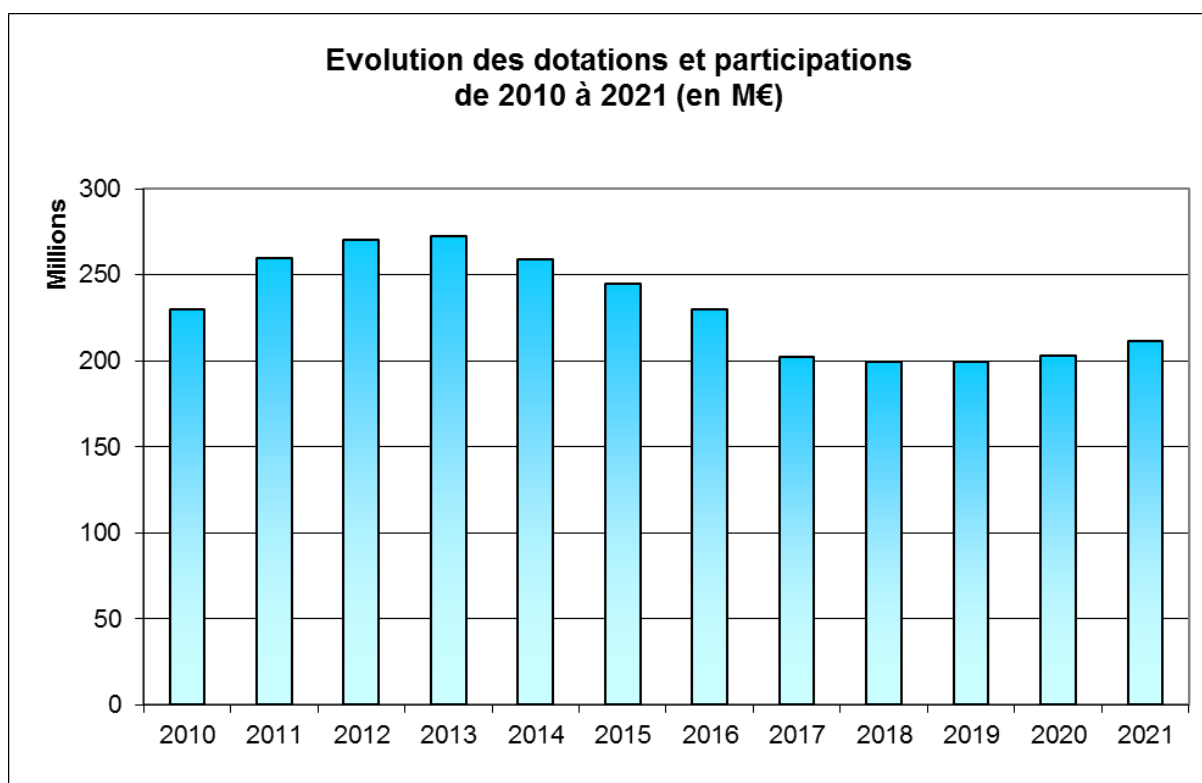
Le produit de la **Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE)** a augmenté de + 12,7 % entre 2020 et 2021. Outre cette part (**12,2 M€**), cet impôt indirect vise à compenser à hauteur de **63,1 M€** pour 2021 les charges du Département au titre du RSA. Ce montant de compensation du RSA de 63,1 M€ est figé depuis 2014. Avec la part complémentaire de TICPE affectée aux charges de la décentralisation (**12,2 M€**), le produit total de la TICPE s'est élevé au total à **75,3 M€** en 2021.

Le produit de la **Taxe Départementale sur la Consommation Finale d'Électricité (TDCFE)** a atteint le montant de **14,6 M€** en 2021 contre 13,9 M€ en 2020. Depuis le 1er janvier 2011, date d'entrée en vigueur de la loi du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité (NOMÉ), l'assiette de la taxe repose sur les quantités d'électricité consommées par les usagers et non plus sur les prix facturés. L'actualisation du produit ne dépendant plus des prix de l'électricité ou de l'abonnement, la loi avait prévu, à compter de 2012, une actualisation de la limite supérieure du coefficient multiplicateur. Depuis 2016, cette actualisation se fait par le tarif et non plus par le coefficient multiplicateur (adopté par le Conseil départemental à 4,25 depuis 2016). Le produit a augmenté de + 5,0 % entre 2020 et 2021 en raison de l'augmentation du tarif de + 1,3 % en 2021 par rapport à 2020 d'une part et de la progression des quantités d'électricité consommées de + 3,6 % d'autre part.

Le produit de la **redevance des mines** s'est élevé en 2021 à **2,3 M€** contre 2,7 M€ en 2020 en raison de la diminution des tonnages extraits.

Le produit de la **taxe additionnelle à la taxe de séjour** a subi une baisse de **- 85,3 %** en 2021 pour atteindre **0,1 M€** contre 1,0 M€ en 2020. Cette diminution est la conséquence directe de la crise sanitaire et des mesures de confinement mises en place.

Les recettes liées aux dotations et participations augmentent de **+ 4,3 %** entre 2020 et 2021. Elles se sont élevées à **211,4 M€** en 2021 contre **202,8 M€** en 2020.



Après quatre années successives de contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques, diminuant la DGF, la logique de baisse des dotations est abandonnée en 2018 au profit de la réalisation par les collectivités territoriales d'économies à hauteur de 13 milliards d'euros en dépenses de fonctionnement par rapport à leur évolution spontanée sur le quinquennat. La Loi de Programmation des Finances publiques pour 2018 à 2022 a fixés deux objectifs :

- l'un de baisse de l'évolution des dépenses de fonctionnement afin qu'elles progressent en valeur (y compris inflation) de 1,2 % chaque année sur la période, en moyenne pour les collectivités territoriales.
- Et l'autre de réduction du besoin de financement à hauteur de 13 Md€, soit 2,6 Md€ par an.

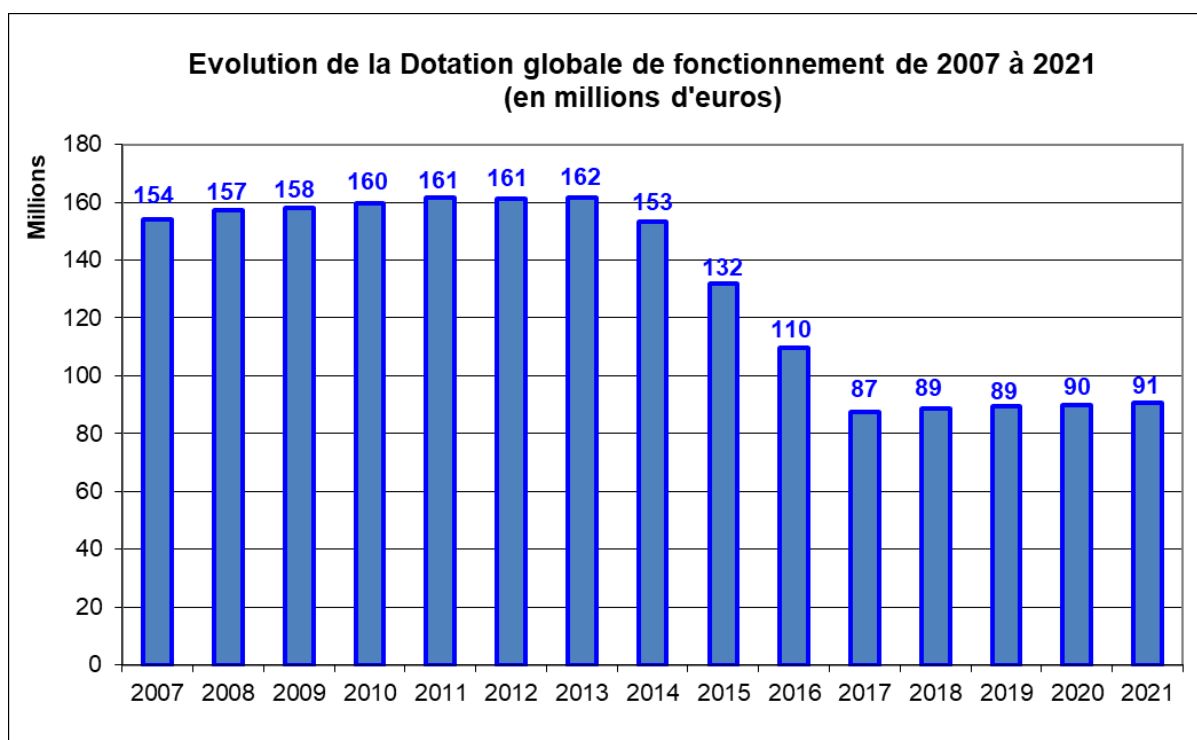
En 2020, face à la crise sanitaire et à ses impacts économiques, le dispositif de contractualisation limitant l'évolution des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales a été suspendu.

Malgré la suspension du dispositif de contractualisation mis en place en 2018, le niveau des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales est maintenu en 2021 à son niveau de 2020.

La LFI pour 2021 avait prévu une augmentation des dotations de péréquation de la DGF des Département de + 10 M€ comme en 2018, 2019 et 2020.

Le montant global de la **Dotation Globale de Fonctionnement** du Département de Seine-et-Marne a enregistré en 2021 une croissance de + 1,1 %, après une progression de + 0,6 % en 2020. Ces faibles évolutions font suite à quatre années de baisses successives dues aux contributions au redressement des finances publiques appliquées de 2014 à 2017. La DGF du Département a été réduite sur la période de 79,2 M€.

Cette croissance de la DGF en 2021 résulte de la progression de + 0,7 M€ de la part dynamique de la population et de l'augmentation de + 0,3 M€ de la dotation de péréquation urbaine. Le montant global de la DGF s'est ainsi élevé en 2021 à **90,8 M€** contre **89,8 M€** en 2020 (soit + 1,0 M€ entre 2020 et 2021).



Pour respecter le maintien en valeur de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales, les allocations compensatrices de fiscalité directe servent de variables d'ajustement. Depuis 2017, la Loi de finances a intégré la Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) des Départements et des Régions, les allocations compensatrices de TH et les Fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle.

En 2021, seule la DCRTP des Régions et des Départements et les allocations compensatrices des Régions et des Départements ont fait l'objet d'une minoration. Les autres variables ont été maintenues à leur niveau 2020. En vertu de la LFI pour 2021, la minoration des variables d'ajustement a été effectuée au prorata des recettes réelles de fonctionnement des bénéficiaires comme en 2019 et 2020.

Le poste des allocations compensatrices du Département de Seine-et-Marne (dont la DCRTP) s'est élevé au montant global de 21,9 M€ en 2021 enregistrant une baisse de - 2,5 %.

Après une stabilité en 2020, la **Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP)** a diminué de - 0,5 % en 2021 et s'est élevée au montant de **18,8 M€**. Les **allocations compensatrices de fiscalité directe** ont diminué de - 13,1 % pour atteindre le montant de **3,1 M€** en 2021.

La Dotation Générale de Décentralisation (DGD) est figée en 2021 au montant de **4,1 M€**.

Créé en 2006 en vue de réduire l'écart entre la compensation et les charges induites par le RSA, le Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI) a été pérennisé par la LFI pour 2017. Les attributions à la Seine-et-Marne du **Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion (FMDI)** se sont élevées au montant global de **9,1 M€** en 2021.

Versée pour la première fois en 2017 par l'Etat, le Département a perçu en 2021 une **part de FCTVA en section de fonctionnement** d'un montant de **1,5 M€**. La LFI 2016 et la LFR 2015 ont élargi l'assiette des dépenses éligibles aux dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie à compter du 1^{er} janvier 2016.

Les autres participations de l'Etat diminuent de 7,9 M€ en 2020 à **3,8 M€** en 2021.

En 2021, le **Fonds d'Appui aux Politiques d'Insertion (FAPI)** qui bénéficie aux Départements volontaires pour contractualiser avec l'Etat sur des objectifs communs en matière de politiques d'insertion s'élève à **0,9 M€**. En 2020 il était globalisé dans les crédits du **Fonds de lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi** pour un total de 2 M€. En 2021, aucun encaissement n'a été réalisé dans le cadre de la **stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance** (- 2,8 M€ par rapport à 2020).

En complément, la participation de l'Etat pour l'évaluation des MNA s'élève à **1,9 M€** contre 1,3 M€ en 2020 (+ 0,6 M€).

Enfin la participation de l'Etat aux emplois aidés qui a représenté 1,7 M€ en 2020, s'élève à 0,3 M€ en 2021 (- 1,4 M€ par rapport à 2020).

Les recettes de la CNSA enregistrent en 2021 une croissance de + **10,7 %** pour atteindre le montant de **42,6 M€**. Cette progression provient de la hausse de la deuxième part du concours APA (8,8 M€ soit + 41,1 % par rapport à 2020), de la première part du concours APA (21,0 M€ soit + 5,4 %) et de celle du concours PCH (12,8 M€ soit + 3,8 %).

Les autres participations augmentent de + **27,4 %** de 2020 à 2021 et s'élèvent en 2021 à **37,7 M€** contre 29,6 M€ en 2020.

Elles comprennent les participations **d'Ile-de-France Mobilités (IDFM)** en faveur des transports scolaires d'un montant de **22,7 M€** en 2021. Cette participation se décompose entre celle au titre des **circuits spéciaux scolaires** pour **9,5 M€** et celle en faveur des **transports des élèves et étudiants handicapés** pour **13,2 M€**. Figurent également dans ce poste, la participation de la Région et de IDFM au **dispositif PAM 77** pour **4,2 M€** en 2021 et la **participation des familles à la restauration scolaire** pour **6,1 M€**. En 2021 une participation exceptionnelle de **0,7 M€** a été versée par la **CNSA** pour le soutien aux professionnels qui complète la participation prévue par l'accord cadre (0,2 M€). On trouve également dans ce poste les participations du **FSE (2 M€)**, ainsi que les versements des **Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (0,5 M€)**. Signalons que l'ensemble des participations perçues par le Département en matière de protection de l'environnement (eau, assainissement, cours d'eau, développement durable, laboratoire départemental..) s'élèvent à près de 1 M€ en 2021.

Le poste des **autres recettes** augmente de + **41,0 %** pour un volume de **38,1 M€** en 2021 contre **27,0 M€** en 2020.

Cette forte croissance s'explique par la forte progression du poste des **reprises sur provisions** dont le montant a atteint 13,9 M€ en 2021, contre 0,5 M€ en 2020. Ce volume est constitué par la reprise technique de la provision constituée au titre des indus RSA (**9,6 M€**) et reconstitué en dépenses sur la bonne imputation comptable. Il comprend également la reprise de la provision constituée en faveur des Bases de Loisirs et de Plein Air dans le contexte du COVID (**2 M€**), de la provision pour les SAAD (ASSAD de Meaux et Nord 77 SAAD pour un total de **1,1 M€**), de la reprise partielle de la provision constituée pour couvrir le risque des indemnités inscrites au titre du BEA (**0,8 M€**). Les provisions constituées au titre de la pénalité RH dans le cadre de la parité (**0,1 M€**) et du recours sur la TVA du laboratoire (**0,3 M€**).

Le montant des **recouvrements sur les dépenses d'aides sociales** a enregistré également une forte hausse pour atteindre en 2021 **12,1 M€** contre 10,4 M€ en 2020. De même, le montant des **produits financiers** est passé de 0,3 M€ en 2020 à **0,7 M€** en 2021.

A contrario, le montant des **produits exceptionnels** a enregistré une baisse de - 40,4 % en 2021 et s'est élevé à **6,4 M€** en 2021 contre 10,7 M€ en 2020.

1-5 – La sous-compensation des trois allocations individuelles de solidarité (AIS)

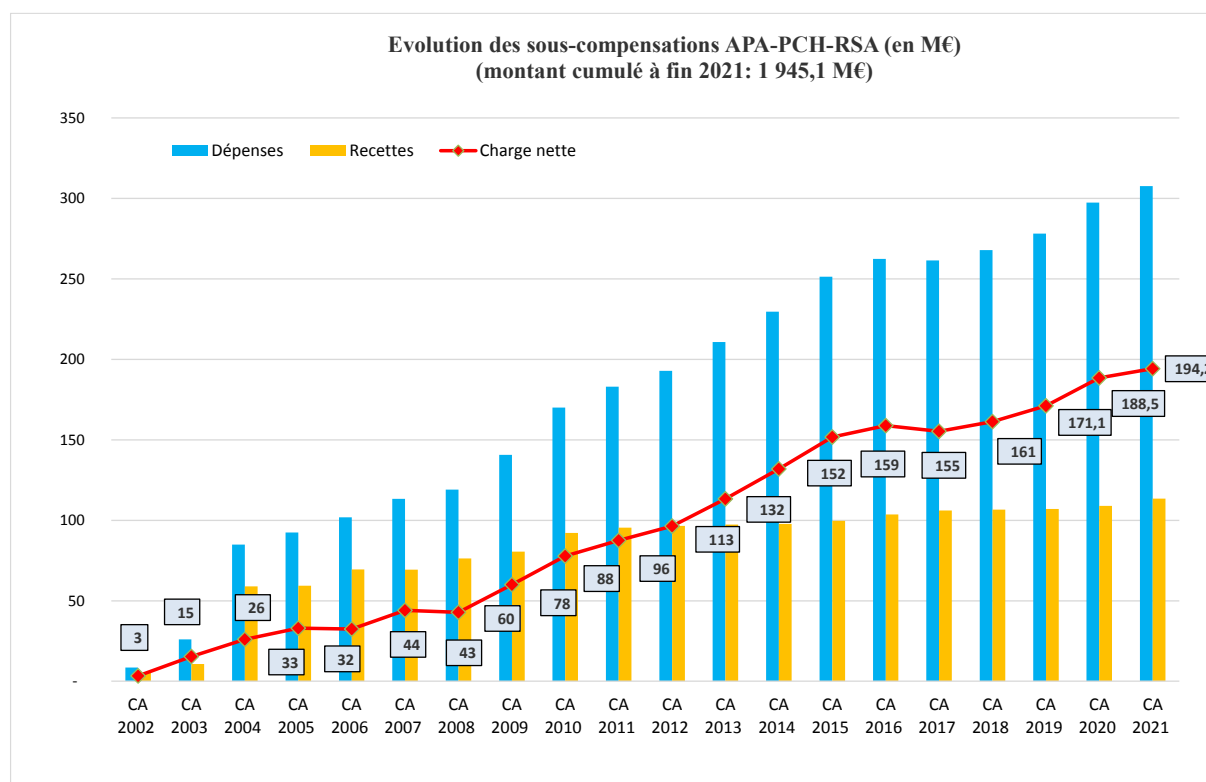
Comme à l'occasion du BP 2021, il vous est rendu compte, à l'issue de l'exécution 2021, du montant des dépenses que le Département a consacré aux trois allocations individuelles de solidarité (APA, PCH et RSA) et des recettes perçues en compensation de l'Etat qui sont : la TICPE socle et API, le FMDI et les versements de la CNSA au titre de l'APA 1 et 2 et de la PCH.

Pour 2021, le tableau suivant peut être dressé :

en Euros	Charge	Compensation	Taux de couverture	Charge nette pour le Département
RSA	198 622 332	72 158 880	36,3%	126 463 452
APA	68 047 416	28 566 376	42,0%	39 481 039
PCH	41 032 637	12 782 895	31,2%	28 249 742
Total	307 702 384	113 508 151	36,9%	194 194 233

Au total, en 2021, les compensations accordées par l'Etat au titre des trois allocations (TICPE, dotations de la CNSA, FMDI) couvrent **36,9 %** du coût des allocations. La charge nette pour le Département atteint **113,5 M€** au titre de la seule année 2021.

Depuis 2002, le graphique suivant peut être établi, le cumul de sous-compensation sur ces trois AIS s'élevant à fin 2021 au total de **1 945,1M€**.



Suite au Pacte de confiance et de responsabilité du 16 juillet 2013 et dans l'objectif d'assurer un meilleur financement des allocations individuelles de solidarité, la Loi de finances pour 2014 a allouée aux Départements, à compter de 2014, deux nouvelles recettes départementales : le produit des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties et le relèvement du taux plafond des DMTO de 3,8 % à 4,5 % offrant la possibilité aux Départements d'augmenter

leurs recettes. Par une délibération du 13 janvier 2014, le Département a adopté l'augmentation du taux des DMTO à 4,50 % pour les actes passés et les conventions conclues à compter du 1^{er} mars 2014 en Seine-et-Marne.

Parallèlement, la LFI pour 2014 a augmenté la péréquation horizontale entre Départements en créant le fonds de solidarité sur les DMTO à compter de 2014. Le Département étant contributeur net au FSDMTO depuis 2014, le FSDMTO a minoré la compensation du Département.

Ces recettes complémentaires ont représenté en 2021 un montant de 62 M€ (depuis 2014, un montant cumulé de 313 M€) réduisant le reste à charge au titre des trois AIS à 132,2 M€ en 2021 (portant le taux de couverture à 57 %) et à 1 632,2 M€ pour la période 2002 – 2021 (portant le taux de couverture à 54,7 %).

En 2020, deux modifications législatives notables ont été introduites.

En premier lieu, sous couvert de « clarifier l'intention initiale du législateur » lors du « Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion » adopté le 21 janvier 2013, la Loi de finances pour 2020 a codifié en tant que mécanismes de compensations allouées au seul financement des revalorisations exceptionnelles de RSA, les recettes allouées aux Départements en 2014 dans le cadre du Pacte de confiance et de responsabilité. Cette disposition a été adoptée dans le contexte du contentieux relatif à la compensation des décrets de revalorisation du RSA engagé par trois départements, de la reprise en charge par l'Etat du financement des dépenses de RSA en Outre-Mer ainsi que dans l'optique de l'expérimentation proposée aux Départements en LFI pour 2021 de la recentralisation du RSA.

En second lieu, la LFI pour 2020 a réformé la péréquation horizontale sur les DMTO. Le FSDMTO a fait l'objet en 2020 d'une fusion avec les deux autres fonds de péréquation existants sur les DMTO. Son suivi au sein des compensations des AIS n'est ainsi plus possible à compter de 2020.

1-6– Plan de relance départemental face à la crise de la COVID19

Pour faire face à la crise sanitaire qui nous frappe depuis le printemps 2020 et aux conséquences économiques qu'elle engendre, le Département s'est mobilisé. Ainsi, dans le cadre de la DM1 2020, un plan de résilience avait été voté mettant en œuvre de nouveaux dispositifs d'urgence en faveur des acteurs économiques des secteurs de la culture, des loisirs, du tourisme, des commerces de proximité mais aussi du secteur social. Les dispositifs perdurent sur l'exercice 2021.

L'ensemble de ses dispositions a généré, en 2021, **3,9 M€** de dépenses de fonctionnement et **1,5 M€** de dépenses d'investissement. Ces dépenses et ces recettes peuvent être synthétisées dans le tableau suivant :

1-6.A – Les dépenses de fonctionnement

	Dépenses directes liées au COVID	Plan de relance	Somme
Développement territorial	226 082	1 333 067	1 559 148
Routes départementales	3 569		3 569
Transports	90 483		90 483
1 - Mission aménagement et développement du territoire	320 133	1 333 067	1 653 200
Culture et patrimoine	1 743		1 743
Education formation	125 285		125 285
Jeunesse, sports et loisirs		1 518 219	1 518 219
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	127 028	1 518 219	1 645 247
Enfance et famille	18 700		18 700
Personnes âgées	500		500
3 - Mission solidarité	19 200		19 200
Moyens généraux	606 043		606 043
Ressources humaines	27 331		27 331
4 - Mission fonctionnelle	633 375		633 375
Somme	1 099 736	2 851 286	3 951 022

Mission aménagement et développement du territoire : 1 653 200 €

L'essentiel des dépenses de la politique « Développement territorial » relève du Fonds départemental d'urgence face à la crise COVID19 sur lequel a été réparti, entre 74 bénéficiaires, la somme de **1 229 752 €** dont **518 162 €** aux offices du tourisme, **509 345 €** aux entreprises de spectacles cinématographiques et **202 244 €** aux commerces de proximité et de restauration. Dans le cadre du Plan de soutien départemental à l'artisanat et au commerce, **50 000 €** ont été versés à la Chambre Métiers Artisanat de Seine-et-Marne pour la gestion du fonds et l'instruction des demandes d'aides. Les acteurs privés de loisirs ont également été soutenus (**155 770 €**) par l'achat de billets d'entrée par le Département (billets qui seront offerts aux seine-et-marnais qui ont pris une part active à la lutte contre la pandémie ou au maintien des services essentiels). Une campagne d'information a également été menée pour faire connaître les dispositifs mis en œuvre dans le cadre du plan de relance (**123 627 €**).

Sur le secteur des transports, les dépenses liées au COVID 19 s'élèvent à **90 483 €**. Elles correspondent, essentiellement, aux indemnités versées aux titulaires de marchés de transports scolaires. On enregistre une dépense de fournitures de petit équipement nécessaires pour l'entretien du réseau routier départemental (**3 569 €**).

Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif: 1 645 247 €

Le Fonds départemental d'urgence en soutien aux gestionnaires lles-de-loisirs a été sollicité pour un montant global de **1 102 870 €** réparti entre les bases de loisirs de Buthiers (**736 785 €**), de Jablines (**281 300 €**) et de Bois le Roi (**84 785 €**). Par ailleurs la somme de **350 000 €** a été versée à l'Union Sport et cycle dans le cadre du Fonds d'aide aux loyers pour les structures sportives, tandis que 22 structures ont pu bénéficier du Fonds d'aide départemental en faveur du maintien de l'emploi sportif pour un montant total de **65 349 €**.

Les dépenses supplémentaires relatives à l'éducation (**125 285 €**) se déclinent principalement en subventions exceptionnelles aux collèges pour réaliser les travaux et les désinfections préventives nécessaires au respect des recommandations sanitaires, afin de sécuriser le retour en classe des élèves.

En matière de culture et de patrimoine, les dépenses liées à la crise sanitaire s'élèvent en 2021 à **1 743 €** principalement au titre de l'organisation des formations et de fournitures de nettoyage tel que des sprays nettoyant et désinfectant.

Mission solidarité: 19 200 €

L'essentiel de ces dépenses concerne le secteur de l'enfance et de la famille pour **18 700 €** afin de venir en aide aux centres de vaccination (**9 185 €**), à une quinzaine structures d'accueil d'enfant (**5 319 €**) ainsi qu'en remboursement de frais des assistants familiaux (**4 196 €**). De plus la somme résiduelle de **500 €** a été versée dans le cadre des aides apportées aux SAAD.

Mission Fonctionnelle: 633 375 €

Plus de 95 % de ces dépenses, soit **606 043€** relèvent des moyens généraux et résultent de l'achat de fournitures de lutte contre la COVID19 (masques, solutions hydro alcoolique...) mais aussi de prestations de nettoyage des locaux et d'achat de petits matériels pour équiper les salles en vidéo conférence. Le secteur des ressources humaines a représenté **27 331 €** de dépenses, déclinées en primes exceptionnelles aux agents départementaux et en vacances versées aux médecins qui ont assuré des missions de vaccination.

1-6.B – Les dépenses d’investissement

	Dépenses directes liées au COVID	Somme
Développement territorial	940 000	940 000
Transports	12 642	12 642
1 - Mission aménagement et développement du territoire	952 642	952 642
Culture et patrimoine	1 384	1 384
Education formation	24 132	24 132
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	25 516	25 516
Moyens généraux	506 239	506 239
4 - Mission fonctionnelle	506 239	506 239
Somme	1 484 397	1 484 397

✚ Mission aménagement et développement du territoire : 952 642 €

Dans le cadre du Plan de soutien départemental aux acteurs de l’hôtellerie et de la restauration, le Département a participé à hauteur de **940 000 €** au Fonds résilience Île-de-France porté par la Région Ile-de-France et dont l’objectif était d’allouer, dans le cadre d’enveloppes territorialisées, des avances remboursables allant de 3 000 € à 100 000 € aux entreprises franciliennes de 0 à 20 salariés en difficulté.

En matière de transports et plus précisément de travaux liés au TZEN2, la somme de **12 642 €** a été versée pour compenser les frais liés à la crise.

✚ Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif: 25 516 €

L’essentiel des dépenses (**24 132€**) a permis d’effectuer les travaux de mise en conformité dans les collèges et la mise en œuvre de mesures de prévision Covid sur les chantiers de construction des collèges. Le reste des dépenses (**1 384 €**) correspond à l’acquisition de petit matériel à la médiathèque départementale.

✚ Mission fonctionnelle: 506 239 €

L’essentiel des dépenses a concerné le secteur informatique (**494 874 €**) pour des prestations d’études, d’acquisitions de matériels et serveurs, de licences Citrix et Oracle. Ces dépenses sont complétées d’acquisition de matériel et mobilier à destination des centres de vaccination (**9 984 €**) et de travaux dans les bâtiments administratifs (**1 381 €**).

1-7 - Approche comptable du CA 2021 (chapitres par nature M52)

Afin de faire le lien avec le fascicule comptable du CA 2021, il est proposé de façon complémentaire une présentation des dépenses et recettes réelles selon le découpage de la nomenclature comptable M52 en chapitres par nature.

Cette présentation des résultats permet d'établir des comparaisons avec les moyennes départementales pour les départements de plus d'un million d'habitants (hors Paris), et les dernières données publiées par la DCGL qui portent sur les CA 2020.

1-7.A – Section d'investissement

En ce qui concerne le niveau des dépenses d'équipement (directes et indirectes) par habitant en Seine-et-Marne, il est globalement de 13 % supérieur au montant moyen de la strate démographique avec 122 €/ hab. en 2020 pour 108 € en moyenne pour les départements de plus d'un million d'habitants. On constate une continuité dans la relance seine-et-marnaise sur 2021 avec une progression de 9,8 % des dépenses d'équipement.

La charge du remboursement en capital de la dette, toujours exprimée en euro/habitant, représente en 2021 73 €/ hab. contre 50 €/ hab. en moyenne dans les départements millionnaires (2020), soit une charge supérieure aux autres départements millionnaires sur ce poste pour le Département de Seine-et- Marne en raison d'un endettement qui demeure plus élevé que la moyenne des départements de la strate démographique.

Section d'investissement - CA 2021					
Dépenses réelles			Montants par habitant		
Chapitre	Libellé chapitre	Crédits exécutés 2021	CD 77 2021	CD 77 2020	Départ. +1M d'hab. (hors Paris) 2020**
10	Dotations, fonds divers et réserves	-	-	NS	0,1
13	Subvention d'investissement	8 763,72	NS	NS	0,03
018	Revenu de Solidarité Active	236 675,47	NS	NS	0,0
16	Emprunts et dettes assimilées*	103 968 965,74	73	80	49,7
204	Subventions d'équipement versées	74 151 533,24	52	44	69,2
20	Immobilisations incorporelles	14 182 020,04	134	122	108,2
21	Immobilisations corporelles	23 147 028,73			
23	Travaux en cours	153 627 362,47			
26	Participations et créances rattachées	300 000,00	NS	3	0,7
27	Autres immobilisations financières	2 104 600,26	1	6	1,9
45	Opérations pour compte de tiers	180 395,37	NS	NS	1,1
		371 907 345,04			

*Amortissement de la dette et solde des opérations réalisées sur crédits revolving et sur le refinancement de la dette et subventions en annuités.

**Sources DGCL – Comptes Administratifs 2018 des départements de plus d'un million d'habitants hors Paris.

En recettes d'investissement, les recettes propres de la Seine-et-Marne (chapitres 10 et 13) sont supérieures à celles des départements millionnaires en 2020 (47 €/ hab. en 2020 pour 34 € en moyenne pour les départements de plus d'un million d'habitants). Pour 2021, les recettes d'investissement par habitant pour la Seine-et-Marne s'élèvent à 142 €/hab.

Le volume de l'emprunt en €/hab. sur l'exercice 2020 est inférieur de 32,6 % à celui des départements comparables (en 2020).

Section d'investissement - CA 2021					
Recettes réelles			Montants par habitant		
Chapitre	Libellé chapitre	Crédits exécutés 2021	CD 77 2021	CD 77 2020	Départ. +1M d'hab. (hors Paris) 2020**
10	Dotations, fonds divers et réserves	156 240 333,62	142	47	34
13	Subventions d'investissement	45 546 071,29			
16	Emprunts et dettes assimilées*	70 814 685,38	50	60	89
204	Subventions d'équipement versées	39 694,93	NS	NS	0,18
20	Immobilisations incorporelles	7 045,82	NS	NS	0,02
21	Immobilisations corporelles	3 459,20	NS	NS	0,03
23	Travaux en cours	329 518,67	NS	NS	1,26
27	Autres immobilisations financières	324 756,26	NS	NS	1,51
45	Opérations pour compte de tiers	12,00	NS	NS	0,93
		273 305 577,17			

*hors contrats revolving et refinancement de la dette

**Sources DGCL – Comptes Administratifs 2019 des départements de plus d'un million d'habitants hors Paris.

1-7.B – Section de fonctionnement

Plusieurs postes de dépenses présentent des niveaux par habitant inférieurs à ceux des départements millionnaires : les dépenses de personnel (154 €/ hab. contre 178 €/ hab.), les dépenses APA et RSA (nombre de bénéficiaires seine-et-marnais inférieur au nombre moyen des départements de la même strate) (193 €/hab. contre 280 €) et les autres charges de gestion courante (comptes 65) (345 €/ hab. contre 401 €/hab.) qui regroupent essentiellement les frais de séjour et d'hébergement (enfants et personnes âgées ou handicapées), les contributions obligatoires (SDIS, collèges, FSL) et les aides à la personne (PCH, ACTP, allocations à la famille, bourses...).

Le stock de dette du Département qui demeure élevé pèse sur le poste des frais financiers mais le poids par habitant est légèrement inférieur aux valeurs moyennes des départements millionnaires (soit 9€/ hab). On observe que ce montant est en baisse entre 2021 et 2020.

Section de fonctionnement - CA 2021					
Dépenses réelles			Montants par habitant		
Chapitre	Libellé chapitre	Crédits exécutés 2021	CD 77 2021	CD 77 2020	Départ. +1M d'hab. (hors Paris) 2020**
011	Charges à caractère général	90 077 423,89	63	68	64
012	Charges de personnel et frais assimilés	218 735 144,35	154	154	178
014	Atténuations de produits	36 003 185,98	25	26	53
016	APA	73 130 026,11	51	50	84
017	Revenu de Solidarité Active	213 945 529,56	151	143	196
65	Autres charges de gestion courante	494 785 913,96	348	345	401
6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	251 839,33	NS	NS	0
66	Charges financières	11 164 672,96	8	9	10
67	Charges exceptionnelles	1 778 903,28	1	2	2
68	Dotations aux provisions	22 484 354,29	16	4	3
		1 162 356 993,71			

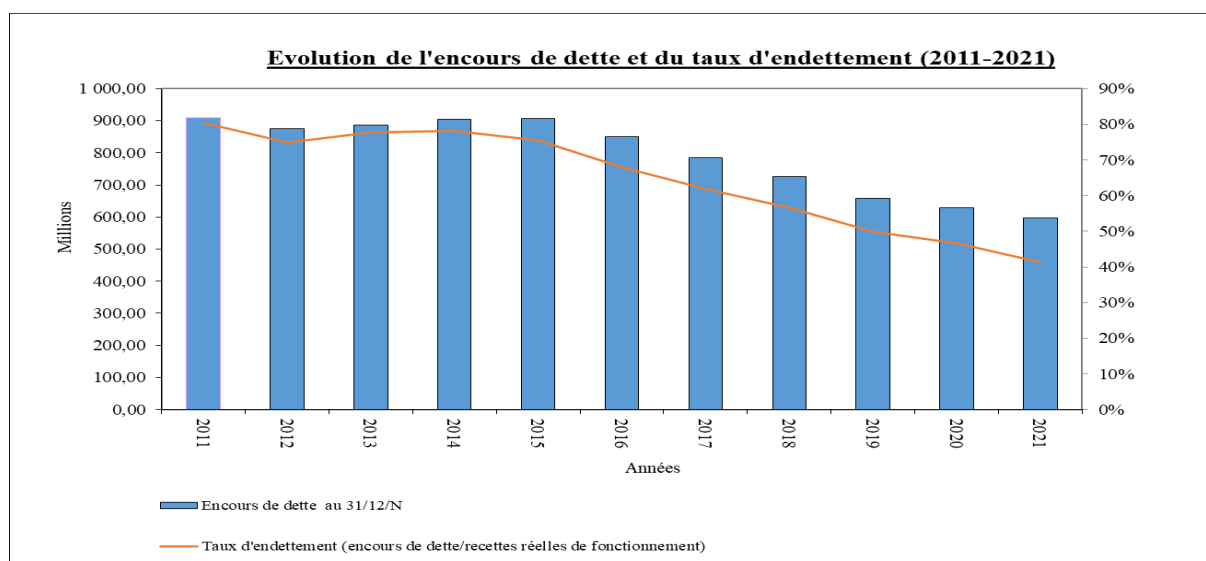
**Sources DGCL – Comptes Administratifs 2019 des départements de plus d'un million d'habitants hors Paris.

Concernant les recettes de fonctionnement, la fiscalité totale, directe et indirecte, présente un rendement proche du niveau moyen des autres départements millionnaires (environ 5 % de moins). Par contre, le produit des dotations et subventions est nettement plus faible par habitant que les valeurs moyennes 2020 des départements de plus d'un million d'habitants (- 28 %).

Section de fonctionnement - CA 2021					
Recettes réelles			Montants par habitant		
Chapitre	Libellé chapitre	Crédits exécutés 2021	CD 77 2021	CD 77 2020	Départ. +1M d'hab. (hors Paris) 2020**
013	Atténuation de charges	957 810,25	0,7	0,8	1,3
016	APA	28 708 994,38	20	17	30,9
017	Revenu de Solidarité Active	4 919 019,63	3	3	26,2
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	3 878 939,71	3	3	9,4
73	Impôts et taxes	968 786 080,97	682	383	421,6
731	Impositions directes	221 660 037,00	156	407	411,6
74	Dotations, subventions et participations	180 509 272,37	127	124	173,0
75	Autres produits de gestion courante	9 646 020,32	7	6	19,8
76	Produits financiers	667 762,69	NS	NS	1,0
77	Produits exceptionnels	6 362 094,39	4	8	6,2
78	Reprises sur provisions	13 857 014,00	10	NS	2,6
		1 439 953 045,71			

**Sources DGCL – Comptes Administratifs 2019 des départements de plus d'un million d'habitants hors Paris.

1-8 – Situation financière



Le stock de dette long terme du Département au 31/12/2021 s'établit à 596,5 M€, soit une diminution en volume de 33,1 M€. Le taux d'endettement (correspondant à l'encours de dette divisé par les recettes réelles de fonctionnement) s'élève au 31/12/2021 à 41,43 %. Ce niveau est ainsi en amélioration par rapport à celui de 2020 (46,6 %) suite à l'évolution favorable du numérateur (diminution de l'encours de dette de 5,3 %) et du dénominateur (augmentation des recettes réelles de fonctionnement de 6,5 %), ce qui indique une amélioration de la capacité de désendettement du Département.

En 2021, le Département de Seine-et-Marne a procédé au remboursement de 103,9 M€ d'emprunt et a souscrit un montant de 70,8 M€ de dette nouvelle. Cela représente une diminution de son encours de dette de 33,1 M€ (soit – 5,3 %).

La capacité de désendettement (c'est-à-dire le nombre d'années dont aurait besoin le Département pour rembourser intégralement son stock de dette s'il y consacrait l'ensemble de l'épargne dégagé par la section de fonctionnement), représente 2,2 années d'épargne brute. Ce niveau est en amélioration par rapport aux exercices précédents 2020 et 2019 (2,9 années).

Début 2021, le Département disposait d'un encours de tirage de 140 M€ sur le contrat pluriannuel d'emprunt signé en décembre 2020 avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Une mobilisation d'emprunt sur ce contrat à hauteur de 20 M€ a été effectuée en 2021.

A cela s'ajoutait, une disponibilité de 40,8 M€ sur les 5 contrats dit « revolving » (ou à encours variable) mobilisée au cours de l'exercice 2021. Ces contrats permettent de réaliser des mobilisations et des remboursements de dette de long terme dans la limite d'un plafond annuel.

Enfin, le Département de Seine-et-Marne, dans le souci d'équilibre entre le financement bancaire et le financement désintermédié via des émissions obligataires dans le cadre de son programme EMTN, a procédé en avril 2021 à une émission obligataire de 10 M€ remboursable in fine dans 6 ans.

Le besoin de financement long terme a été couvert à hauteur de 193 % grâce aux emprunts bancaire et obligataire (30 M€) et aux tirages temporaires sur les contrats revolving (40 M€).

1-9 – Affectation du résultat

Il convient enfin de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement. Je vous en rappelle ci-après le montant :

Résultat propre à la gestion 2021	Résultat antérieur	Résultat à affecter
197 887 400,60	35 817 065,04	233 704 465,64

Après intégration des restes à réaliser d'un montant de **3 527 299,10 €**, le besoin de financement de la section d'investissement du budget principal s'établit à **149 897 493,68 €**. C'est donc ce montant que je vous propose de prélever sur le résultat de fonctionnement, pour l'affecter à la couverture de ce besoin de financement.

A l'issue de cette affectation, il subsiste un reliquat de **83 806 971,96 €**, qui sera repris en section de fonctionnement lors de la DM1 2022.

2 - Comptes administratifs des services à comptabilité distincte

2-1 - Service GAIA

Ce budget annexe a été créé en mars 1997 pour retracer comptablement le partenariat instauré entre 17 Départements autour du logiciel de gestion des archives dénommé « GAIA » et mis au point par le Département de Seine-et-Marne.

Compte tenu des résultats antérieurs, les résultats cumulés à fin 2021 s'établissent ainsi :

- section d'investissement : solde d'exécution positif de **56 656,73 €**.
- section d'exploitation : excédent de **288 815,95 €**.

Suite à une erreur technique commise lors de la reprise du résultat d'investissement de l'exercice 2019 il est nécessaire de corriger le résultat de 2021 en y ajoutant le montant de +32,1 € soit un total à reprendre en DM1 2022 de **345 504,78 €**

Les deux sections étant excédentaires, je vous propose par conséquent de reporter ces montants dans leur intégralité lors de la DM1 2022 (budget supplémentaire).

2-2 - Boutiques

Ce budget annexe a été créé en 2005, à l'occasion de la reprise par le Département du Musée de l'École de Barbizon dont les activités commerciales sont assujetties à la TVA. Il enregistre, en 2021, pour l'ensemble des boutiques des musées départementaux et du Château de Blandy-les-Tours, un excédent d'exploitation de **1 394 046,37 €**. Je vous propose de reporter l'intégralité de cet excédent lors de la DM1 2022 (budget supplémentaire).

3 Bilan financier de la politique ENS et affectation de la taxe d'aménagement

BILAN FINANCIER DE LA POLITIQUE RELATIVE AUX ESPACES NATURELS SENSIBLES ET DE L'AFFECTATION DE LA TAXE D'AMENAGEMENT/ENS - EXERCICE 2021 -

La loi du 18 juillet 1985 a donné la possibilité aux Départements d'exercer une compétence volontaire pour « la préservation de la qualité des sites, paysages et milieux naturels » situés sur leur territoire. En Seine-et-Marne, la politique relative aux Espaces Naturels Sensibles est mise en œuvre depuis 1991 grâce à deux outils :

- foncier avec la création de périmètres, dans lesquels le Département exerce un droit de préemption,
- financier avec la mise en place et la perception de la Taxe d'Aménagement (TA) anciennement Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS). Cette taxe a été décidée par l'Assemblée départementale le 17 octobre 2011, et son taux a été fixé à 2 % pour les Espaces Naturels Sensibles.

Le présent rapport rend compte pour l'année 2021 de l'utilisation de la Taxe d'Aménagement.

A - BILAN FONCIER 2021

La maîtrise foncière, par acquisition à l'amiable ou par droit de préemption d'espaces naturels, permet au Département et aux Collectivités territoriales partenaires, d'engager les mesures nécessaires à leur préservation, tout en garantissant leur accès au public.

LES SITES CLASSÉS ESPACES NATURELS SENSIBLES

La surface totale de sites classés en Espaces Naturels Sensibles est de 6 971,2 ha, répartis sur 99 sites au 31 décembre 2021.

Au sein de ces sites classés, la surface soumise au droit de préemption des ENS est de 5 715,07 ha. Elle se répartit de la façon suivante :

- 2 897,67 ha avec un droit de préemption départemental,
- 748,7 ha avec un droit de préemption communal,
- 26,1 ha avec un droit de préemption intercommunal,
- 1 948,7 ha avec un droit de préemption régional,
- 93,9 ha avec un droit de préemption revenant à l'État.

Parmi les 6 971,2 ha de sites classés en Espaces Naturels Sensibles, la surface restante non soumise au droit de préemption des ENS, acquise par procédure d'acquisition amiable, est de 1 256 ha. Elle se répartit de la façon suivante :

- 1 175,2 ha acquis par le Département,
- 80,8 ha acquis par des Communes.

LE FONCIER DÉPARTEMENTAL ESPACES NATURELS SENSIBLES

Les acquisitions départementales par voie de préemption ou par voie amiable :

Huit dossiers d'acquisitions ont été traités au cours de la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021, pour un total de 7 064 m² répartis comme suit au sein des ENS :

- 2 429 m² dans l'ENS départemental « Le marais du refuge » ;
- 4 635 m² dans l'ENS départemental « Le marais du Lutin ».

BILAN :

Au 31 décembre 2020, le Département était propriétaire de 1 755,04 ha de terrains au titre des ENS.

Ainsi, au 31 décembre 2021, le Département est propriétaire (actes notariés signés et promesses de vente confondues) de 1 755,74 ha répartis de la façon suivante :

- 580,54 ha dans les périmètres de préemption ;
- 1 175,2 ha acquis hors périmètre de préemption.

Les Espaces Naturels Sensibles départementaux ouverts au public

On compte à ce jour 22 Espaces Naturels Sensibles départementaux ouverts au public, soit environ 1 170 ha.

CONCLUSION :

La surface totale concernée par la politique ENS sous maîtrise d'ouvrage départementale (périmètres de préemption départementaux et acquisitions amiables départementales) couvre près de 0,70 % du territoire seine-et-marnais et les propriétés départementales au titre des Espaces Naturels Sensibles (actes notariés signés et promesses de vente confondues) couvrent 0,29% du territoire seine-et-marnais.

B - BILAN D'UTILISATION DE LA TAXE DEPARTEMENTALE DES ENS / TAXE D'AMÉNAGEMENT

Le tableau ci-après fait apparaître, par année, depuis l'instauration de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles en 1992, et de la Taxe d'Aménagement dédiée aux ENS depuis mars 2012, l'ensemble des dépenses réalisées et des recettes effectivement perçues (décompte arrêté au 31 décembre 2021).

Année	Dépenses d'Investissement en €	Dépenses de Fonctionnement en €	Total des dépenses en €	Recettes TDENS/TA en €	Disponible TDENS/TA	Autres recettes en €
1992	109 001,05	26 651,54	135 652,59	111 065,49	-24 587,10	0,00
1993	395 640,92	159 615,56	555 256,48	851 567,90	296 311,42	32 776,54
1994	1 323 040,29	481 787,51	1 804 827,80	1 498 656,84	-306 170,96	50 765,52
1995	402 224,01	492 870,90	895 094,91	1 380 774,11	485 679,20	119 367,58
1996	238 221,44	466 782,14	705 003,58	1 369 598,69	664 595,11	170 819,43

Année	Dépenses d'Investissement en €	Dépenses de Fonctionnement en €	Total des dépenses en €	Recettes TDENS/TA en €	Disponible TDENS/TA	Autres recettes en €
1997	1 641 873,21	685 748,33	2 327 621,54	1 615 845,26	-711 776,28	160 071,47
1998	2 021 276,98	788 043,81	2 809 320,79	2 273 174,46	-536 146,33	40 094,09
1999	2 220 707,97	1 436 177,60	3 656 885,57	3 886 714,07	229 828,50	0,00
2000	3 314 275,81	2 854 959,00	6 169 234,81	4 592 538,23	-1 576 696,58	112 293,95
2001	2 037 614,21	1 918 488,64	3 956 102,85	4 601 300,54	645 197,69	78 732,29
2002	2 529 624,59	2 009 137,65	4 538 762,24	5 186 000,48	647 238,24	6 562,25
2003	2 632 231,27	3 392 005,65	6 024 236,92	5 302 670,17	-721 566,75	123 417,52
2004	4 256 305,12	3 046 833,50	7 303 138,62	6 192 545,22	-1 110 593,40	214 187,25
2005	4 656 396,76	3 657 048,55	8 313 445,31	3 966 086,17	-4 347 359,14	21 177,80
2006	3 359 361,70	3 479 397,31	6 838 759,01	4 512 232,83	-2 326 526,18	54 243,72
2007	6 114 413,98	4 151 397,42	10 265 811,40	4 934 683,10	-5 331 128,30	61 650,00
2008	7 578 373,92	4 310 158,01	11 888 531,93	6 249 701,00	-5 638 830,93	770 371,23
2009	4 962 953,60	3 321 072,31	8 284 025,91	6 465 856,81	-1 818 169,10	435 463,94
2010	3 266 030,18	3 035 618,43	6 301 648,61	5 905 211,00	-396 437,61	46 108,38
2011	12 316 110,78	3 122 021,07	15 438 131,85	9 797 823,00	-5 640 308,85	441 263,79
2012	10 342 112,76	3 006 431,73	13 348 544,49	9 748 386,00	-3 600 158,49	204 902,92
2013	10 937 124,56	3 219 716,95	14 156 841,51	9 873 354,38	-4 283 487,13	87 373,76
2014	8 278 243,89	2 886 310,66	11 164 554,55	7 824 947,29	-3 339 607,26	127 346,48
2015	8 861 496,17	2 898 260,01	11 759 756,18	12 477 731,31	717 975,13	326 002,65
2016	7 562 341,92	2 805 981,07	10 368 322,99	14 259 225,51	3 890 902,52	135 642,12
2017	5 256 702,07	2 725 292,03	7 981 994,10	15 282 285,80	7 300 291,70	21 419,32
2018	4 802 970,59	3 086 528,96	7 889 499,55	16 727 181,02	8 837 681,47	55 782,72
2019	4 983 350,48	2 977 996,39	7 961 346,87	15 927 037,20	7 965 690,33	33 898,49
2020	10 169 835,34	3 423 890,24	13 593 725,58	15 696 412,87	2 102 687,29	7 413,17
Sous-totaux	136 569 855,57	69 866 222,97	206 436 078,54	198 510 606,75	-7 925 471,79	3 939 239,38
2021	12 839 635,23	3 482 921,28	16 322 556,51	13 343 230,62	-2 979 325,89	59 831,20
TOTAL	149 409 490,80	73 349 144,25	222 758 635,05	211 853 837,37	-10 904 797,68	3 999 070,58

1 - Les recettes

La Taxe d'Aménagement instituée depuis le 1^{er} mars 2012 en remplacement de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et de la Taxe Départementale destinée au financement du CAUE (TDCAUE), s'élève en 2021 à 17 290 451,10 €. Ce produit diminué des indus de taxe d'aménagement restitués en 2019 et 2020 atteint le montant de 14 680 854,20 €. Conformément à la répartition du taux adoptée par l'Assemblée départementale entre la politique des espaces naturels sensibles et le financement du CAUE, une première part est reversée au CAUE pour un montant de 1 337 623,58 €. Le montant restant est affecté aux ENS, soit 13 343 230,62 €.

A ces recettes issues de la fiscalité sur les autorisations d'urbanisme s'ajoutent 59 831,20 € de recettes issues de la section de Fonctionnement. Elles concernent principalement les redevances d'occupation du domaine public départemental (5 195,20 €), la vente de coupes de bois dans les ENS (38 972 €), mais aussi une recette de fonctionnement de 15 664 € dans le cadre d'une aide financière inhérente au projet environnemental Natura 2000.

De 1992 à 2021, les recettes liées seulement à la TDENS/TA se sont élevées à 211 853 837,37 €, les autres recettes représentant un peu plus de 3,99 millions d'euros.

2 - Les dépenses de fonctionnement

La part des dépenses de fonctionnement s'élève au total pour l'année 2021 à **3 482 921,28 €**. Elle représente à la fois des dépenses directes (travaux d'entretien, études, subventions) et indirectes (moyens de fonctionnement, frais de personnel).

La dépense directe concernant l'entretien courant des ENS départementaux (hors frais de personnel) est à hauteur de 270 166,80 €. S'ajoutent des frais d'études pour un total de 74 091,33 € pour des inventaires intégrés dans les plans de gestion.

Le Département participe également à l'accueil du public dans les forêts domaniales et communales, à la gestion des espaces naturels communaux et intercommunaux et à la gestion durable des forêts privées pour un montant global de 332 810 €. Ces aides sont accordées sous forme de subventions prélevées sur les crédits des Espaces Naturels Sensibles.

Enfin, divers partenariats relatifs à l'animation des Espaces Naturels Sensibles et ceux participant à la valorisation du territoire représentent une dépense d'un montant de 384 927 €.

Les dépenses indirectes concernent d'une part les frais de personnel qui correspondent aux postes rattachés à cette politique, soit 1 163 068,33 € en 2021 (22 agents et 2 apprentis), et d'autre part les dépenses de fonctionnement pour 158 694,42 € (acquisition de petit matériel, prestations, frais de communication, frais de véhicules, fluides ou carburants, habillement, fournitures diverses).

Les dépenses directes et indirectes relatives à la préservation de la ressource en eau s'élèvent à 340 775,99 €. Celles liées aux arbres d'alignement contribuant à la mise en œuvre de la trame verte et bleue Seine-et-Marnaise s'élèvent à 758 387,41 €.

3 - Les dépenses d'investissement

La part des dépenses d'investissement s'élève au total pour l'année 2021 à 12 839 635,23 € et concerne en partie :

- des études pour les ENS : 5 ENS Ambassadeurs - conception éditoriale et graphique de panneaux, mission CSPS, Marais du Lutin - études de maîtrise

d'œuvre, Marais du Refuge - plan d'interprétation, diagnostic paysager, dossier de modification APPB, relevé topographique, diagnostic et suivi étude écologique, Parc de Livry - mission de maîtrise d'œuvre pour la création d'un parking.

Pour un total de 212 746,05 €.

- des travaux pour les ENS : divers sites - signalétique routière, 5 ENS ambassadeurs - terrassements, dépose et évacuation de matériaux, fourniture et pose de mobiliers et panneaux d'orientation et d'interprétation, le bois le Comte – fourniture et pose de support panneaux d'information, la Plaine de Sorques – aménagement sécurité traversée, le Marais d'Episy – travaux de restauration hydraulique, la Plaine de Sorques, les Basses Godernes et la Prairie Clémenceau – coupe et sécurisation de frênes atteints par la chalarose, le Domaine de la Haye - travaux d'enlèvement du transformateur PCB, le Chemin des Roses- travaux de sécurisation d'arbres dangereux.

Pour un total de 360 374,79 €.

- Le paiement des acquisitions s'élève à 2 698,16 €.

Des aides sont également versées pour l'aménagement d'espaces naturels mais aussi de chemins de randonnée. En 2021, leur montant a été de 142 721,51 €. S'ajoutent les dépenses d'aménagement en forêts domaniales (170 798,75 €), l'achat de matériels, outillage technique (37 259,24 €). Enfin, les dépenses relatives à la préservation de la ressource en eau s'élèvent à 11 913 036,73 €. Les arbres d'alignement contribuant à la mise en œuvre de la trame verte et bleue Seine-et-Marnaise n'ont fait l'objet d'aucune dépense en 2021.

C – CONCLUSION

L'année 2021 présente des recettes qui ont diminué de 14,99 %. Par différence entre les recettes relevant spécifiquement de la TA (13 343 230,62 €) et la somme des dépenses réalisées (16 322 556,51 €), il se dégage un déficit d'un montant de -2 979 325,89 € par rapport au bilan de l'année précédente.

Globalement pour l'année 2021, les dépenses dédiées aux Espaces Naturels Sensibles (hors trame verte et bleue) représentent 3 310 356,38 € soit 20,28% du montant total de la dépense, celles dédiées à la protection de la ressource en eau (12 253 812,72 €) représentent 75,07%, celles dédiées à la trame verte et bleue (758 387,41 €) représentent 4,65%.

Les dépenses relatives aux Espaces Naturels Sensibles, connaissent une faible baisse de - 4,33% et celles concernant la protection de la ressource en eau ont accru de 31,63 %.

Enfin, le bilan global entre 1992 et 2021 pour la TDENS/TA s'élève à un déficit de 10 904 797,68 €.

CA 2021 - Récapitulatif par mission du montant cumulé des Autorisations de Programme et des crédits de paiement afférents (investissement)

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non	Flux d'AP	AP affectées	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.					
							Accusé de réception – Ministère de l'intérieur	Ministère de l'intérieur	annulées dans l'année								
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	2014	1,67	0,00				89 613,30	52 775,40	36 837,90					
				2017	142 589,73	-25 242,00				44 853,00	44 853,00	0,00					
				2019	278 045,00	-4 944,00						387 892,20	151 961,40	235 930,80			
				2020	3 185 959,00	-2 007 743,00						298 216,00	290 804,61	7 411,39			
				2021	0,00	1 150 000,00						1 119 414,40	1 112 924,62	6 489,78			
				Agriculture	3 606 595,40	-887 929,00						0,00	1 119 414,40	1 653 319,03	286 669,87		
				Domaine Agriculture	3 606 595,40	-887 929,00						390 659,38	1 603 583,28	-54 253,76	1 939 988,90	1 653 319,03	286 669,87
				Aménagements routiers et liaisons douces	Aide aux communes et aux intercommunalités	2012	0,00	-60 000,00	60 000,00				-60 000,00	0,00	0,00	0,00	
						2014	23 559,25	-130 952,73	107 393,48				-107 393,48	0,00	0,00	0,00	
						2015	3 840,00	-3 840,00	280 025,31					280 025,31	157 096,38	122 928,93	
		2020	14 073,17			-14 073,17	0,00					0,00	0,00	0,00			
		Aide aux communes et aux intercommunalités	41 472,42			-208 865,90	447 418,79					-167 393,48	280 025,31	157 096,38	122 928,93		
		Liaisons douces	2013			0,00	0,00	168,00					168,00	0,00	168,00		
			2014			0,00	0,00	2 819,21					2 819,21	0,00	2 819,21		
			2015			0,00	0,00	1 249,11					1 249,11	0,00	1 249,11		
			2016			0,00	0,00	1 480,49					1 480,49	0,00	1 480,49		
			2017			0,00	0,00	40 564,38	2 950,47				-21 789,94	21 724,91	14 952,28	6 772,63	
			2018	1 205 086,24	0,00	435 810,82	1 181 000,00					1 616 810,82	1 192 543,75	424 267,07			
			2019	945 684,56	0,00	197 885,43	1 309 867,75				-364 183,19	1 143 569,99	555 137,06	588 432,93			
			2020	1 485 000,00	0,00	0,00	1 450 000,00				-550 000,00	900 000,00	100 015,51	799 984,49			
		2021	0,00	4 300 000,00	0,00	500 000,00					500 000,00	264 712,72	235 287,28				
		Liaisons douces	3 635 770,80	4 300 000,00	679 977,44	4 443 818,22	-935 973,13				4 187 822,53	2 127 361,32	2 060 461,21				
		Domaine Aménagements routiers et liaisons douces	3 677 243,22	4 091 134,10	1 127 396,23	4 443 818,22	-1 103 366,61				4 467 847,84	2 284 457,70	2 183 390,14				
		Développement local	Contrat Départemental	2014	0,00	0,00	114 308,22	0,17			-0,17	114 308,22	114 308,22	0,00			
				Contrat Départemental	0,00	0,00	114 308,22	0,17			-0,17	114 308,22	114 308,22	0,00			
				Contrat Intercommunal de Développement	2016	30 813,38	-84 591,15	1 385 722,72	322 000,00				-439 555,62	1 268 167,10	1 011 006,53	257 160,57	
					2017	17 111,11	-1 209,00	1 695 123,35	35 000,00				-287 990,44	1 442 132,91	772 808,97	669 323,94	
2018	132 113,82				-840 776,00	6 993 917,08	811 951,34				-1 838 474,23	5 967 394,19	2 809 479,85	3 157 914,34			
2019	2 979 789,10				-2 967 150,78	6 054 468,44					-41 869,61	6 012 598,83	1 840 432,75	4 172 166,08			
2020	8 725 525,26				-2 785 866,00	5 077 044,56	4 190 451,12					9 267 495,68	3 048 323,27	6 219 172,41			
2021	0,00				15 313 844,78	0,00	366 222,01					366 222,01	110 682,69	255 539,32			
Contrat Intercommunal de Développement	11 885 352,67			8 634 251,85	21 206 276,15	5 725 624,47	-2 607 889,90				24 324 010,72	9 592 734,06	14 731 276,66				
Contrats communaux	2010			12 600,00		0,00	12 600,00					12 600,00	12 600,00	0,00			
	2011			23 893,91	-23 893,91	0,00						0,00	0,00	0,00			
	2011			329 503,27	-329 503,27	0,00						0,00	0,00	0,00			
	2012			69 388,32	-192 536,82	473 560,50	111 000,00				-234 148,50	350 412,00	5 412,00	345 000,00			
	2013			132 468,00	-261 968,00	416 915,86					-240 500,00	176 415,86	79 612,30	96 803,56			
	2014			0,00	0,00	267 434,26						267 434,26	213 983,58	53 450,68			
	2015			0,00	0,00	432 486,40					-210 000,00	222 486,40	99 303,03	123 183,37			
	2016			11 640,24	-11 483,44	415 544,64					-8 486,50	407 058,14	171 027,51	236 030,63			
	2017	0,00	0,00	111 105,78					-11 888,40	99 217,68	71 987,41	27 230,27					
	2018	23 415,27	-472 631,55	1 680 676,09					-467 000,53	1 213 675,56	477 535,67	736 139,89					
	2019	70 433,74	-173 237,67	2 390 408,66					-250 714,47	2 139 694,19	932 118,96	1 207 575,23					
2020	566 386,53	-180 240,08	3 293 951,34	386 146,45				-77 749,99	3 602 347,80	1 184 001,48	2 418 346,32						
2021	0,00	3 030 240,08	0,00	1 615 101,00					1 615 101,00	0,00	1 615 101,00						
Contrats communaux	1 239 729,28	1 384 745,34	9 482 083,53	2 124 847,75	-1 500 488,39				10 106 442,89	3 247 581,94	6 858 860,95						

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votés dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
			Contrats intercommunaux	2011	181 332,58	-181 332,58	0,00			0,00	0,00	0,00
				2009	13 780,19	-422 741,10	408 960,91		-408 960,91	0,00	0,00	0,00
				2010	197 001,90	-197 001,90	0,00			0,00	0,00	0,00
				2012	0,00	-3 462,40	3 462,40		-3 462,40	0,00	0,00	0,00
				2018	0,00	0,00	104 373,00			104 373,00	73 065,00	31 308,00
				2019	0,00	0,00	105 886,55		-1 610,80	104 275,75	1 575,75	102 700,00
				2020	0,00	0,00	141 334,05			141 334,05	47 659,84	93 674,21
				2021	0,00	143 000,00	0,00	143 000,00		143 000,00	0,00	143 000,00
			Contrats intercommunaux		392 114,67	-661 537,98	764 016,91	143 000,00	-414 034,11	492 982,80	122 300,59	370 682,21
			Développement du réseau	2014	0,00	-30 906,00	100 769,63		-30 906,00	69 863,63	69 863,63	0,00
				2018	0,02	-0,02	0,00			0,00	0,00	0,00
				2020	0,00	0,00	2 274 514,86			2 274 514,86	2 274 514,86	0,00
				2021	0,00	7 000 000,00	0,00	7 000 000,00		7 000 000,00	7 000 000,00	0,00
			Développement du réseau		0,02	6 969 093,98	2 375 284,49	7 000 000,00	-30 906,00	9 344 378,49	9 344 378,49	0,00
			Fonds Aménagement Communal	2019	291 569,15	-241 690,84	2 330 039,84	57 832,50	-24 352,04	2 363 520,30	1 400 958,63	962 561,67
				2020	6 242 167,50	0,00	192 952,50	2 354 121,16	-321 093,38	2 225 980,28	634 803,99	1 591 176,29
				2021	0,00	13 037 512,89	0,00			0,00	0,00	0,00
			Fonds Aménagement Communal		6 533 736,65	12 795 822,05	2 522 992,34	2 411 953,66	-345 445,42	4 589 500,58	2 035 762,62	2 553 737,96
			Fonds d'aménagement	2019	40 000,00	-40 000,00	545 719,08			545 719,08	84 000,00	461 719,08
				2021	0,00	1 200 000,00	0,00	1 000 000,00		1 000 000,00	300 000,00	700 000,00
			Fonds d'aménagement		40 000,00	1 160 000,00	545 719,08	1 000 000,00		1 545 719,08	384 000,00	1 161 719,08
			Fonds d'Equipement Rural	2017	44 519,92	-178 756,12	184 989,57		-135 986,20	49 003,37	49 003,37	0,00
				2018	108 262,78	-106 983,31	632 073,37	52 393,65	-176 421,43	508 045,59	440 103,64	67 941,95
				2019	125 405,32	-283 560,76	2 586 942,41	73 788,40	-416 222,35	2 244 508,46	1 605 996,12	638 512,34
				2020	1 024 743,30	-79 683,45	4 013 904,81	1 056 969,28	-170 792,64	4 900 081,45	2 170 690,53	2 729 390,92
				2021	0,00	4 278 703,30	0,00	3 725 158,40	-9 641,83	3 715 516,57	617 360,61	3 098 155,96
			Fonds d'Equipement Rural		1 302 931,32	3 629 719,66	7 417 910,16	4 908 309,73	-909 064,45	11 417 155,44	4 883 154,27	6 534 001,17
			Fonds E.CO.LE	2017	0,00	-2 189,39	2 189,39		-2 189,39	0,00	0,00	0,00
				2018	0,00	0,00	20 917,50	20 917,50	-20 917,50	20 917,50	20 917,50	0,00
			Fonds E.CO.LE		0,00	-2 189,39	23 106,89	20 917,50	-23 106,89	20 917,50	20 917,50	0,00
			Soutien au développement local - divers partenariats	2017	0,00	-409 977,92	409 977,92		-409 977,92	0,00	0,00	0,00
				2020	0,00	940 000,00	0,00	940 000,00		940 000,00	940 000,00	0,00
				2021	0,00	261 617,92	0,00	261 617,92		261 617,92	0,00	261 617,92
			Soutien au développement local - divers partenariats		0,00	791 640,00	409 977,92	1 201 617,92	-409 977,92	1 201 617,92	940 000,00	261 617,92
			Domaine Développement local		21 393 864,61	34 701 545,51	44 861 675,69	24 536 271,20	-6 240 913,25	63 157 033,64	30 685 137,69	32 471 895,95
		Promotion du territoire	Attractivité du territoire	2019	746 216,00	-746 216,00	595 549,70			595 549,70	130 695,66	464 854,04
				2020	1 000 000,00	0,00	0,00	971 483,76		971 483,76	153 329,32	818 154,44
				2021	0,00	3 246 216,00	0,00	2 031 340,41		2 031 340,41	178 401,79	1 852 938,62
			Attractivité du territoire		1 746 216,00	2 500 000,00	595 549,70	3 002 824,17		3 598 373,87	462 426,77	3 135 947,10
			Domaine Promotion du territoire		1 746 216,00	2 500 000,00	595 549,70	3 002 824,17		3 598 373,87	462 426,77	3 135 947,10
		Tourisme	Développement touristique itinérance et numérique	2014	0,00	-41 915,19	41 915,19		-41 915,19	0,00	0,00	0,00
				2017	0,00	0,00	3 057,00			3 057,00	3 057,00	0,00
			Développement touristique itinérance et numérique		0,00	-41 915,19	44 972,19		-41 915,19	3 057,00	3 057,00	0,00
			Domaine Tourisme		0,00	-41 915,19	44 972,19		-41 915,19	3 057,00	3 057,00	0,00
			Politique Développement territorial		30 423 919,23	40 362 835,42	47 020 253,19	33 586 496,87	-7 440 448,81	73 166 301,25	35 088 398,19	38 077 903,06
	Protection de l'environnement	Eau	Assainissement	2013	1 809,76	-47 458,38	45 648,62		-45 648,62	0,00	0,00	0,00
				2014	12 605,21	-104 571,76	95 611,53		-91 966,55	3 644,98	0,00	3 644,98
				2015	62 748,70	-163 803,31	102 771,58	4 430,00	-105 546,61	1 654,97	1 654,97	0,00
				2016	48 994,51	-200 928,39	445 767,00	59 656,56	-221 121,02	284 302,54	185 965,10	98 337,44
				2017	0,79	-65 662,44	492 143,18	74 360,92	-167 449,92	399 054,18	218 213,64	180 840,54
				2018	29 870,19	-23 772,80	2 014 140,66	315 188,85	-317 655,91	2 011 673,60	992 257,09	1 019 416,51
				2019	3 003,30	-7 999,60	3 328 203,75	610 954,01	-625 451,27	3 313 706,49	1 906 332,20	1 407 374,29
				2020	163 353,28	-2 436,64	4 928 217,44	617 492,52	-473 789,58	5 071 920,38	1 913 224,40	3 158 695,98
				2021	0,00	4 261 500,00	0,00	4 008 377,02		4 008 377,02	239 270,93	3 769 106,09
			Assainissement		322 385,74	3 644 866,68	11 452 503,76	5 690 459,88	-2 048 629,48	15 094 334,16	5 456 918,33	9 637 415,83

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
			Cours d'eau	2018	0,62	-0,62	16 340,35	3 916,00	-3 916,00	16 340,35	8 747,15	7 593,20
				2019	10 077,15	-15 511,15	96 576,60		-5 434,00	91 142,60	16 874,60	74 268,00
				2020	100 112,00	0,00	114 955,91	97 592,00	-32,38	212 515,53	39 091,53	173 424,00
				2021	0,00	230 000,00	0,00	81 215,00		81 215,00	0,00	81 215,00
				2016	0,00	0,00	9 150,00			9 150,00	0,00	9 150,00
				2017	0,00	0,00	15 780,50			15 780,50	0,00	15 780,50
			Cours d'eau		110 189,77	214 488,23	252 803,36	182 723,00	-9 382,38	426 143,98	64 713,28	361 430,70
			Eau potable	2018	33 352,83	-38 878,79	843 583,66	49 948,95	-61 691,66	831 840,95	88 222,78	743 618,17
				2019	13 515,44	-17 374,52	1 523 926,90	960 155,40	-964 014,48	1 520 067,82	798 381,04	721 686,78
				2020	15 003,00	-192,00	3 848 520,53	681 570,05	-666 836,58	3 863 254,00	1 075 840,70	2 787 413,30
				2021	0,00	2 855 000,00	0,00	2 252 681,00	-591,01	2 252 089,99	328 548,83	1 923 541,16
				2014	5 388,00	-5 388,00	13 535,62	4 422,80	-4 422,80	13 535,62	0,00	13 535,62
				2015	8 174,67	-11 944,39	144 803,49	8 270,69	-12 040,41	141 033,77	45 669,41	95 364,36
				2016	0,00	0,00	2 638 399,72			2 638 399,72	2 552 189,12	86 210,60
				2017	81,38	-34 438,91	2 308 134,80	31 019,13	-77 554,92	2 261 599,01	1 502 553,24	759 045,77
			Eau potable		75 515,32	2 746 783,39	11 320 904,72	3 988 068,02	-1 787 151,86	13 521 820,88	6 391 405,12	7 130 415,76
			Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti	2020	164 845,63	-5 031,24	47 683,19		-5 628,47	42 054,72	42 054,72	0,00
				2021	0,00	190 000,00	0,00	120 000,00		120 000,00	119 117,89	882,11
			Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti		164 845,63	184 968,76	47 683,19	120 000,00	-5 628,47	162 054,72	161 172,61	882,11
			Domaine Eau		672 936,46	6 791 107,06	23 073 895,03	9 981 250,90	-3 850 792,19	29 204 353,74	12 074 209,34	17 130 144,40
	Environnement		Aménagement foncier	2018	55 000,00	0,00	64 000,00			64 000,00	48 000,00	16 000,00
				2019	216 100,00	-10 060,00	32 784,00	64 749,72	-22 927,21	74 606,51	60 072,51	14 534,00
				2020	460 802,35	136 000,00	22 401,00	133 160,00		155 561,00	69 566,40	85 994,60
				2021	0,00	103 800,00	0,00	39 634,70		39 634,70	36 981,85	2 652,85
			Aménagement foncier		731 902,35	229 740,00	119 185,00	237 544,42	-22 927,21	333 802,21	214 620,76	119 181,45
			Environnement et développement durable	2018	23 562,00	-23 562,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2019	83 333,00	-42 733,00	35 973,00	32 760,00		68 733,00	13 560,00	55 173,00
				2020	30 000,00	-13 800,00	0,00	13 300,00		13 300,00	6 750,00	6 550,00
				2021	0,00	22 500,00	0,00	2 500,00	-54,16	2 445,84	2 445,84	0,00
			Environnement et développement durable		136 895,00	-57 595,00	35 973,00	48 560,00	-54,16	84 478,84	22 755,84	61 723,00
			Espaces naturels sensibles - autres	2010	0,00	0,00	33 829,00			33 829,00	0,00	33 829,00
				2015	954,47	-954,47	0,00			0,00	0,00	0,00
				2016	39,87	-39,87	5 810,25			5 810,25	0,00	5 810,25
				2017	3 604,00	-5 380,00	20 269,00		-6 065,00	14 204,00	845,00	13 359,00
				2018	6 031,58	-6 031,58	121 899,97			121 899,97	64 326,05	57 573,92
				2019	3 115,00	-3 115,00	230 709,63			230 709,63	112 356,16	118 353,47
				2020	15 059,69	0,00	334 681,62	17 848,51	-2 789,51	349 740,62	53 999,00	295 741,62
				2021	0,00	456 150,00	0,00	452 149,00		452 149,00	81 994,05	370 154,95
			Espaces naturels sensibles - autres		28 804,61	440 629,08	747 199,47	469 997,51	-8 854,51	1 208 342,47	313 520,26	894 822,21
			Espaces naturels sensibles - Département	2017	0,00	0,00	2 016,00	2 016,00	-2 016,00	2 016,00	2 016,00	0,00
				2018	0,00	-54,00	54,00		-54,00	0,00	0,00	0,00
				2019	15 579,21	-2 543,34	24 358,75	15 061,77	-16 942,32	22 478,20	21 354,51	1 123,69
				2020	622 830,91	-30 235,74	51 195,09	314 040,96	-21 084,12	344 151,93	301 756,72	42 395,21
				2021	0,00	560 722,00	0,00	291 274,40	-4 120,69	287 153,71	249 167,89	37 985,82
				2014	0,00	-47,04	15 618,02	117,60	-164,64	15 570,98	15 546,98	24,00
			Espaces naturels sensibles - Département		638 410,12	527 841,88	93 241,86	622 510,73	-44 381,77	671 370,82	589 842,10	81 528,72
			Domaine Environnement		1 536 012,08	1 140 615,96	995 599,33	1 378 612,66	-76 217,65	2 297 994,34	1 140 738,96	1 157 255,38
			Politique Protection de l'environnement		2 208 948,54	7 931 723,02	24 069 494,36	11 359 863,56	-3 927 009,84	31 502 348,08	13 214 948,30	18 287 399,78
	Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.	2011	2 115,88	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2012	0,00	0,00	6 635,60			6 635,60	2 631,66	4 003,94
				2014	0,00	0,00	208 771,28	1 440,00	-1 440,00	208 771,28	88 778,29	119 992,99
				2015	0,00	0,00	134 229,31			134 229,31	0,00	134 229,31
				2016	3 388,98	0,00	313 423,21	3 388,98		316 812,19	0,00	316 812,19
				2017	520 000,00	0,00	134 811,73			134 811,73	0,00	134 811,73
				2018	0,00	0,00	400 000,00			400 000,00	197 610,00	202 390,00
				2019	65 760,00	0,00	427 001,10	65 760,00		492 761,10	11 520,70	481 240,40
				2020	0,00	0,00	500 000,00	140 000,00	-140 000,00	500 000,00	440 000,00	60 000,00
				2021	0,00	500 000,00	0,00	500 000,00		500 000,00	441 724,60	58 275,40
			Acquisitions foncières.		591 264,86	500 000,00	2 124 872,23	710 588,98	-141 440,00	2 694 021,21	1 182 265,25	1 511 755,96
			Améliorer les liaisons entre les pôles	2006	25 831,48	0,00	98 079,25			98 079,25	0,00	98 079,25

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
				2013	0,00	0,00	129 646,26	825,38		129 646,26	129 507,11	139,15
				2017	4 623 879,82	0,00	2 748 119,79	2 749 851,82		5 497 971,61	3 363 337,42	2 134 634,19
				2020	17 000 000,00	0,00	0,00	1 210 000,00		1 210 000,00	213 166,04	996 833,96
				2021	0,00	6 400 000,00	0,00	1 100 000,00		1 100 000,00	34 500,00	1 065 500,00
			Améliorer les liaisons entre les pôles		21 649 711,30	6 400 000,00	2 975 845,30	5 060 677,20	-825,38	8 035 697,12	3 740 510,57	4 295 186,55
			Aménagements pour la sécurité routière	2008	1 738,99	-1 738,99	0,00			0,00	0,00	0,00
				2009	297 750,37	-298 893,57	62 393,20		-1 143,20	61 250,00	0,00	61 250,00
				2013	0,00	0,00	364,80			364,80	0,00	364,80
				2014	221 857,70	0,00	523 717,71	441 704,21	-219 876,75	745 545,17	645 409,21	100 135,96
				2015	3 816,00	0,00	18 620,63		-18 620,63	0,00	0,00	0,00
				2016	0,00	0,00	1 395 645,91	756,00	-756,00	1 395 645,91	32 330,37	1 363 315,54
				2017	36 167,76	0,00	547 428,17	507 916,04	-472 373,02	582 971,19	74 591,43	508 379,76
				2018	0,00	0,00	2 435 230,73	432 351,67	-432 351,67	2 435 230,73	731 880,38	1 703 350,35
				2019	429 897,19	0,00	1 298 443,39	575 899,47	-146 002,28	1 728 340,58	893 025,44	835 315,14
				2020	2 772 217,47	-1 300 000,00	2 165 536,67	3 188 457,57	-1 717 461,19	3 636 533,05	2 032 413,83	1 604 119,22
			Aménagements pour la sécurité routière		3 763 445,48	-1 600 632,56	8 447 381,21	5 147 084,96	-3 008 584,74	10 585 881,43	4 409 650,66	6 176 230,77
			Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier	2007	0,00	-516,00	516,00		-516,00	0,00	0,00	0,00
				2010	0,00	-48 116,71	48 116,71		-48 116,71	0,00	0,00	0,00
				2015	0,00	-26,57	26,57		-26,57	0,00	0,00	0,00
				2016	0,00	0,00	520,37			520,37	478,37	42,00
				2017	0,00	0,00	66 570,80	9 654,27	-9 654,27	66 570,80	57 501,20	9 069,60
				2018	500 515,92	0,00	30 955,75	1 512,00	-1 512,00	30 955,75	30 311,87	643,88
				2019	143 815,92	-140 000,00	297 439,77	24 465,07	-20 649,15	301 255,69	264 923,71	36 331,98
				2020	273 236,10	0,00	4 764 907,12	2 507 527,66	-2 444 905,46	4 827 529,32	4 626 233,52	201 295,80
				2021	0,00	59 091 670,88	0,00	55 197 427,80	-4 659 749,87	50 537 677,93	40 185 255,86	10 352 422,07
			Conservation Sécurité et Innovation du réseau routier		917 567,94	58 903 011,60	5 209 053,09	57 740 586,80	-7 185 130,03	55 764 509,86	45 164 704,53	10 599 805,33
			Etudes voirie.	2014	83,34	0,00	70 432,53			70 432,53	0,00	70 432,53
				2016	7 086,05	0,00	27 982,92	1 117,28		29 100,20	7 788,00	21 312,20
				2017	24 045,19	-0,01	11 131,42	6 486,00	-0,01	17 617,41	6 280,09	11 337,32
				2018	0,00	300 000,00	104 683,08			104 683,08	0,00	104 683,08
				2019	6 011,03	0,00	63 748,96	3 888,31	-7 312,19	60 325,08	51 848,43	8 476,65
				2020	2 060 095,60	-100 000,00	64 904,40	779 343,25	-88 241,27	756 006,38	399 171,52	356 834,86
				2021	0,00	400 000,00	0,00	378 862,34		169 264,73	209 597,61	
			Etudes voirie.		2 097 321,21	599 999,99	342 883,31	1 169 697,18	-95 553,47	1 417 027,02	634 352,77	782 674,25
			Favoriser le développement économique et local	2007	5 737 816,58	0,00	2 993 299,75	196 000,00	-196 118,62	2 993 181,13	1 931 959,38	1 061 221,75
				2008	1 080 382,25	0,00	1 223 193,32	2 000,00		1 225 193,32	24 492,12	1 200 701,20
				2009	700 000,00	0,00	456 912,54			456 912,54	0,00	456 912,54
				2010	243 263,39	0,00	712 774,86			712 774,86	8 556,90	704 217,96
				2011	0,00	0,00	6 200 000,00			6 200 000,00	0,00	6 200 000,00
				2003	0,00	0,00	44 952,22			44 952,22	14 111,28	30 840,94
				2013	0,00	0,00	22 395,97			22 395,97	21 470,30	925,67
				2014	1 118 160,96	0,00	842,15	184 877,61		185 719,76	41 829,01	143 890,75
				2016	3 313 775,35	0,00	2 048 125,76	3 531 959,16	-218 183,81	5 361 901,11	3 112 391,31	2 249 509,80
				2017	3 416,46	0,00	934 059,16	3 416,46		937 475,62	81 875,29	855 600,33
				2018	948 161,16	0,00	174 867,98			174 867,98	126 582,16	48 285,82
				2019	18 497 748,89	-3 271 144,60	1 213 846,24	901 008,00		2 114 854,24	1 231 942,69	882 911,55
				2020	15 059 924,00	0,00	4 610 108,00	1 051 020,00		5 661 128,00	309 514,84	5 351 613,16
				2021	0,00	4 200 000,00	0,00	198 719,12		198 719,12	59 615,00	139 104,12
			Favoriser le développement économique et local		46 702 649,04	928 855,40	20 635 377,95	6 069 000,35	-414 302,43	26 290 075,87	6 964 340,28	19 325 735,59
			Paysage et environnement - Aménagement	2011	0,00	0,00	834,94			834,94	834,94	0,00
				2013	0,00	0,00	5 053,39			5 053,39	4 387,72	665,67
				2014	73 565,46	0,00	27 654,11	74 009,82	-444,36	101 219,57	62 216,94	39 002,63
				2019	87 000,00	0,00	3 000,00	99 530,00	-12 996,00	89 534,00	11 632,19	77 901,81
				2020	90 000,00	0,00	0,00	89 607,60		89 607,60	6 296,40	83 311,20
				2021	0,00	500 000,00	0,00	463 775,87	-4,40	463 771,47	152 543,36	311 228,11
			Paysage et environnement - Aménagement		250 565,46	500 000,00	36 542,44	726 923,29	-13 444,76	750 020,97	237 911,55	512 109,42
			Raccorder les pôles.	2002	438 244,72	0,00	1 388 688,91	426 113,20	-34 742,82	1 780 059,29	1 144 417,83	635 641,46
				2021	0,00	8 000 000,00	0,00	400 000,00		400 000,00	345 017,86	54 982,14
			Raccorder les pôles.		438 244,72	8 000 000,00	1 388 688,91	826 113,20	-34 742,82	2 180 059,29	1 489 435,69	690 623,60
			Domaine Aménagement du réseau routier		76 410 770,01	74 231 234,43	41 160 644,44	77 450 671,96	-10 894 023,63	107 717 292,77	63 823 171,30	43 894 121,47
		Entretien et exploitation du	Aménagement extérieur des ARD	2020	86 645,24	0,00	60 949,50	80 000,00	-6,49	140 943,01	58 081,33	82 861,68
				2021	0,00	500 000,00	0,00	240 837,00		240 837,00	57 327,18	183 509,82

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.		
		réseau routier	Aménagement extérieur des ARD		86 645,24	500 000,00	60 949,50	320 837,00	-6,49	381 780,01	115 408,51	266 371,50		
			Moyens du parc départemental	2013	60 390,64	-60 390,64	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
				2014	500 000,33	-500 000,33	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
				2018	0,04	-0,04	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
				2019	0,00	-0,03	0,03		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
				2020	0,00	0,00	444 344,11	338 366,45	-338 366,45	444 344,11	444 343,59	0,52		
				2021	0,00	3 000 000,00	0,00	4 738 343,95	-1 738 343,95	3 000 000,00	1 852 735,22	1 147 264,78		
				Moyens du parc départemental	560 391,01	2 439 608,96	444 344,14	5 076 710,40	-2 076 710,43	3 444 344,11	2 297 078,81	1 147 265,30		
			Signalisation	2018	0,00	0,00	4 075,80	4 075,80	-4 075,80	4 075,80	4 075,80	0,00		
				2019	0,00	0,00	20 818,49	21 095,84	-21 129,64	20 784,69	20 784,69	0,00		
				2020	117 740,38	0,00	255 847,01	212 693,79	-94 953,41	373 587,39	369 065,59	4 521,80		
				2021	0,00	1 500 000,00	0,00	1 504 076,12	-11 515,64	1 492 560,48	1 410 581,20	81 979,28		
				Signalisation	117 740,38	1 500 000,00	280 741,30	1 741 941,55	-131 674,49	1 891 008,36	1 804 507,28	86 501,08		
				Domaine Entretien et exploitation du réseau routier	764 776,63	4 439 608,96	786 034,94	7 139 488,95	-2 208 391,41	5 717 132,48	4 216 994,60	1 500 137,88		
				Politique Routes départementales	77 175 546,64	78 670 843,39	41 946 679,38	84 590 160,91	-13 102 415,04	113 434 425,25	68 040 165,90	45 394 259,35		
			Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Incendie et secours	2021	0,00	4 685 000,00	0,00	4 678 152,50		4 678 152,50	4 620 000,00	58 152,50
					Incendie et secours	0,00	4 685 000,00	0,00	4 678 152,50		4 678 152,50	4 620 000,00	58 152,50	
					Domaine Sécurité des biens et des personnes	0,00	4 685 000,00	0,00	4 678 152,50		4 678 152,50	4 620 000,00	58 152,50	
				Politique Sécurité	0,00	4 685 000,00	0,00	4 678 152,50		4 678 152,50	4 620 000,00	58 152,50		
			Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	2014	786 565,93	0,00	49 677,77	42 905,26	-17 527,44	75 055,59	28 264,24	46 791,35
						2015	15 850 219,72	0,00	334 826,24	7 223 995,68	-182 565,21	7 376 256,71	2 078 853,81	5 297 402,90
						2016	114 094,92	0,00	338 479,33	114 094,92		452 574,25	0,00	452 574,25
						2017	0,00	-0,98	0,98		-0,98	0,00	0,00	0,00
2018	0,00	215 830,71				1 238 154,08			1 238 154,08	907 855,79	330 298,29			
2019	0,00	0,00				1 980 500,00	127 421,04	-127 421,04	1 980 500,00	747 536,61	1 232 963,39			
2020	22 824 586,84	0,00				250 000,00	37 500,00		287 500,00	0,00	287 500,00			
2021	0,00	13 343 775,00				0,00			0,00	0,00	0,00			
	Infrastructures de transport	39 575 467,41				13 559 604,73	4 191 638,40	7 545 916,90	-327 514,67	11 410 040,63	3 762 510,45	7 647 530,18		
Plan de déplacement urbain.	2012	0,00				-10 668,00	128 221,00		-10 668,00	117 553,00	102 414,00	15 139,00		
	2014	0,00			0,00	1 091,47	220,00	-1 091,47	220,00	219,20	0,80			
	2015	86 760,63			0,00	170 105,35	10 000,00	-3 554,21	176 551,14	16 639,38	159 911,76			
	2016	150 000,00			-67 029,24	639 192,79	150 000,00	-67 029,24	722 163,55	593 128,53	129 035,02			
	2017	200 000,00			0,00	496 760,05			496 760,05	65 744,64	431 015,41			
	2018	538 633,44			0,00	22 099,84	538 000,00		560 099,84	15 532,73	544 567,11			
	2019	500 000,00			0,00	349 915,00	500 000,00		849 915,00	177 577,65	672 337,35			
	2020	965 000,00			-405 003,25	40 003,25	100 000,00	-40 003,25	100 000,00	0,00	100 000,00			
	2021	0,00			672 500,00	0,00	172 500,00		172 500,00	0,00	172 500,00			
		Plan de déplacement urbain.			2 440 394,07	189 799,51	1 847 388,75	1 470 720,00	-122 346,17	3 195 762,58	971 256,13	2 224 506,45		
Points d'arrêt	2016	1 029 067,65			0,00	5 054,60	110 000,00	-172,89	114 881,71	94 560,00	20 321,71			
	2019	64 124,05			-22 040,00	7 875,95	7 537,13		15 413,08	15 413,08	0,00			
	Points d'arrêt	1 093 191,70			-22 040,00	12 930,55	117 537,13	-172,89	130 294,79	109 973,08	20 321,71			
	Domaine Transports publics	43 109 053,18			13 727 364,24	6 051 957,70	9 134 174,03	-450 033,73	14 736 098,00	4 843 739,66	9 892 358,34			
	Politique Transports	43 109 053,18	13 727 364,24	6 051 957,70	9 134 174,03	-450 033,73	14 736 098,00	4 843 739,66	9 892 358,34					
1 - Mission aménagement et développement du territoire					152 917 467,59	145 377 766,07	119 088 384,63	143 348 847,87	-24 919 907,42	237 517 325,08	125 807 252,05	111 710 073,03		

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.		
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	Développement des publics des Archives et valorisation des collections	2019	8,00	-920,84	912,84		-912,84	0,00	0,00	0,00		
				2020	2 054,00	-962,62	30 632,62		-962,62	29 670,00	19 299,98	10 370,02		
				2021	0,00	38 000,00	0,00	37 435,00		37 435,00	2 985,78	34 449,22		
				Dév. des publics des Archives et valorisation des collections		2 062,00	36 116,54	31 545,46	37 435,00	-1 875,46	67 105,00	22 285,76	44 819,24	
				Domaine Archives		2 062,00	36 116,54	31 545,46	37 435,00	-1 875,46	67 105,00	22 285,76	44 819,24	
		Développement culturel	Actions culturelles.	2017	0,00	0,00	3 241,00		3 241,00	0,00	3 241,00	0,00	3 241,00	
				2020	9 727,00	-9 727,00	83 493,00		83 493,00	65 000,00	18 493,00			
				2020	5 000,00	-5 000,00	20 000,00		20 000,00	8 572,00	11 428,00			
				2021	0,00	262 000,00	0,00	261 926,00		261 926,00	20 602,00	241 324,00		
						Actions culturelles.		14 727,00	247 273,00	106 734,00	261 926,00	368 660,00	94 174,00	274 486,00
			Enseignement artistique et pratiques amateurs	2020	0,00	0,00	80 000,00		80 000,00	0,00	80 000,00	0,00	80 000,00	
				2021	0,00	100 000,00	0,00	34 000,00		34 000,00	0,00	34 000,00		
				Enseignement artistique et pratiques amateurs		0,00	100 000,00	80 000,00	34 000,00		114 000,00	0,00	114 000,00	
				Domaine Développement culturel		14 727,00	347 273,00	186 734,00	295 926,00		482 660,00	94 174,00	388 486,00	
		Développement de la lecture publique	Autres - développement de la lecture publique	2020	19 630,00	-19 632,72	2,72		-2,72	0,00	0,00	0,00		
				2021	0,00	70 632,72	0,00	91 427,00		-24 500,00	66 927,00	5 340,87	61 586,13	
					Autres - développement de la lecture publique		19 630,00	51 000,00	2,72	91 427,00	-24 502,72	66 927,00	5 340,87	61 586,13
			Développement de l'offre documentaire	2021	0,00	40 000,00	0,00	70 895,00		-30 895,00	40 000,00	39 818,25	181,75	
						Développement de l'offre documentaire		0,00	40 000,00	0,00	70 895,00	-30 895,00	40 000,00	39 818,25
			Développement du réseau - Médiathèque	2014	0,00	0,00	44 468,02		44 468,02	44 468,02	0,00	44 468,02	0,00	
				2015	0,00	-39 617,00	39 617,00		-39 617,00	0,00	0,00			
				2016	0,00	0,00	5 208,00		5 208,00	0,00	5 208,00	0,00		
				2017	0,40	-0,40	0,00		0,00	0,00	0,00			
				2018	0,00	0,00	3 000,00		3 000,00	0,00	3 000,00	0,00		
		2019		35 041,81	-35 041,81	8 080,19		-19,59	8 060,60	7 478,60	582,00			
		2020		42 150,00	0,00	2 850,00	22 756,00	-63,97	25 542,03	22 786,03	2 756,00			
				Développement du réseau - Médiathèque		77 192,21	-19 659,21	103 223,21	22 756,00	-39 700,56	86 278,65	74 732,65	11 546,00	
		Domaine Développement de la lecture publique		96 822,21	71 340,79	103 225,93	185 078,00	-95 098,28	193 205,65	119 891,77	73 313,88			
Musées	Développement et valorisation des collections - musées	2019	0,00	0,00	15 280,00		15 280,00	15 280,00	0,00					
		2020	0,00	0,00	2 060 347,01	242 895,05	-917 875,58	1 385 366,48	486 556,01	898 810,47				
		2021	0,00	420 000,00	0,00	420 000,00		420 000,00	419 481,00	519,00				
		2017	0,00	0,00	50 420,00	72 620,00	-95 450,00	27 590,00	10 564,00	17 026,00				
		2018	24 000,00	0,00	74 028,50		-49 183,99	24 844,51	24 844,51	0,00				
		Développement et valorisation des collections - musées		24 000,00	420 000,00	2 200 075,51	735 515,05	-1 062 509,57	1 873 080,99	956 725,52	916 355,47			
		Domaine Musées		24 000,00	420 000,00	2 200 075,51	735 515,05	-1 062 509,57	1 873 080,99	956 725,52	916 355,47			
Patrimoine	Antiquités et objets d'art	2017	0,00	-1 441,00	1 441,00		-1 441,00	0,00	0,00	0,00				
		2019	42 189,00	0,00	6 195,00	42 006,00		48 201,00	6 195,00	42 006,00				
		2020	27 606,00	0,00	49 623,00	27 606,00		77 229,00	28 698,00	48 531,00				
		2021	0,00	60 000,00	0,00	45 822,00		45 822,00	580,00	45 242,00				
			Antiquités et objets d'art		69 795,00	58 559,00	57 259,00	115 434,00	-1 441,00	171 252,00	35 473,00	135 779,00		
	Développement des publics du château de Blandy-les-Tours	2018	0,00	0,00	98 791,90		98 791,90	0,00	98 791,90	0,00				
		2019	0,00	0,00	466 736,12		466 736,12	0,00	466 736,12	0,00				
		2020	250 000,00	0,00	75 000,00	362 000,00	-112 000,00	325 000,00	287 400,00	37 600,00				
		2021	0,00	230 000,00	0,00	230 000,00		230 000,00	12 289,49	217 710,51				
			Développement des publics du château de Blandy-les-Tours		250 000,00	230 000,00	640 528,02	592 000,00	-112 000,00	1 120 528,02	299 689,49	820 838,53		
	Patrimoine monumental	2016	0,00	-1 402,00	53 171,00		-1 402,00	51 769,00	0,00	51 769,00				
		2017	0,00	0,00	152 932,00		152 932,00	19 174,14	133 757,86					
		2018	0,00	0,00	120 000,00		120 000,00	115 221,66	4 778,34					
2018		0,00	0,00	236 648,00		236 648,00	154 418,00	82 230,00						
2019		103 457,00	-103 121,00	542 271,50	4 360,00	-6 630,00	540 001,50	260 413,29	279 588,21					
2020		261 101,00	-12 429,00	1 131 759,00	2 340,00	-2 340,00	1 131 759,00	150 666,10	981 092,90					
		Patrimoine monumental		364 558,00	873 048,00	2 236 781,50	962 773,00	-10 372,00	3 189 182,50	712 340,19	2 476 842,31			

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
			Valorisation du patrimoine	2020	5 500,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2021	0,00	5 500,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Valorisation du patrimoine		5 500,00	5 500,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Domaine Patrimoine		689 853,00	1 167 107,00	2 934 568,52	1 670 207,00	-123 813,00	4 480 962,52	1 047 502,68	3 433 459,84
			Politique Culture et patrimoine		827 464,21	2 041 837,33	5 456 149,42	2 924 161,05	-1 283 296,31	7 097 014,16	2 240 579,73	4 856 434,43
Education formation	Bâtiments des collèges	Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires		2019	0,00	-3 500,00	3 500,00		-3 500,00	0,00	0,00	0,00
				2020	0,00	-2 886,83	2 886,83		-2 886,83	0,00	0,00	0,00
				2021	0,00	10 000,00	0,00	10 001,00	-5 000,00	5 001,00	1,00	5 000,00
			Acquisitions de terrains et bâtiments scolaires		0,00	3 613,17	6 386,83	10 001,00	-11 386,83	5 001,00	1,00	5 000,00
		Constructions extensions réhabilitations		2002	0,00	0,00	200 031,36			200 031,36	109 253,36	90 778,00
				2005	0,00	0,00	328 006,32			328 006,32	140 633,31	187 373,01
				2007	0,00	-202 301,81	293 253,79		-202 301,81	90 951,98	14 993,09	75 958,89
				2008	80,78	-100 080,78	641 203,84		-100 000,00	541 203,84	212 635,15	328 568,69
				2009	0,00	-94 012,62	468 954,48		-94 012,64	374 941,84	56 460,22	318 481,62
				2010	0,00	-307 220,73	328 026,81		-307 220,73	20 806,08	8 812,07	11 994,01
				2011	0,00	256 183,54	584 242,19	257 633,53	-1 449,99	840 425,73	295 116,85	545 308,88
				2012	0,00	-28 019,41	36 312,09	1 034,94	-29 054,35	8 292,68	0,00	8 292,68
				1996	0,46	-69 127,35	69 128,20	69 127,35	-138 255,51	0,04	0,00	0,04
				1997	0,00	-513 312,90	513 314,04		-513 314,00	0,04	0,00	0,00
				2013	0,00	-698,02	144 049,91		-698,02	143 351,89	55 434,26	87 917,63
				2014	0,00	295 000,00	4 463 368,42	2 000 000,00	-1 800 000,00	4 663 368,42	1 563 815,82	3 099 552,60
				2015	200 000,00	585 000,00	1 359 243,82	885 000,00	-100 000,00	2 144 243,82	457 874,06	1 686 369,76
				2016	0,00	13 100 000,00	1 620 662,97	13 100 000,00		14 720 662,97	816 002,88	13 904 660,09
				2017	0,00	32 100 000,00	6 297 203,80	35 388 901,21	-3 288 901,21	38 397 203,80	10 297 630,33	28 099 573,47
				2018	743 230,27	-480 000,00	29 046 036,23	1 474 601,69	-1 211 371,42	29 309 266,50	12 378 225,69	16 931 040,81
				2019	2 857 283,84	-237 678,28	35 817 278,03	11 164 913,36	-8 545 307,80	38 436 883,59	14 392 503,16	24 044 380,43
				2020	0,00	6 237 321,80	43 281 887,45	5 207 321,80	-1 470 000,00	47 019 209,25	14 552 345,31	32 466 863,94
				2021	0,00	11 030 356,48	0,00	55 590 356,48	-44 560 000,00	11 030 356,48	656 242,05	10 374 114,43
			Constructions extensions réhabilitations		3 800 595,35	61 571 409,92	125 492 203,75	125 138 890,36	-62 361 887,48	188 269 206,63	56 007 977,61	132 261 229,02
		Entretien et grosses réparations		2005	0,00	0,00	268 268,45			268 268,45	14 742,00	253 526,45
				2007	0,06	-0,05	0,00			0,00	0,00	0,00
				2009	28 352,98	0,00	47 381,41	55 530,32	-27 177,34	75 734,39	23 329,19	52 405,20
				2011	56 915,14	0,00	19 222,93	56 915,14		76 138,07	5 530,65	70 607,42
				2013	514,57	-16 864,34	76 380,15	54 892,74	-71 242,51	60 030,38	55 738,05	4 292,33
				2014	83 411,73	0,00	540 094,45	481 042,39	-397 630,66	623 506,18	525 335,48	98 170,70
				2015	0,00	-30 649,50	603 448,66	26 774,78	-57 424,28	572 799,16	161 597,84	411 201,32
				2016	0,00	-1 613,87	877 730,50	85 344,34	-86 958,21	876 116,63	336 203,43	539 913,20
				2017	0,00	0,00	3 538 464,77	432 471,07	-432 471,07	3 538 464,77	1 210 615,12	2 327 849,65
				2018	0,00	-787 417,95	6 138 859,02	229 516,02	-1 016 933,97	5 351 441,07	1 820 569,94	3 530 871,13
				2019	103 947,60	-708 695,45	8 303 492,32	467 704,42	-1 072 452,27	7 698 744,47	2 683 971,74	5 014 772,73
				2020	938 117,84	3 408 392,66	26 852 057,16	5 527 965,23	-1 410 269,97	30 969 752,42	9 233 407,32	21 736 345,10
				2021	0,00	43 654 639,71	0,00	46 208 555,08	-2 553 915,37	43 654 639,71	13 741 468,07	29 913 171,64
			Entretien et grosses réparations		1 211 259,92	45 517 791,21	47 265 399,82	53 626 711,53	-7 126 475,65	93 765 635,70	29 812 508,83	63 953 126,87
			Domaine Bâtiments des collèges		5 011 855,27	107 092 814,30	172 763 990,40	178 775 602,89	-69 499 749,96	282 039 843,33	85 820 487,44	196 219 355,89
	Enseignement supérieur et recherche	Enseignement supérieur et recherche.		2018	0,00	0,00	70 000,00			70 000,00	70 000,00	0,00
				2020	3 000 088,19	0,00	51 005,91	1 000 000,00		1 051 005,91	1 051 005,91	0,00
			Enseignement supérieur et recherche.		3 000 088,19	0,00	121 005,91	1 000 000,00		1 121 005,91	1 121 005,91	0,00
			Domaine Enseignement supérieur et recherche		3 000 088,19	0,00	121 005,91	1 000 000,00		1 121 005,91	1 121 005,91	0,00
	Vie des collèges	Equipement et matériel TICE		2011	0,00	-168,69	22 687,47		-168,69	22 518,78	2 240,90	20 277,88
				2015	0,00	450 000,00	1 213 336,54			1 213 336,54	827 629,64	385 706,90
				2016	0,00	-98,42	464,42		-464,42	0,00	0,00	0,00
				2017	0,00	-236,56	5 955,60		-236,56	5 719,04	2 893,75	2 825,29
				2018	447 772,33	0,00	147 596,31	500 027,91	-52 255,59	595 368,63	525 599,03	69 769,60
				2019	0,00	-0,01	0,01		-0,01	0,00	0,00	0,00
				2020	1 675 696,79	835 483,53	2 697 420,68	3 299 500,59	-788 320,27	5 208 601,00	4 245 923,92	962 677,08
				2021	0,00	5 650 000,00	0,00	4 982 565,65	-6 337,98	4 982 227,67	1 752 797,34	3 229 430,33
			Equipement et matériel TICE		2 123 469,12	6 934 979,85	4 087 461,03	8 788 094,15	-847 783,52	12 027 771,66	7 357 084,58	4 670 687,08

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.			
			Matériel et mobilier des collèges	2018	0,00	0,00	5 182,72			5 182,72	4 786,20	396,52			
				2019	0,00	-0,04	7 772,41		-0,04	7 772,37	0,00	7 772,37			
				2020	50 005,93	-50 445,75	162 989,37		-439,82	162 549,55	140 193,12	22 356,43			
				2021	0,00	1 592 676,00	0,00	1 620 313,52	-100 727,71	1 519 585,81	1 002 070,67	517 515,14			
			Matériel et mobilier des collèges					50 005,93	1 542 230,21	175 944,50	1 620 313,52	-101 167,57	1 695 090,45	1 147 049,99	548 040,46
			Participation au budget des collèges privés	2020	150 000,00	-100 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
				2017	0,00	0,00	95 352,68			95 352,68	66 746,88	28 605,80			
				2018	0,00	0,00	72 076,24			72 076,24	72 076,24	0,00			
				2019	0,00	0,00	295 747,40			295 747,40	47 996,21	247 751,19			
			Participation au budget des collèges privés					150 000,00	-100 000,00	463 176,32			463 176,32	186 819,33	276 356,99
			Restauration scolaire	2020	88 341,11	-341,13	181 002,85			181 002,85	181 002,83	0,00	181 002,83	181 002,83	0,00
				2021	0,00	1 275 000,00	0,00	1 256 576,88	-3 793,41	1 252 783,47	1 014 109,64	238 673,83			
			Restauration scolaire					88 341,11	1 274 658,87	181 002,85	1 256 576,88	-3 793,43	1 433 786,30	1 195 112,47	238 673,83
			Domaine Vie des collèges					2 411 816,16	9 651 868,93	4 907 584,75	11 664 984,55	-952 744,52	15 619 824,73	9 886 066,37	5 733 758,36
			Politique Education formation					10 423 759,62	116 744 683,23	177 792 581,01	191 440 587,44	-70 452 494,48	298 780 673,97	96 827 559,72	201 953 114,25
Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Equipements sportifs	2017	0,00	0,00	185 000,00		185 000,00	185 000,00	185 000,00	0,00				
			2018	0,00	0,00	60 283,00		60 283,00	60 283,00	0,00	0,00				
			2019	37 159,00	-40 260,00	2 140 942,00		-3 101,00	2 137 841,00	185 000,00	1 952 841,00				
			2020	352 034,00	-662 795,00	2 932 458,00	12 000,00	-322 772,00	2 621 686,00	635 914,00	1 985 772,00				
			2021	0,00	1 400 000,00	0,00	1 346 407,00		1 346 407,00	404 500,00	941 907,00				
		Equipements sportifs					389 193,00	696 945,00	5 318 683,00	1 358 407,00	-325 873,00	6 351 217,00	1 470 697,00	4 880 520,00	
		Sport nature	2020	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00		300 000,00	300 000,00	300 000,00	0,00			
Sport nature					300 000,00	0,00	0,00	300 000,00		300 000,00	300 000,00	0,00			
Domaine Activités sportives					689 193,00	696 945,00	5 318 683,00	1 658 407,00	-325 873,00	6 651 217,00	1 770 697,00	4 880 520,00			
Politique Jeunesse, sports et loisirs					689 193,00	696 945,00	5 318 683,00	1 658 407,00	-325 873,00	6 651 217,00	1 770 697,00	4 880 520,00			
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif					11 940 416,83	119 483 465,56	188 567 413,43	196 023 155,49	-72 061 663,79	312 528 905,13	100 838 836,45	211 690 068,68			
3 - Mission solidarité	Habitat	Développement et amélioration de l'offre de logement	Développement et amélioration de l'offre du parc privé	2017	0,00	0,00	68 745,00			68 745,00	34 372,50	34 372,50			
				2018	0,00	0,00	16 956,00			16 956,00	0,00	16 956,00			
				2019	0,00	0,00	12 872,00			12 872,00	0,00	12 872,00			
				2020	19 328,00	-19 328,00	73 947,00			73 947,00	28 318,50	45 628,50			
			2021	0,00	269 275,00	0,00	130 437,00	-17 310,00	113 127,00	91 003,00	22 124,00				
			Développement et amélioration de l'offre du parc privé					19 328,00	249 947,00	172 520,00	130 437,00	-17 310,00	285 647,00	153 694,00	131 953,00
			Développement et amélioration de l'offre du parc social	2018	0,00	0,00	18 420,00			18 420,00	0,00	18 420,00			
		2020		30 000,00	-29 999,90	0,00	0,10		0,10	0,10	0,00				
		2021		0,00	18 380,00	0,00	8 380,00		8 380,00	0,00	8 380,00				
		Développement et amélioration de l'offre du parc social					30 000,00	-11 619,90	18 420,00	8 380,10	-17 310,00	26 800,10	0,10	26 800,00	
		Domaine Développement et amélioration de l'offre de logement					49 328,00	238 327,10	190 940,00	138 817,10	-17 310,00	312 447,10	153 694,10	158 753,00	
		Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	2009	0,00	-69 000,00	133 400,00		-69 000,00	64 400,00	0,00	64 400,00			
				2010	0,00	0,00	46 000,00			46 000,00	46 000,00	0,00			
				2007	0,00	0,00	69 000,00			69 000,00	0,00	69 000,00			
				2018	0,00	-191 000,00	191 000,00		-191 000,00	0,00	0,00	0,00			
2019	0,00			0,00	101 200,00			101 200,00	101 200,00	0,00					
2020	110 000,00			-110 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00					
2021	0,00			145 000,00	0,00	92 000,00		92 000,00	0,00	92 000,00					
Domaine Insertion par le logement					110 000,00	-225 000,00	540 600,00	92 000,00	-260 000,00	372 600,00	147 200,00	225 400,00			
Politique Habitat					159 328,00	13 327,10	731 540,00	230 817,10	-277 310,00	685 047,10	300 894,10	384 153,00			
Personnes âgées	Hébergement des personnes âgées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes âgées	2017	0,00	0,00	405 000,00		405 000,00	202 500,00	202 500,00					
			2018	0,00	0,00	1 753 750,00		1 753 750,00	713 750,00	1 040 000,00					
			2019	0,00	0,00	2 146 250,00		2 146 250,00	1 146 250,00	1 000 000,00					
			2020	581 800,00	-183 400,00	1 440 000,00	398 400,00	1 838 400,00	1 103 400,00	735 000,00					
			2021	0,00	2 482 000,00	0,00	357 000,00		357 000,00	24 300,00	332 700,00				
Domaine Hébergement des personnes âgées					581 800,00	2 298 600,00	5 745 000,00	755 400,00	-260 000,00	6 500 400,00	3 190 200,00	3 310 200,00			
Politique Personnes âgées					581 800,00	2 298 600,00	5 745 000,00	755 400,00	-260 000,00	6 500 400,00	3 190 200,00	3 310 200,00			

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.			
	Personnes handicapées	Hébergement des personnes handicapées	Frais liés à l'hébergement en établissement des personnes handicapées	2019	675 000,00	0,00	0,00	675 000,00		675 000,00	0,00	675 000,00			
				2021	0,00	75 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00				
		Domaine Hébergement des personnes handicapées				675 000,00	75 000,00	0,00	675 000,00		675 000,00	0,00	675 000,00		
		Maintien à domicile des personnes handicapées	Maison Départementale des Personnes Handicapées	2012	1 310 700,00	-393 210,00	0,00				0,00	0,00	0,00		
				Domaine Maintien à domicile des personnes handicapées				1 310 700,00	-393 210,00	0,00		0,00	0,00	0,00	
Politique Personnes handicapées					1 985 700,00	-318 210,00	0,00	675 000,00		675 000,00	0,00	675 000,00			
Santé publique	Santé publique	Démographie médicale	2019	2,00	-2,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00			
			2020	0,00	22 800,00	684 306,50			684 306,50	519 035,68	165 270,82				
			Domaine Santé publique				2,00	22 798,00	684 306,50		684 306,50	519 035,68	165 270,82		
Politique Santé publique					2,00	22 798,00	684 306,50		684 306,50	519 035,68	165 270,82				
3 - Mission solidarité					2 726 830,00	2 016 515,10	7 160 846,50	1 661 217,10	-277 310,00	8 544 753,60	4 010 129,78	4 534 623,82			
4 - Mission fonctionnelle	Conduite des politiques départementales	Communication	Développement des services et usages	2017	0,00	-0,02	0,02		-0,02	0,00	0,00	0,00			
				2019	0,00	-0,06	0,06		-0,06	0,00	0,00	0,00			
				2020	71 141,25	0,00	39 869,40	113 423,75	-42 282,50	111 010,65	0,00	111 010,65			
				Domaine Communication				71 141,25	-0,08	39 869,48	113 423,75	-42 282,58	111 010,65	0,00	111 010,65
	Politique Conduite des politiques départementales					71 141,25	-0,08	39 869,48	113 423,75	-42 282,58	111 010,65	0,00	111 010,65		
	Direction et animation de l'action départementale	Finances	Autres opérations financières Dépenses/Recettes d'investissement.	2021	0,00	1 999 990,00	0,00			0,00	0,00	0,00			
				2021	0,00	16 046 505,00	0,00	16 058 628,74	-12 123,74	16 046 505,00	16 046 505,00	0,00			
				Domaine Finances				0,00	18 046 495,00	0,00	16 058 628,74	-12 123,74	16 046 505,00	16 046 505,00	0,00
	Politique Direction et animation de l'action départementale					0,00	18 046 495,00	0,00	16 058 628,74	-12 123,74	16 046 505,00	16 046 505,00	0,00		
	Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Culture et patrimoine - construction	Culture et patrimoine - construction	2020	0,00	0,00	732 714,99	15 000,00	-15 000,00	732 714,99	72 798,81	659 916,18		
Culture et patrimoine - construction						0,00	0,00	732 714,99	15 000,00	-15 000,00	732 714,99	72 798,81	659 916,18		
Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations					2013	0,00	-179 008,90	196 173,95	113 516,41	-292 525,31	17 165,05	17 165,05	0,00		
					2015	468,39	-81 829,45	136 933,91	468,40	-81 829,46	55 572,85	55 572,84	0,01		
					2016	0,00	0,00	18 106,63			18 106,63	0,00	18 106,63		
					2018	0,00	0,00	284 022,38	4 975,25	-4 975,25	284 022,38	41 536,85	242 485,53		
					2019	0,00	0,00	186 634,76			186 634,76	66 675,60	119 959,16		
					2020	0,00	0,00	630 102,85	10 756,89	-10 756,89	630 102,85	386 420,81	243 682,04		
					2021	0,00	725 270,54	0,00	725 320,54	-50,00	725 270,54	152 192,46	573 078,08		
Culture et patrimoine - entretien et grosses réparations						468,39	464 432,19	1 451 974,48	855 037,49	-390 136,91	1 916 875,06	719 563,61	1 197 311,45		
Services départementaux - construction					2019	71 035,47	-850 922,28	1 141 502,88	261 035,47	-1 040 922,28	361 616,07	92 965,04	268 651,03		
					2020	0,00	0,00	243 318,03			243 318,03	3 700,03	239 618,00		
					2021	0,00	19 900 000,00	0,00	19 900 000,00		19 900 000,00	663 523,33	19 236 476,67		
Services départementaux - construction						71 035,47	19 049 077,72	1 384 820,91	20 161 035,47	-1 040 922,28	20 504 934,10	760 188,40	19 744 745,70		
Services départementaux - entretien et grosses réparations					2013	0,00	-4,42	33 525,10		-4,42	33 520,68	33 520,68	0,00		
					2014	177 735,21	0,00	207 056,38	197 735,21	-20 000,00	384 791,59	203 841,21	180 950,38		
	2015	10 727,80	-215 676,24	629 545,95	104 830,31	-309 778,75	424 597,51	75 987,61	348 609,90						
	2016	0,00	46 786,48	4 837 223,22	47 058,51	-272,03	4 884 009,70	970 373,64	3 913 636,06						
	2017	0,01	331 575,25	446 526,79	359 903,58	-28 328,32	778 102,05	90 452,03	687 650,02						
	2018	0,00	0,00	219 366,77	5 529,43	-5 529,43	219 366,77	37 656,26	181 710,51						
	2019	0,00	-50 000,00	2 661 256,72	83 092,97	-133 092,97	2 611 256,72	972 914,57	1 638 342,15						
	2020	0,00	18 424,75	1 235 903,70	18 538,01	-113,26	1 254 328,45	377 274,96	877 053,49						
	2021	0,00	1 410 548,55	0,00	1 437 636,35	-27 088,80	1 410 547,55	350 766,20	1 059 781,35						
	2021	0,00	350 000,00	0,00	350 000,00			276 396,14	73 603,86						
2021	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00			200 000,00	59 683,26	140 316,74						
Services départementaux - entretien et grosses réparations				188 463,02	2 091 654,37	10 270 404,63	2 804 324,37	-524 207,98	12 550 521,02	3 448 866,56	9 101 654,46				

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
			Solidarité - construction	2014	0,00	0,00	314 751,91			314 751,91	0,00	314 751,91
				2018	1 457,49	-4 427,23	2 969,74	1 457,49	-4 427,23	0,00	0,00	0,00
				2019	0,00	-2 727 006,44	4 004 951,52	344 286,56	-3 071 293,00	1 277 945,08	470 324,41	807 620,67
				2020	690 496,80	3 000 000,00	10 427 179,39	13 090 496,80	-9 400 000,00	14 117 676,19	258 085,72	13 859 590,47
				2021	0,00	550 000,00	0,00	550 000,00		550 000,00	162 686,40	387 313,60
			Solidarité - construction		691 954,29	818 566,33	14 749 852,56	13 986 240,85	-12 475 720,23	16 260 373,18	891 096,53	15 369 276,65
			Solidarité - entretien et grosses réparations	2013	0,00	-46 786,48	46 786,48		-46 786,48	0,00	0,00	0,00
				2015	0,00	-100 533,97	175 170,40	19 315,82	-119 849,79	74 636,43	74 636,43	0,00
				2016	0,00	-10 000,00	191 850,86	1 693,25	-11 693,25	181 850,86	49 206,75	132 644,11
				2017	0,00	-73 222,82	266 242,92	48,93	-73 271,75	193 020,10	95 864,92	97 155,18
				2018	0,00	-14 631,39	306 676,35	18 228,69	-32 860,08	292 044,96	145 431,63	146 613,33
				2019	0,00	-3 793,23	1 074 601,22	137 780,30	-296 573,53	915 807,99	334 660,77	581 147,22
				2020	137 705,34	30 059,94	1 074 086,38	191 836,19	-24 070,91	1 241 851,66	431 037,46	810 814,20
				2021	0,00	1 512 506,48	0,00	1 513 906,48	-1 400,00	1 512 506,48	327 416,28	1 185 090,20
			Solidarité - entretien et grosses réparations		137 705,34	1 293 598,53	3 135 414,61	1 882 809,66	-606 505,79	4 411 718,48	1 458 254,24	2 953 464,65
			Voirie - construction	2017	0,00	0,00	1 949 258,84			1 949 258,84	62 185,47	1 887 073,37
				2019	0,00	0,00	1 242 300,25	370,00	-370,00	1 242 300,25	34 796,54	1 207 503,71
				2020	0,00	0,00	885 930,21			885 930,21	33 563,28	852 366,93
				2021	0,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00		1 000 000,00	15 729,06	984 270,94
			Voirie - construction		0,00	1 000 000,00	4 077 489,30	1 000 370,00	-370,00	5 077 489,30	146 274,35	4 931 214,95
			Voirie - entretien et grosses réparations	2014	0,00	-13 256,80	13 256,80		-13 256,80	0,00	0,00	0,00
				2015	0,00	-83 639,05	167 639,69	7 648,54	-91 287,59	84 000,64	69 912,10	14 088,54
				2016	0,00	-41 000,00	64 360,62		-41 000,00	23 360,62	0,00	23 360,62
				2017	0,00	0,00	206 779,31			206 779,31	18 699,50	188 079,81
				2018	0,77	0,00	166 549,18	612,74	-611,97	166 549,95	68 743,45	97 806,50
				2019	0,00	0,00	817 645,12	48 786,85	-48 786,85	817 645,12	154 357,66	663 287,46
				2020	137 452,02	0,00	508 940,83	140 466,66	-3 014,64	646 392,85	185 299,97	461 092,88
				2021	0,00	1 216 895,85	0,00	1 276 895,85	-60 000,00	1 216 895,85	205 091,46	1 011 804,39
			Voirie - entretien et grosses réparations		137 452,79	1 079 000,00	1 945 171,55	1 474 410,64	-257 957,85	3 161 624,34	702 104,14	2 459 520,20
			Domaine Bâtiments départementaux		1 227 079,30	25 796 329,14	37 747 843,03	42 179 228,48	-15 310 821,04	64 616 250,47	8 199 146,64	56 417 103,83
		Etude et prévention du risque	Assurances et sinistres	2020	0,00	-13 894,08	13 894,08		-13 894,08	0,00	0,00	0,00
				2021	0,00	27 000,00	0,00	28 076,00	-1 076,00	27 000,00	2 194,52	24 805,48
			Assurances et sinistres		0,00	13 105,92	13 894,08	28 076,00	-14 970,08	27 000,00	2 194,52	24 805,48
			Domaine Etude et prévention du risque		0,00	13 105,92	13 894,08	28 076,00	-14 970,08	27 000,00	2 194,52	24 805,48
		Gestion du patrimoine immobilier	Services départementaux - acquisitions et cessions	2019	1 950 000,00	0,00	15 760,00		-15 760,00	0,00	0,00	0,00
				2021	0,00	4 551 660,03	0,00	5 452 319,65	-900 659,62	4 551 660,03	4 551 637,87	22,16
			Services départementaux - acquisitions et cessions		1 950 000,00	4 551 660,03	15 760,00	5 452 319,65	-916 419,62	4 551 660,03	4 551 637,87	22,16
			Solidarité - acquisitions et cessions	2018	3 550 000,00	-550 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
				2020	500 000,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Solidarité - acquisitions et cessions		4 050 000,00	-550 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00
			Voirie - acquisitions et cessions	2018	17 600,00	-17 604,23	4,23		-4,23	0,00	0,00	0,00
			Voirie - acquisitions et cessions		17 600,00	-17 604,23	4,23		-4,23	0,00	0,00	0,00
			Domaine Gestion du patrimoine immobilier		6 017 600,00	3 984 055,80	15 764,23	5 452 319,65	-916 423,85	4 551 660,03	4 551 637,87	22,16
		Logistique	Gestion de la flotte des véhicules	2019	0,00	-0,03	1 095,03		-0,03	1 095,00	0,00	1 095,00
				2020	0,00	0,00	953 419,76	1 000,79	-1 000,79	953 419,76	882 175,60	71 244,16
				2021	0,00	782 000,00	0,00	1 012 972,64	-230 972,64	782 000,00	320 906,54	461 093,46
			Gestion de la flotte des véhicules		0,00	781 999,97	954 514,79	1 013 973,43	-231 973,46	1 736 514,76	1 203 082,14	533 432,62
			Matériel et mobilier	2018	26,29	0,00	2 227,28			2 227,28	0,00	2 227,28
				2019	0,00	-29,07	72 309,26	10 465,91	-10 494,98	72 280,19	6 599,62	65 680,57
				2020	20 000,00	0,00	349 992,12	30 707,63	-12 570,93	368 128,82	359 612,83	8 515,99
				2021	0,00	447 000,00	0,00	728 253,06	-281 253,06	447 000,00	295 113,21	151 886,79
			Matériel et mobilier		20 026,29	446 970,93	424 528,66	769 426,60	-304 318,97	889 636,29	661 325,66	228 310,63
			Domaine Logistique		20 026,29	1 228 970,90	1 379 043,45	1 783 400,03	-536 292,43	2 626 151,05	1 864 407,80	761 743,25

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AP disponible pour affectation 1erJanvier	Mouvements d'AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier	Flux d'AP affectées dans l'année	AP affectées annulées dans l'année	Stock d'AP affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année	Reste à financer au titre des AP affectées au 31 déc.
	Système d'information		Etudes et solutions logicielles	2017	1 355 850,28	0,00	290 943,01	2 172 589,29	-818 577,17	1 644 955,13	1 093 203,80	551 751,33
				2020	30 000,00	-42 409,85	401 373,97		-12 409,85	388 964,12	325 312,32	63 651,80
				2021	0,00	1 714 090,00	0,00	2 390 355,73	-698 765,73	1 691 590,00	1 044 451,69	647 138,31
				Etudes et solutions logicielles	1 385 850,28	1 671 680,15	692 316,98	4 562 945,02	-1 529 752,75	3 725 509,25	2 462 967,81	1 262 541,44
			Infrastructures	2017	0,00	-0,15	209 616,00	46 573,00	-46 573,15	209 615,85	75 960,53	133 655,32
				2018	0,00	0,00	540,00			540,00	0,00	540,00
				2019	29 052,64	-29 052,64	696,00		-696,00	0,00	0,00	0,00
				2020	150 000,00	-118 904,00	514 709,54	180 314,88	-149 218,89	545 805,53	425 490,65	120 314,88
				2021	0,00	2 060 765,00	0,00	2 313 647,63	-252 882,63	2 060 765,00	1 615 775,10	444 989,90
				Infrastructures	179 052,64	1 912 808,21	725 561,54	2 540 535,51	-449 370,67	2 816 726,38	2 117 226,28	699 500,10
			Matériels et logiciels clients	2019	0,00	-989,55	989,55		-989,55	0,00	0,00	0,00
				2020	0,00	-69,00	83 795,85		-69,00	83 726,85	82 890,62	836,23
	2021	0,00		1 829 869,42	0,00	1 837 841,42	-11 430,00	1 826 411,42	1 792 566,16	33 845,26		
		Matériels et logiciels clients	0,00	1 828 810,87	84 785,40	1 837 841,42	-12 488,55	1 910 138,27	1 875 456,78	34 681,49		
		Domaine Système d'information	1 564 902,92	5 413 299,23	1 502 663,92	8 941 321,95	-1 991 611,97	8 452 373,90	6 455 650,87	1 996 723,03		
		Politique Moyens généraux	8 829 608,51	36 435 760,99	40 659 208,71	58 384 346,11	-18 770 119,37	80 273 435,45	21 073 037,70	59 200 397,75		
	Ressources humaines	Santé, actions sociales, relations sociales	Santé	2018	0,00	-420,00	420,00		-420,00	0,00	0,00	
				2020	0,00	-51 019,80	56 727,55		-51 019,80	5 707,75	0,00	
				2021	0,00	100 850,00	0,00	110 275,00	-9 425,00	100 850,00	42 310,41	58 539,59
					Santé	0,00	49 410,20	57 147,55	110 275,00	-60 864,80	106 557,75	48 018,16
			Domaine Santé, actions sociales, relations sociales	0,00	49 410,20	57 147,55	110 275,00	-60 864,80	106 557,75	48 018,16	58 539,59	
		Politique Ressources humaines	0,00	49 410,20	57 147,55	110 275,00	-60 864,80	106 557,75	48 018,16	58 539,59		
		4 - Mission fonctionnelle	8 900 749,76	54 531 666,11	40 756 225,74	74 666 673,60	-18 885 390,49	96 537 508,85	37 167 560,86	59 369 947,99		
		Somme :	176 485 464,18	321 409 412,84	355 572 870,30	415 699 894,06	-116 144 271,70	655 128 492,66	267 823 779,14	387 304 713,52		

CA 2021 - Récapitulatif par mission du montant cumulé des Autorisations d'Engagement et des crédits de paiement afférents (investissement)

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AE disponible pour affectation 1er Janvier 2021	Mouvements d'AE votées dans l'année 2021	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er	Flux d'AE affectées dans	AE affectées annulées dans	Stock d'AE affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année 2021	Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc. 2021		
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Agriculture	Agriculture	2019	35 000,00	-35 000,00				0,00	0,00	0,00		
				2021	0,00	70 000,00				0,00	0,00	0,00		
		Domaine Agriculture				35 000,00	35 000,00				0,00	0,00	0,00	
		Développement local	Aménagement, urbanisme et prospective	2019	0,00	0,00					-7 440,00	0,00	0,00	0,00
				2020	76 956,00	-10 000,00					-67 600,00	189 144,00	77 935,20	111 208,80
				2021	0,00	95 000,00	0,00	145,00	-145,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
			Contrats intercommunaux	2020	0,00	0,00	76 400,00	1 000,00	-1 400,00	76 000,00	76 000,00	0,00	0,00	
			2021	0,00	100 000,00	0,00	50 000,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00		
		Soutien au développement local - divers partenariats	2018	2 269,18	-14 209,94	26 834,37	4 644,75	-14 209,94	17 269,18	17 269,18	0,00	0,00		
		Domaine Développement local				79 225,18	170 790,06	256 618,37	166 589,75	-90 794,94	332 413,18	171 204,38	161 208,80	
	Politique Développement territorial				114 225,18	205 790,06	256 618,37	166 589,75	-90 794,94	332 413,18	171 204,38	161 208,80		
	Protection de l'environnement	Eau	Cours d'eau	2019	2 376,62	-2 376,62	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00	
				2020	-27 000,00	-27 000,00	161 341,69	1 703,10	-37 251,70	125 793,09	102 244,03	23 549,06		
				2021	0,00	427 500,00	0,00	234 584,00	-7 393,72	227 190,28	84 714,58	142 475,70		
			Laboratoire dép. d'analyses - non assujetti	2019	3 400,00	0,00	0,00	3 400,00		3 400,00	3 400,00	0,00		
		Domaine Eau				-21 223,38	398 123,38	161 341,69	239 687,10	-44 645,42	356 383,37	190 358,61	166 024,76	
		Environnement	Environnement et développement durable	2020	40 000,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00		
				2021	4 013,00	-4 013,00	2 484,00			2 484,00	2 484,00	0,00		
			Espaces naturels sensibles - autres	2020	0,00	25 500,00	0,00	11 527,00		11 527,00	8 326,00	3 201,00		
			Espaces naturels sensibles - Département	2015	5 000,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00		
		Domaine Environnement				49 013,00	21 487,00	2 484,00	11 527,00	14 011,00	10 810,00	3 201,00		
	Politique Protection de l'environnement				27 789,62	419 610,38	163 825,69	251 214,10	-44 645,42	370 394,37	201 168,61	169 225,76		
	Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Acquisitions foncières.	2014	45 888,23	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00		
				Domaine Aménagement du réseau routier				45 888,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Politique Routes départementales				45 888,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			
	Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Opérations de sensibilisation à la sécurité routière	2019	0,00	-12 131,30	0,00			0,00	0,00	0,00		
				2020	0,00	0,00	33 320,00			-32 619,41	700,59	700,59		
2021				0,00	47 600,00	0,00			0,00	0,00	0,00			
Domaine Sécurité des biens et des personnes					0,00	35 468,70	33 320,00	-32 619,41	700,59	700,59	0,00			
Politique Sécurité				0,00	35 468,70	33 320,00	-32 619,41	700,59	700,59	0,00				
Transports	Transports publics	Etudes	2016	0,00	-40 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00			
			2020	0,00	-50 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00			
		Infrastructures de transport	2015	657 688,09	0,00	12 822,51	51 380,00	-402,51	63 800,00	52 430,90	11 369,10			
			2017	0,00	0,00	14 300,00			14 300,00	1 825,00	12 475,00			
			2020	86 000,00	0,00	0,00			0,00	0,00	0,00			
			2021	0,00	75 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00			
		PAM77	2017	966,55	24 709,45	25 000,00	29 266,56	-0,01	54 266,55	54 266,55	0,00			
		2021	0,00	254 545,46	0,00	29 796,60		29 796,60	24 830,50	4 966,10				
		Titres Améthyste et autres	2020	40 066,00	0,00	0,00	40 066,00		40 066,00	39 902,00	164,00			
		Domaine Transports publics				784 720,64	264 254,91	52 122,51	150 509,16	-402,52	202 229,15	173 254,95	28 974,20	
	Transports scolaires	Transport scolaire	2017	-3 327,62	-3 327,62	10 000,00			6 672,38	6 672,38	0,00			
			2021	0,00	140 000,00	0,00	18 468,00		18 468,00	18 468,00	0,00			
		Transport scolaire des élèves et étudiants handicapés	2017	23 486,63	-49 313,37	30 000,00			7 086,63	7 086,63	0,00			
			2021	0,00	200 000,00	0,00	4 368,00		4 368,00	4 368,00	0,00			
Domaine Transports scolaires				20 159,01	287 359,01	40 000,00	22 836,00	-26 240,99	36 595,01	36 595,01	0,00			
Politique Transports				804 879,65	551 613,92	92 122,51	173 345,16	-26 643,51	238 824,16	209 849,96	28 974,20			
1 - Mission aménagement et développement du territoire					992 782,68	1 212 483,06	545 886,57	591 149,01	-194 703,28	942 332,30	582 923,54	359 408,76		

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Stock AE disponible pour affectation 1er Janvier 2021	Mouvements d'AE votées dans l'année 2021	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 1er janvier 2021	Flux d'AE affectées dans l'année 2021	AE affectées annulées dans l'année 2021	Stock d'AE affectées restant à financer	CP mandatés au budget de l'année 2021	Reste à financer au titre des AE affectées au 31 déc. 2021		
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	Développement des publics des Archives et valorisation des collections	2015	0,00	-6,99	6,99		-6,99	0,00	0,00	0,00		
		Politique Culture et patrimoine				0,00	-6,99	6,99		-6,99	0,00	0,00	0,00	
	Education formation	Action éducative et appui à la scolarité	Projets éducatifs: actions en faveur de la jeunesse seine-et-marnaise	2018	0,00	0,00	30 912,00	10 912,00	-30 912,00	10 912,00	10 912,00	0,00	0,00	
		Enseignement supérieur et recherche	Enseignement supérieur et recherche.	2021	0,00	250 000,00	0,00	250 000,00		250 000,00	50 000,00	200 000,00	200 000,00	
		Vie des collèves	Autres - vie des collèves	2018	164 459,58	120 000,00	111 340,42	80 363,00	-5 840,00	185 863,42	185 863,42	0,00	0,00	
Politique Education formation					164 459,58	370 000,00	142 252,42	341 275,00	-36 752,00	446 775,42	246 775,42	200 000,00		
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif					164 459,58	369 993,01	142 259,41	341 275,00	-36 758,99	446 775,42	246 775,42	200 000,00		
3 - Mission solidarité	Habitat	Insertion par le logement	Actions d'insertion par le logement	2019	0,00	0,00	2 628,00			2 628,00	0,00	2 628,00		
				2020	0,00	0,00	2 112,00			2 112,00	0,00	2 112,00		
				2021	0,00	7 000,00	0,00			0,00	0,00	0,00		
	Politique Habitat					0,00	7 000,00	4 740,00		4 740,00	0,00	4 740,00		
	Insertion	Autres dispositifs d'insertion	Dispositifs d'insertion sociale et médico sociale	2019	22 069,00	-152 069,00	195 000,00	2 500,00	-132 552,00	64 948,00	64 948,00	0,00	0,00	
				2020	130 000,00	0,00	886 490,00	130 000,00		1 016 490,00	706 975,00	309 515,00		
				2021	0,00	1 082 980,00	0,00	1 059 490,00	-59 490,00	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00		
				2019	2 061,41	-2 061,41	0,00			0,00	0,00	0,00		
				2020	-1 000,00	-18 882,91	471 117,09			471 117,09	396 187,16	74 929,93		
				2021	0,00	510 000,00	0,00	446 603,91		446 603,91	0,00	446 603,91		
		Domaine Autres dispositifs d'insertion					153 130,41	1 419 966,68	1 552 607,09	1 638 593,91	-192 042,00	2 999 159,00	1 168 110,16	1 831 048,84
		Dispositifs RSA	Accompagnement des bénéficiaires du RSA	2019	49 823,24	-84 893,52	107 186,32		-35 070,28	72 116,04	72 116,04	0,00	0,00	
				2020	640,98	-640,98	1 258 691,45	67 449,70	-67 449,70	1 258 691,45	681 797,21	576 894,24		
				2021	0,00	2 922 832,69	0,00	4 317 879,32	-1 422 571,63	2 895 307,69	1 855 209,20	1 040 098,49		
	2020			0,00	0,00	1 162 400,00	26 400,00	-26 400,00	1 162 400,00	1 162 400,00	0,00			
	2021			0,00	2 350 000,00	0,00	2 375 650,00	-26 500,00	2 349 150,00	1 169 225,00	1 179 925,00			
	2018			122 570,00	-47 430,00	112 557,50	121 040,00	-58 470,00	175 127,50	127 242,50	47 885,00			
	2019			-14 228,56	-5 563,27	1 632 581,05		-5 556,18	1 627 024,87	1 019 376,14	607 648,73			
	2020			44 388,89	-254 036,26	1 891 773,37	917 323,36	-917 630,37	1 891 466,36	974 143,00	917 323,36			
	2021	0,00	5 518 779,00	0,00	5 383 531,36	-743 470,08	4 640 061,28	1 565 047,20	3 075 014,08					
Domaine Dispositifs RSA					203 194,55	10 399 047,66	6 165 189,69	13 209 273,74	-3 303 118,24	16 071 345,19	8 626 556,29	7 444 788,90		
Politique Insertion					356 324,96	11 819 014,34	7 717 796,78	14 847 867,65	-3 495 160,24	19 070 504,19	9 794 666,45	9 275 837,74		
Personnes âgées	Maintien à domicile des personnes	Aide à domicile et accord-cadre CNSA	2020	1 150 176,00	0,00	29 164,80	329 266,16	-29 463,66	328 967,30	137 030,38	191 936,92			
			2021	0,00	50 000,00	0,00			0,00	0,00				
Politique Personnes âgées					1 150 176,00	50 000,00	29 164,80	329 266,16	-29 463,66	328 967,30	137 030,38	191 936,92		
3 - Mission solidarité					1 506 500,96	11 876 014,34	7 751 701,58	15 177 133,81	-3 524 623,90	19 404 211,49	9 931 696,83	9 472 514,66		
4 - Mission fonctionnelle	Moyens généraux	Système d'information	Prestations et fournitures	2021	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00		400 000,00	200 000,00	200 000,00		
				Politique Moyens généraux					0,00	400 000,00	0,00	400 000,00	400 000,00	200 000,00
4 - Mission fonctionnelle					0,00	400 000,00	0,00	400 000,00		400 000,00	200 000,00	200 000,00		
Somme :					2 663 743,22	13 858 490,41	8 439 847,56	16 509 557,82	-3 756 086,17	21 193 319,21	10 961 395,79	10 231 923,42		

CA 2021 - Etat des caducités sur Autorisations de Programme et Autorisations d'Engagement

AP

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-227700010-20220617-lmc100000023840-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24/06/2022

Réception Préfet : 24/06/2022

Publication RAAD : 24/06/2022

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Opération	Mt pluri voté	Mt affecté au 31/12/20	Mt caduc au 31/12/20			
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Développement local	Contrats communaux	2013	Contrat régional FAREMOUTIERS (DI13)	333 000,00	222 000,00	111 000,00			
				2015	Contrats ruraux - (DI15)	1 075 780,30	865 780,30	210 000,00			
				2016	Contrats ruraux (DI16)	1 910 049,95	1 901 406,65	8 643,30			
				2017	Contrats ruraux (DI17)	1 972 681,87	1 960 793,77	11 888,10			
				2018	Contrats ruraux (DI18)	3 668 626,02	3 650 841,77	17 784,25			
				2019	Contrats ruraux (DI19)	3 326 762,33	3 178 851,79	147 910,54			
			2020	Contrats ruraux (DI20)	3 969 759,92	3 892 009,93	77 749,99				
			Contrats intercommunaux Fonds Aménagement Communal	2019	Aide au Parc Naturel Régional du Gâtinais Français (DI19)	143 000,00	141 389,20	1 610,80			
				2019	Fonds Aménagement Communal (DI19)	3 758 309,16	3 741 911,31	16 397,85			
			Fonds d'Equipement Rural	2020	Fonds Aménagement Communal (DI20)	6 600 000,00	2 390 860,28	4 209 139,72			
				2017	Fonds d'Equipement Rural (DI17)	4 052 916,13	4 051 166,13	1 750,00			
				2018	Fonds d'Equipement Rural (DI18)	4 051 776,86	3 926 469,61	125 307,25			
				2019	Fonds d'Equipement Rural (DI19)	4 589 578,24	4 405 299,73	184 278,51			
			2020	Fonds Equipement Rural (DI20)	5 120 316,55	5 061 433,34	58 883,21				
			Développement local								5 182 343,52
			Promotion du territoire	Attractivité du territoire	2020	Fonds développement touristique (DI20)	1 000 000,00	971 483,76	28 516,24		
			Promotion du territoire								28 516,24
Développement territorial								5 210 859,76			
Protection de l'environnement	Eau	Assainissement	2013	Assainissement (DI13)	3 760 944,31	3 760 944,31	0,00				
			2015	Assainissement (DI15)	3 236 973,40	3 236 911,40	62,00				
			2016	Assainissement (FS2I) (DI16)	3 166 960,12	3 157 429,54	9 530,58				
			2017	Assainissement (FS2I) (DI17)	2 617 141,85	2 589 714,50	27 427,35				
			2018	Assainissement (FS2I) (DI18)	5 232 617,14	5 224 052,69	8 564,45				
			2019	Assainissement (FS2I) (DI19)	4 192 000,40	4 182 499,44	9 500,96				
		2020	Assainissement (FS2I) (DI20)	5 251 500,00	5 234 286,30	17 213,70					
		Cours d'eau	2020	Aménagement rivières (FS2I) (DI20)	225 000,00	222 447,62	2 552,38				
		Eau potable	2017	Eau potable sub. aux communes (FS2I) (DI17)	4 293 624,82	4 281 446,56	12 178,26				
			2018	Eau potable sub. aux communes (FS2I) (DI18)	2 051 010,80	2 044 794,05	6 216,75				
			2020	Matériel de désherbage thermique ou mécanique (DI20)	24 808,00	24 731,00	77,00				
				Eau potable sub. aux communes (FS2I) (DI20)	3 900 000,00	3 899 999,47	0,53				
		Eau								93 323,96	

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Opération	Mt pluri voté	Mt affecté au 31/12/20	Mt caduc au 31/12/20
		Environnement	Aménagement foncier	2020	Aménagement foncier/Echanges et cessions amiables (DI20)	7 000,00	6 998,47	1,53
			Espaces naturels sensibles - autres	2017	ENS/Subv randonnée et biodiversité (DI17)	139 182,00	134 893,00	4 289,00
				2020	ENS/Subventions acquisition ou aménagement (DI20)	100 000,00	99 999,31	0,69
		Environnement						4 291,22
		Protection de l'environnement						97 615,18
	Routes départementales	Aménagement du réseau routier	Etudes voirie.	2020	Subvention études APRR Desserte Sympav (DI20)	60 000,00	50 000,00	10 000,00
				2019	Doublement boulevard circulaire Sud Ouest C0D0 (DI19)	896 961,83	896 961,23	0,60
		Routes départementales						10 000,60
	Transports	Transports publics	Infrastructures de transport	2018	Electrification lignes Paris Troyes Phase 1 - Tranche 2 (FS2I) (DI18)	2 010 625,71	1 794 795,00	215 830,71
		Transports						215 830,71
1 - Mission aménagement et développement du territoire								5 534 306,25
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Archives	Développement des publics des Archives et valorisation des collections	2020	Restauration des archives communales (DI20)	6 000,00	3 946,00	2 054,00
		Archives						2 054,00
		Développement de la lecture publique	Développement du réseau - Médiathèque	2019	Subv d'inv aide à l'informatisation (DI19)	4 958,19	4 938,60	19,59
				2020	Subv aide à l'informatisation (DI20)	25 000,00	5 542,03	19 457,97
		Développement de la lecture publique						19 477,56
		Patrimoine	Antiquités et objets d'art	2019	Subventions patrimoine mobilier (DI19)	60 000,00	59 817,00	183,00
			Patrimoine monumental	2019	Entretien restauration du patrimoine privé (DI19)	127 290,93	124 684,93	2 606,00
					Patrimoine remarquable (DI20)	327 660,00	90 000,00	237 660,00
				2020	Entretien et restauration du patrimoine privé (DI20)	151 112,00	141 598,00	9 514,00
					Entretien et restauration du patrimoine public (DI20)	901 659,00	900 161,00	1 498,00
		Patrimoine						251 461,00
		Culture et patrimoine						272 992,56
	Education formation	Bâtiments des collèges	Entretien et grosses réparations	2020	Subvention pour kit GSM ascenseurs (DI20)	160 000,00	0,00	160 000,00
					trav de securisation des abords des colleges (DI20)	150 000,00	81 184,76	68 815,24
		Enseignement supérieur et recherche	Enseignement supérieur et recherche	2020	Aide aux équipys de Formation Enseigt sup et Recherche (DI20)	102 100,00	102 011,81	88,19
		Vie des collèges	Participation au budget des collèges privés	2020	Sub. d'investissement aux collèges privés (DI20)	50 000,00		50 000,00
		Education formation						278 903,43

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Opération	Mt pluri voté	Mt affecté au 31/12/20	Mt caduc au 31/12/20
	Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives	Equipements sportifs	2020	Petits équipements sportifs en accompagnement des collèves (DI20)	132 349,00	132 338,00	11,00
Jeunesse, sports et loisirs								11,00
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif								551 906,99
3 - Mission solidarité	Santé publique	Santé publique	Démographie médicale	2020	Cabines de téléconsultation (FS2I) (DI20)	1 022 800,00	1 000 000,00	22 800,00
3 - Mission solidarité								22 800,00
4 - Mission fonctionnelle	Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Solidarité - entretien et grosses réparations	2019	Vidéo surveillance aux abords des MDS et Sites Annexes (DI19)	155 000,00	0,00	155 000,00
4 - Mission fonctionnelle								155 000,00
Total général								6 264 013,24

AE

Mission	Politique	Domaine	Programme	Millésime	Opération	Mt pluri voté	Mt affecté au 31/12/20	Mt caduc au 31/12/20	
1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Développement local	Contrats intercommunaux	2020	Fonctionnement Parcs Naturels Régionaux (AE20)	100 000,00	99 600,00	400,00	
	Développement territorial								400,00
	Protection de l'environnement	Eau	Cours d'eau	2020	Entretien rivières (AE20)	173 000,00	164 451,40	8 548,60	
	Protection de l'environnement								8 548,60
3 - Mission solidarité	Sécurité	Sécurité des biens et des personnes	Opérations de sensibilisation à la sécurité routière	2020	Subvention sécurité routière DR (AE20)	47 600,00	14 980,59	32 619,41	
	Sécurité								32 619,41
	1 - Mission aménagement et développement du territoire								41 568,01
3 - Mission solidarité	Insertion	Dispositifs RSA	Dispositifs d'insertion	2020	Actions d'insertion socioprofessionnelle (AE20)	495 653,00	495 646,36	6,64	
	Insertion								6,64
3 - Mission solidarité								6,64	
Total général								41 574,65	

Plan de relance départemental face à la crise de la COVID19 - CA 2021

Section	Mission	Politique	Domaine	Opération	Covid	Plan de relance	Somme :		
Fonctionnement	1 - Mission aménagement et développement du territoire	Développement territorial	Développement local	Plan de soutien départemental à l'artisanat	077-227700010-20220617-lmc100000023840-DE		50 000	50 000	
				Fonds départemental d'urgence en soutien à l'artisanat	Acte Certifié exécutoire	226 082	1 003 670	1 229 752	
			Promotion du territoire	Marketing territorial - Plan de Relance	Envoi Préfecture : 24/06/2022 Réception Préfet : 24/06/2022 Publication RAAD : 24/06/2022		123 627	123 627	
				Soutien aux acteurs privés de loisirs CD77 (DF21)			155 770	155 770	
		Développement territorial					226 082	1 333 067	1 559 148
		Routes départementales	Entretien et exploitation du réseau routier	Entretien du réseau départemental (DF21)		3 569		3 569	
		Routes départementales					3 569	3 569	
		Transports	Transports scolaires	Transports scolaires des élèves et étudiants handicapés - Marchés Publics (DF21)		66 752		66 752	
					Transports scolaires sur circuits spéciaux - Marchés publics (DF21)		23 730	23 730	
		Transports					90 483		90 483
		1 - Mission aménagement et développement du territoire					320 133	1 333 067	1 653 200
		2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Développement de la lecture publique	Formations et journées d'étude (DF21)		1 217		1 217
					Valorisation des collections (DF21)		527	527	
			Culture et patrimoine					1 743	1 743
			Education formation	Vie des collèges	Externalisation de l'entretien des collèges (DF21)		125 285		125 285
Education formation					125 285	125 285			
Jeunesse, sports et loisirs	Activités sportives		Fonds d'aide aux loyers pour les structures sportives (DF21)			350 000	350 000		
			Fonds départemental d'urgence en soutien aux gestionnaires Iles-de-loisirs (DF21)			1 102 870	1 102 870		
		Fonds de soutien départemental en faveur du maintien de l'emploi sportif (DF21)			65 349	65 349			
Jeunesse, sports et loisirs						1 518 219	1 518 219		
2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif					127 028	1 518 219	1 645 247		
3 - Mission solidarité	Enfance et famille	Prévention et protection - Hébergement ASE	Prestations destinées aux enfants accueillis (DF21)		4 196		4 196		
			Prévention médico-soc. aide à la fonction parentale et à l'enfant	Actions de PMI (DF21)		9 185	9 185		
				Subventions/Aide au fonctionnement modes d'accueil (DF21)		5 319	5 319		
	Enfance et famille					18 700	18 700		
	Personnes âgées	Maintien à domicile des personnes âgées	Frais divers Aide sociale / Participation (DF21)		500		500		
Personnes âgées					500		500		
3 - Mission solidarité					19 200		19 200		
4 - Mission fonctionnelle	Moyens généraux		Autres dép de fonct DMGS (DF21)		213 222		213 222		

Section	Mission	Politique	Domaine	Opération	Covid	Plan de relance	Somme :
			Logistique	Autres Dép. de Fonct. / DRH (DF21)	99 512		99 512
				Entretien des locaux (DF21)	101 655		101 655
			Système d'information	Prestations et fournitures (DF21)	191 655		191 655
			Moyens généraux		606 043		606 043
		Ressources humaines		Masse salariale / Action sociale (DF21)	50		50
			Gestion des ressources humaines	Masse salariale / Enseignement (DF21)	10 050		10 050
				Masse salariale / Prévention Méd. Soc. (DF21)	400		400
			GPEC	Autres Dép. de Fonct. / Moyens recrut. (DF21)	10 080		10 080
			Santé, actions sociales, relations sociales	Subventions DRH (DF21)	6 751		6 751
			Ressources humaines		27 331		27 331
	4 - Mission fonctionnelle				633 375		633 375
	Fonctionnement				1 099 736	2 851 286	3 951 022
Investissement	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif	Culture et patrimoine	Développement de la lecture publique	Equipement Médiathèque départementale Le Mée-sur-Seine (DI21)	1 384		1 384
				Culture et patrimoine	1 384		1 384
		Education formation	Bâtiments des collèges	Etudes et crédits divers (DI21)	7 915		7 915
				Education formation	7 915		7 915
	2 - Mission développement socio-éducatif, culturel et sportif				9 299		9 299
	4 - Mission fonctionnelle	Moyens généraux	Bâtiments départementaux	Travaux dans les bâtiments départementaux et bâtiments divers (DI21)	504		504
				Infrastructures serveurs (DI21)	55 000		55 000
			Système d'information	Matériels et logiciels utilisateurs (DI21)	425 000		425 000
			Moyens généraux		480 504		480 504
	4 - Mission fonctionnelle				480 504		480 504
	Investissement				489 803		489 803
TOTAL GENERAL					1 589 539	2 851 286	4 440 825